

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12934 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 29 AOÛT 1986

## Réfugiés en Europe

**E**n annonçant, mercredi 27 août, une série de mesures visant à limiter le nombre des demandeurs d'asile en République fédérale, le gouvernement de Bonn s'est attaqué de front à ce qui était devenu l'un des principaux sujets de polémique de la rentrée outre-Rhin. Il faut reconnaître au gouvernement du chancelier Kohl le mérite de n'avoir pas cédé aux pressions de la droite, qui souhaitait une révision du droit d'asile inscrit dans la Constitution, et de n'envisager aucune disposition de renvoi dans le pays d'origine. Mais il n'y a pas de miracle : les mesures annoncées ne peuvent prétendre à une efficacité ni à une justice absolues.

En refusant l'asile aux réfugiés ayant séjourné plus de trois mois dans un autre pays d'accueil, la RFA renvoie à ses voisins le problème des personnes ayant d'un pays à l'autre. En imposant des amendes aux compagnies aériennes amenant des passagers non munis de documents valides, elle viole l'esprit des conventions de Genève sur le droit d'asile (elle n'est pas la seule), car, lorsqu'on fuit les persécutions, on ne peut pas toujours se procurer un passeport ou un visa n'est pas toujours des plus aisés. Elle ne résout pas d'autre part le cas de Berlin : la moitié des demandeurs d'asile en RFA arrivent par cette ville, grâce aux bons soins d'organisations de passeurs et de la compagnie est-allemande Interflug, qui ne saurait être visée par les sanctions annoncées.

**I**l n'y a pas en fait de solution nationale au problème des demandeurs d'asile, et M. Kohl le sait qui réclame également une harmonisation des décisions à l'échelon européen. Ce jeudi commence à Genève, sous l'égide du Haut commissariat aux Nations unies pour les réfugiés (HCR), une conférence rassemblant neuf pays européens, le Canada et l'Australie qui se préoccupera des réfugiés iraniens puis, ultérieurement, des Tamouls. La tâche sera ardue : les iraniens, qui depuis quelques mois se pressent aux portes de l'Europe, sont le plus souvent des jeunes gens d'extrême gauche qui refusent simplement de servir de chair à canon dans le conflit israélo-arabe. Or si le HCR se montre compréhensif envers ceux qui fuient les guerres civiles, il ne peut, officiellement, encourager la désertion en cas de conflit international.

**I**l faut saluer cette initiative du HCR qui se propose de coordonner les mesures d'accueil. Car les échauffés de coordination en Europe n'ont guère été jusqu'à présent que d'ordre répressif. La propagande électorale s'en mêlant, les opinions européennes ont une fâcheuse tendance à mettre dans le même sac demandeurs d'asile, travailleurs immigrés (infinitement plus nombreux) et, d'une façon générale, tous les étrangers en provenance des pays du tiers-monde. L'Europe a oublié ce que furent ses élites de solidarité au lendemain de la guerre et jusque dans les années 60 quand des millions de personnes fuyaient les dictatures communiste, franquiste et salazariste. Elle a oublié surtout qu'elle n'accueille qu'une très faible part (de l'ordre de 5 %) des quelque dix millions de personnes fuyant les massacres dans leurs pays, et que c'est la terre-monde qui supporte l'essentiel du fardeau. Toutes choses qu'il faut rappeler afin que le problème soit traité sérieusement, et pour éviter que la paranoïa xénophobe entretenue par certains partis à des fins purement politiques ne mette en péril ce qui doit rester en Europe un droit fondamental de la personne.

(Lire nos informations page 5.)

## Selon les responsables soviétiques

### Tchernobyl contaminée pour plusieurs années

Les habitants de la région de Tchernobyl ne pourront pas regagner leurs terres avant plusieurs années du fait de la présence de certains produits radioactifs à vie longue comme le césium. La délégation soviétique présente à la réunion de l'AIEA à Vienne a été interrogée par les experts occidentaux soucieux de mieux comprendre les mécanismes de la catastrophe. Il apparaît que la sûreté des réacteurs analogues à celui de Tchernobyl est à revoir.

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

Une certaine déception régnait à Vienne, dans la soirée du mercredi 27 août, à l'issue de la première séance consacrée aux questions sur l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Pourtant, les deux premières journées de la réunion convoquée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont tenues, de l'avis général, dans un climat « d'honnêteté, de confiance et d'ouverture d'esprit ». Nombreux étaient ceux qui se disaient impressionnés par la qualité et la clarté des exposés des Soviétiques sur l'accident. Tous attendaient donc cette journée de mercredi où ils pourraient interroger les Soviétiques sur leur expérience.

Si les spécialistes de la médecine nucléaire et de la radiologie sont sortis satisfaits de ces premières discussions et du « véritable dialogue » qu'ils ont pu instaurer avec leurs homologues soviétiques, d'autres, qui s'intéressaient au fonctionnement du réacteur et au déroulement de l'accident, se sont montrés plus réservés.

Certes, comme le soulignent les Soviétiques, plus de quatre cents questions avaient été posées et « il était matériellement impossible d'y répondre en quelques heures ». Mais on craint, dans les milieux occidentaux, que la réunion ne soit détournée de son objectif initial et qu'elle ne se transforme en un « débat général sur la sûreté nucléaire ».

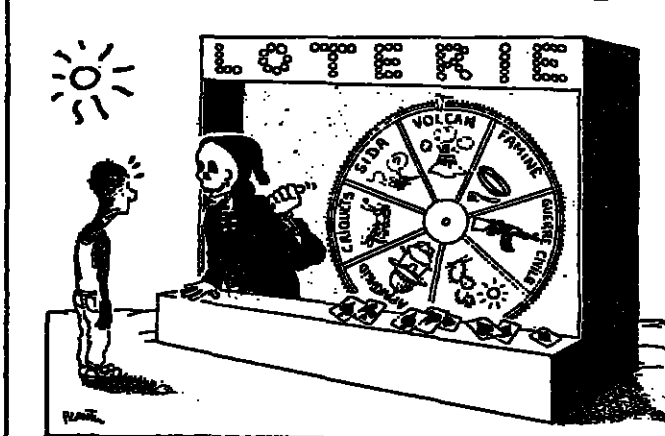
Les explications données jusqu'ici par les Soviétiques soulèvent en effet de nouvelles questions. Les experts occidentaux sont à la fois admiratifs et perplexes devant l'efficacité de l'évacuation et des soins qui ont été organisés dans les jours qui ont

suivi l'accident : rapidité avec laquelle, une fois l'évacuation décidée, les autorités soviétiques sont parvenues à acheminer 1100 bus pour transporter hors de Pripiat et de Tchernobyl 139000 personnes; efforts des équipes médicales qui, en quelques heures, ont apporté les premiers soins aux irradiés et dirigé les plus sévèrement touchés vers les hôpitaux de Kiev et de Moscou.

Mais cette « incroyable efficacité », qui s'accompagne mal de surcroît avec l'indiscipline régnant dans la centrale peu avant l'accident, amène certains observateurs à se demander si les Soviétiques n'ont pas déjà dû faire face dans le passé à des accidents nucléaires, lesquels les auraient conduits à élaborer le plan d'urgence mis en œuvre à Tchernobyl.

ELISABETH GORDON.  
(Lire la suite page 8.)

## Les malheurs de l'Afrique



(Lire nos informations page 3.)

## La rentrée littéraire

### De Michel Foucault à Vladimir Nabokov

Comme le Tour de France ou les présentations de mode, la rentrée littéraire est une sorte de rite obligatoire. L'automne se veut, traditionnellement, la saison du roman à cause des prix qui s'annoncent à l'horizon, tel un miroir aux alouettes. Ils sont presque deux cents écrivains français à courir leur chance, cette année, mais les espérances de réussite sont à peine moindres, ici, qu'au Loto sportif.

Le public va donc trouver encore de la fiction en abondance dans les librairies. Un peu moins qu'en 1985, mais on ne saurait parler vraiment de déflation. Les éditeurs ont, certes, montré davantage de prudence ou de pusillanimité à l'égard des nouveaux venus : les débutants seront trente et un cette fois, alors qu'on en dénombrait cinquante-cinq la saison dernière. Il y aura, cependant, de quoi satisfaire les curieux les plus divers, les appétits les plus déraisonnables et toutes les sortes de bovarismes.

Dans le domaine étranger, nous aurons à découvrir une centaine de romans : ce chiffre témoigne que nos éditeurs sont plus attentifs que naguère à l'actualité littéraire des autres pays. Nous avons cessé d'attendre des années pour

voir certaines œuvres enfin traduites. Avec quoi, sur quoi réveronnons ? Beaucoup d'habitues se pressent au rendez-vous de septembre et d'octobre. A l'affiche de cette semaine, le Monde des livres présente deux transfuges du « polar » : Jean Vautrin et Sébastien Japrisot. Les hasards de l'actualité les font se retrouver en compagnie de Patrick Modiano, dont la timidité, les silences, les balbutiements exercent un étrange pouvoir sur les téléspectateurs, lors des émissions de Bernard Pivot.

Parmi la foule des autres, un nom se détache : celui de Jean-Edern Hallier, qui aime la lumière des projecteurs autant que Modiano la déteste. Le fameux « bouche à oreille » prétend que cet homme jamais avare de ses pitreries nous a donné cette fois un beau livre : il s'intitule *L'Évangile du fou* et prend pour personnage le Père de Foucauld.

D'autres noms ? Rafael Pividal, Pierre-Jean Remy (dont la prolixité ne se dément pas), Christian Giudicelli, Pascal Quignard, la comédienne Marie-France Pisier. Et puis, invité surprise du grand bal romanesque, Edgar Faure lui-même.

## Un statut pour les directeurs d'école

### Nouvelle épreuve de force entre M. Monory et la FEN

M. René Monory a annoncé, ce jeudi 28 août, la création d'un statut des directeurs d'école élémentaire. Cette mesure, qui s'était toujours heurtée à l'opposition du Syndicat national des instituteurs, marque, après le rattachement au secondaire des professeurs de collège et l'affaire des mutuelles, une nouvelle épreuve de force entre le ministre et la puissante Fédération de l'éducation nationale.

Le ministre de l'éducation nationale était jusqu'à présent resté très discret sur sa conception de l'école primaire, domaine où Jean-Pierre Chevènement, son prédécesseur, avait su puiser l'essentiel de sa popularité. Sortant de sa réserve, M. Monory s'est saisi de cet épais dossier à sa manière, en annonçant, jeudi 28 août, lors d'une conférence de presse, la création d'un statut spécifique pour les directeurs d'école (le Monde du 28 août).

Actuellement, les directeurs sont des instituteurs baptisés simplement « chargés d'école ». Un peu mieux payés que leurs collègues, ils sont déchargés d'une partie de la totalité de leur obligation de service d'enseignement si leur école comporte huit classes ou plus, ce qui représente moins de 20 % des établissements. S'ils assurent l'animation de l'équipe pédagogique et les relations avec l'administration, les parents et la municipalité, ils n'ont aucun pou-

voir hiérarchique sur les instituteurs.

Or M. Monory souhaite leur donner une réelle autorité à l'égard de leurs collègues, en nommant les nouveaux « maîtres-directeurs » à des emplois spécifiques, leur conférant une autorité hiérarchique nouvelle, et en les rattachant non plus à la direction des écoles du ministère, mais à la nouvelle direction des personnels de direction et d'inspection qu'il a créée. Surtout, les nouveaux directeurs d'école pourraient participer à la notation administrative des instituteurs de leur établissement (à l'instar des principaux de collège ou des proviseurs de lycée) et peser ainsi sur le déroulement de leur carrière. Représentants du ministre de l'éducation nationale, le « maître-directeur » exerce des responsabilités administratives, pédagogiques et sociales, mais devra conserver une activité d'enseignement, ne serait-ce que de soutien aux élèves en difficulté. Garant de la continuité du service public, il devrait assurer l'accueil des enfants même en cas de grève. Il sera aussi l'interlocuteur désigné des familles et des municipalités.

La procédure de la liste d'aptitude, abrogée en 1981 car elle court-circuitait les commissions paritaires où siègent les syndicats, sera rétablie. Elle sera dressée annuellement, afin que l'ancienneté ne soit plus le critère déterminant des nominations. Les candidats à l'emploi de directeur suivront obligatoirement une formation de deux trimestres dispensée principalement en dehors du temps de service. Ils ne seront admis qu'après un entretien avec un jury.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 8.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

60

Les arbres de mai  
PAGE 7

Le conflit irano-irakien

Une mise en demeure des pays du Golfe à Téhéran.  
PAGE 4

La France et l'Amérique centrale

Un « rééquilibrage », selon M. Bariani.  
PAGE 5

M. Baudis tête de liste

Le maire de Toulouse a décidé de conduire la liste UDF-RPR pour les élections partielles du 28 septembre.  
PAGE 26

Découpage : le PS proteste

Pour les socialistes, le projet de M. Pasqua interdit l'alternance.  
PAGE 6

A la recherche d'Eve

Une exposition à Hambourg : l'image de la femme dans la peinture depuis la Révolution française.  
PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 26

EN LIBRAIRIE LE 23 SEPTEMBRE

Philippe LABRO

L'étudiant étranger  
roman

GALLIMARD

سكزنا في الاجل

## LA POLÉMIQUE SUR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

C'est au tour de la loi sur l'audiovisuel d'affronter les feux du Conseil constitutionnel. De quoi raviver la polémique sur le rôle des « sages ». Hugues Portelli estime que défendre leurs prérogatives permet d'éviter que ce qui reste encore de la V<sup>e</sup> République soit dissipé. Selon Corinne Lepage Jessua le nouveau droit de l'Etat qui s'élabore est un progrès dans la mesure où il peut combattre les dérives du libéralisme. Soucieux d'analyse comparative, Maurice Duverger montre que la haute instance française est plus discrète que « discrétionnaire ».

## La partitocratie triomphante

Le barrage dressé pour prévenir la toute-puissance de la classe politique sera-t-il emporté ?

par HUGUES PORTELLI (\*)

L'APLOMB avec lequel certaines personnalités politiques, et non des moindres, se sont lancées dans une offensive en règle contre le Conseil constitutionnel pourrait prêter à sourire. Sous prétexte que la haute instance, conformément à une jurisprudence constante, a écarté quelques lois et ordonnances et menacé de récidiver pour quelques textes auxquels la majorité est attachée, voilà que certains rompent des lances contre le « gouvernement des juges », comme si le Conseil était aussi dangereux que la Cour suprême américaine des années 30, lorsqu'elle guerroya contre l'interventionnisme rooseveltien au nom du libéralisme. Cette fois, ce sont les « libéraux » qui partent en guerre contre le juge constitutionnel dans une polémique qui n'est que l'ombre de la bataille rooseveltienne d'hier.

Au-delà de la conjoncture, il est bien évident que cette agitation de surface correspond à un mouvement de fond de la classe politique. Une large fraction de celle-ci croit le moment venu d'en finir avec les dernières dignes élevées par la V<sup>e</sup> République contre le retour à la partitocratie. La bataille sur le référendum de 1984, celle sur la cohabitation, en avaient été les précédentes manifestations.

Voici encore deux ans, lors du débat avorté sur le référendum destiné à élargir le domaine de l'article 11 de la Constitution, l'opposition parlementaire de l'époque, et notamment au Sénat où elle était majoritaire, avait refusé cette révision au motif que la garantie des libertés était déjà fort bien assurée par le Conseil constitutionnel. Point n'était

besoin de l'intervention du peuple, même si cette opposition n'ignorait nullement que cette garantie juridictionnelle des libertés n'avait été rendue possible que depuis l'annexion par la jurisprudence du Conseil des principes fondamentaux tirés des préambules et lois de la République au « bloc de constitutionnalité ».

## Le « chien de garde » de l'exécutif

Aujourd'hui, le problème est réglé. Plus question de recourir un jour au référendum. Quant au juge constitutionnel, il est prié de bien vouloir rabattre ses prétentions afin de ne pas devenir, par abus successifs, le véritable souverain.

Ne faut-il pas pourtant rappeler pour quelles raisons le référendum puis le Conseil constitutionnel ont pu acquiescer le statut qui fut le leur ? De 1958 à 1969, le danger principal que coururent les nouvelles institutions fut le retour au régime des partis via la restauration du parlementarisme à la française. La création du Conseil constitutionnel, « chien de garde de l'exécutif », avait pour but de veiller aux empiétements de la classe politique parlementaire tandis que le recours fréquent au référendum permettait au chef de l'exécutif de s'appuyer sur la légitimité populaire, voire de lui donner le pouvoir de trancher en matière législative ou constitutionnelle.

Dans cette conception, rien ne dépassait la volonté du peuple, et

il est significatif que, dans sa fameuse décision du 6 novembre 1962, le Conseil ait refusé d'examiner la constitutionnalité de la loi référendaire puisque celle-ci était l'expression directe de la souveraineté nationale. Durant cette première période de la V<sup>e</sup> République, primait la volonté générale exprimée directement par les citoyens : le juge constitutionnel y bornait ses pouvoirs et le président s'inclinait devant elle, comme le rappelle la démission du général de Gaulle le soir du 27 avril 1969. C'est au lendemain de l'abandon du recours au référendum et donc à la démocratie semi-directe que la nécessité de borner par d'autres moyens la toute-puissance renaissante de la classe politique se fit sentir. Dès lors que le peuple n'était plus saisi, il fallait concevoir différemment le rôle du Conseil constitutionnel et le transformer en une véritable juridiction constitutionnelle imposant la supériorité de la Constitution et de ses principes à un pouvoir qui, du fait de la renaissance de partis présidentialisés, contrôlant à la fois l'exécutif et le législatif, pouvait dégénérer dans l'arbitraire. La jurisprudence du Conseil, la réforme bienvenue de 1974 élargissant le droit de saisine, le permirent.

Que la classe politique ait tenté de dévoyer cette mutation en faisant du Conseil l'auxiliaire objectif de l'opposition, qui le méritait ? Mais on ne peut faire du Conseil le responsable de cette manipulation du droit de saisine, qu'il prévint d'ailleurs en refusant de devenir une troisième Chambre,

(\*) Professeur de science politique à l'université de Paris-X Nanterre.

d'opposition, et en veillant à la continuité de sa jurisprudence, au-delà des majorités du moment.

La question qui est posée aujourd'hui est de savoir si le barrage dressé en 1971-1974 pour prévenir la toute-puissance des partis sera emporté ou non. Jamais, et le garde des sceaux lui-même en convient, depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, les partis n'ont joué un tel rôle dans l'Etat : du refus d'accepter la responsabilité du président devant le peuple à la présence institutionnelle des formations partisanes dans le gouvernement (les « patrons » des différents partis siègent au gouvernement, les réunions des chefs de partis sont préalables aux grandes décisions), la partitocratie règne.

Il n'est jusqu'au retour du mode de scrutin majoritaire qui n'ait été grevé par cet état d'esprit puisque le gouvernement s'est vu imposer de garantir la réflexion de chacun des députés sortant élus à la proportionnelle ! On comprend que, dans cette ambiance, le Conseil constitutionnel apparaisse aux yeux d'une grande partie du personnel politique (de droite, mais aussi de gauche) comme un importun, l'ultime obstacle à lever avant le retour complet à une partitocratie qui aura investi un par un les différents organes institutionnels.

Défendre les prérogatives du Conseil constitutionnel dans l'Etat où elles sont parvenues désormais n'est donc qu'une bataille défensive permettant d'éviter que ce qui reste encore de la V<sup>e</sup> République soit définitivement emporté. A ce titre, elle constitue l'enjeu politique le plus important de la période à venir.

## L'état de droit et les droits de l'Etat

Les règles du jeu, moins nombreuses doivent être mieux contrôlées

par CORINNE LEPAGE JESSUA (\*)

LA déclaration du garde des sceaux mettant en cause le « pouvoir discrétionnaire » du Conseil constitutionnel est une critique d'une autre nature que celle que les représentants des majorités politiques ont pu, depuis 1974 et surtout depuis 1981, adresser à telle ou telle décision susceptible d'affecter, généralement momentanément, les seules modalités de l'action gouvernementale.

Le « tuteur » de toutes les institutions juridictionnelles a en effet estimé utile de s'exprimer sur ce sujet alors même que les textes examinés récemment par le Conseil constitutionnel n'étaient pas, au premier degré, relatifs à son ministère. Cette prise de position met en cause l'Etat de droit constitutionnel qui s'élabore progressivement, sans se justifier, par le renforcement de la fonction de censeur direct et indirect de l'action gouvernementale qu'exerce le Conseil constitutionnel.

Deux facteurs se conjuguent en effet, l'un en amont, l'autre en aval, pour accroître le rôle du Conseil constitutionnel et légitimer ses décisions.

En amont de sa décision, les circonstances politiques et juridiques expliquent son émergence en tant que pouvoir politico-juridictionnel ; il s'agit d'une part de l'augmentation considérable des saisines qui ont permis à la majorité actuelle d'en appeler au Conseil constitutionnel chaque fois qu'une loi d'initiative gouvernementale modifiait le paysage politique : loi de décentralisation, de nationalisation, sur la presse, etc. Ce faisant, le Conseil constitutionnel est devenu de fait l'arbitre entre la majorité gouvernementale et l'opposition. La situation d'après mars 1986 est à cet égard inchangée, ce qui traduit une élargissement des débats politiques tout à fait conforme à celle qui se développe dans les autres pays dotés d'une Cour suprême.

Cependant, la spécificité juridique de la France tient à ce que la brièveté du préambule de la Constitution et l'absence d'un corpus des droits et libertés, à l'opposé de ce qui existe en Italie ou en RFA par exemple, contraignent le juge constitutionnel, à l'instar du juge administratif, à « découvrir » des principes fondamentaux et des droits constitutionnels notamment dans la Déclaration des droits de l'homme ou dans les grandes lois de la République.

Ainsi, le juge constitutionnel s'est-il montré un gardien vigilant et créatif des libertés publiques, ce qui explique mal l'utilisation par le

garde des sceaux du terme de « discrétionnaire ».

La fonction de gardien de la constitutionnalité et parfois de censeur direct de l'action gouvernementale s'accompagne d'un renforcement considérable du rôle induit du Conseil constitutionnel. Par deux décisions récentes, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation viennent en effet de consacrer solennellement (et pour la première fois en ce qui concerne le Conseil d'Etat) une décision rendue par le Conseil constitutionnel, appliquant ainsi l'article 62 de la Constitution, lequel dispose que les décisions du Conseil constitutionnel s'imposent aux pouvoirs publics et aux autorités administratives et juridictionnelles.

Cette innovation modifie doublement la situation du gouvernement à l'égard de son juge naturel, le Conseil d'Etat.

D'une part, les normes définies par le Conseil constitutionnel, supérieures aux normes législatives et a fortiori réglementaires, s'imposent désormais avec la sanction de l'annulation contentieuse aux actes du pouvoir réglementaire. Ainsi, les décisions du Conseil constitutionnel qui renforcent l'Etat de droit, au-delà de la contrainte qu'elles imposent au législateur, encadrent le pouvoir discrétionnaire du gouvernement et réduisent l'autonomie du Conseil d'Etat.

D'autre part, les principes dégagés par le Conseil constitutionnel en ce qui concerne les libertés et les conditions dans lesquelles leur atteinte peut être contrôlée font du juge judiciaire, conformément à l'article 66 de la Constitution, le gardien de la liberté individuelle, le seul juge de l'action administrative dans ce domaine. La compétence de la juridiction administrative s'en trouve d'autant réduite.

Dans ces conditions, un nouveau droit de l'Etat s'élabore, plus contraignant pour ce dernier, mais plus protecteur pour les droits et libertés des citoyens. Il s'agit incontestablement d'un progrès qui se conçoit d'autant plus que la délégitimation et le libéralisme ne peuvent prospérer qu'à la condition que les règles du jeu, moins nombreuses, soient mieux contrôlées.

Ainsi, peut-être paradoxalement, de la force du Conseil constitutionnel dépend le succès et surtout la durée du mouvement législatif qui s'est engagé.

(\*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, chargé de cours à l'université Paris-XII.

## Les œillères de l'Hexagone

Comparés à ceux des institutions analogues d'Europe et des Etats-Unis, les pouvoirs de notre Conseil constitutionnel sont modestes

par MAURICE DUVERGER

DE grâce, ne parlons plus du « gouvernement des juges », brillante formule qui rendit célèbre, voilà soixante-cinq ans, Edouard Lambert, auteur d'un livre sur la Cour suprême des Etats-Unis. Ne confondons pas le pouvoir d'empêcher et le pouvoir de décider. Aucun juge constitutionnel n'exerce réellement le second, même s'il le restreint en exerçant le premier. De toute façon, le contrôle de la constitutionnalité des lois n'a jamais connu en Europe les excès qu'il a parfois manifestés au-delà de l'Atlantique. Même les « sentences manipulatoires » de la Cour constitutionnelle italienne et les décisions les plus audacieuses de la Cour constitutionnelle allemande restent très en deçà de celles qui ont abouti au « busing » américain. Mais les unes et les autres vont au-delà des jugements les plus élogieux de notre Conseil constitutionnel, qui se mon-

tre plus circonspect et plus modéré que ses grands modèles occidentaux. Il est aussi plus difficile à saisir. La plupart des autres contrôles de constitutionnalité peuvent être mis en œuvre par les citoyens eux-mêmes. Aux Etats-Unis, ces derniers, seuls, agissent, au cours d'un procès devant un tribunal ordinaire prêt à leur appliquer la loi contestée. Le justiciable soulève alors une exception d'inconstitutionnalité, que le tribunal examine lui-même en écartant la loi en question, s'il la juge contraire à la Constitution. Le procès arrive en dernier ressort devant la Cour suprême, laquelle ressemble plus à notre Cour de cassation qu'à notre Conseil constitutionnel, bien qu'elle exerce en l'occurrence la même fonction que lui.

En Europe, les citoyens ont rarement le monopole du contrôle de la

constitutionnalité des lois, qui n'est pas exercé par les seuls tribunaux ordinaires. Par contre, un contrôle à l'initiative des particuliers complète généralement le contrôle principal, déclenché par les autorités publiques et l'opposition parlementaire : ces derniers saisissent une Cour constitutionnelle spécialement organisée.

En Italie et en Espagne, les justiciables peuvent soulever l'exception d'inconstitutionnalité devant un tribunal ordinaire, mais celui-ci doit renvoyer la question devant la Cour constitutionnelle. Au Portugal, ils ont le droit de s'adresser eux-mêmes à cette dernière, si le tribunal ordinaire refuse de le faire. En Allemagne fédérale, les citoyens peuvent exercer un recours devant la Cour constitutionnelle dans les domaines touchant aux droits fondamentaux, pendant un délai d'un an à partir de

la promulgation de la loi. Ces recours individuels sont très nombreux : plus de trente-trois mille pendant les vingt-cinq premières années de la Cour, contre quatre mille émanant des autorités publiques ou de l'opposition.

## Pas d'accès aux citoyens

Avec l'Autriche, la France est le seul des pays européens ayant adopté un contrôle de la constitutionnalité des lois qui en ferme l'accès aux citoyens. L'exemple allemand ne porte pas à ouvrir un recours populaire devant le Conseil constitutionnel. Mais l'exception d'inconstitutionnalité, soulevée devant les tribunaux ordinaires, pourrait être envisagée. Rien ne les empêche vraiment de l'admettre d'ailleurs, comme le fait la Cour suprême des Etats-Unis depuis 1832, en dehors de toute disposition expresse de la Constitution.

Quoi qu'il en soit, ce rapide coup d'œil hors de nos frontières permet de mesurer l'erreur du garde des sceaux. Si l'anomalie est « l'état de ce qui s'écarte du type ordinaire », suivant la définition de Robert, les pouvoirs du Conseil constitutionnel ne relèvent de ce terme par leur excès que s'ils sont considérés entre les œillères de l'Hexagone. Confrontés à ceux des institutions analogues de deux côtés de l'Atlantique, et spécialement à l'évolution des régimes démocratiques en Europe depuis un demi-siècle, ces pouvoirs relèvent d'une anomalie inverse : elle ne réside pas dans leur ampleur, mais dans leur modestie, pas dans leur usage discrétionnaire mais dans la discrétion de leur emploi, pas dans l'ouverture du Conseil aux recours de l'opposition depuis 1974 mais dans le refus d'admettre un certain contrôle de la constitutionnalité à l'initiative des citoyens.



## Une note de service

Ce matin, je sors la tête basse de l'ANPE. Je comptais me procurer un « bon de transport » pour me rendre gratuitement à un entretien d'embauche loin de mon domicile. « C'est fini m'a-t-on dit, on a reçu une note de service ». A la place, on me remet un formulaire de « demande d'indemnité de recherche d'emploi » qui me donnera droit (ou non) au remboursement de mon billet de train. « Et par où ça passe-t-il », me précises-t-on ?

Que faire ? Insister, réclamer, se mettre en colère ? On se heurte à un glacis d'employés non responsables

qui comprennent bien votre problème, mais...

J.P. BRANCHARD,  
(Chambéry).

## Une requête

On peut reprocher tout ce que l'on voudra à la France, les essais nucléaires, la politique calédonienne, sa méconnaissance des « micro-Etats » océaniques. Il peut encore y avoir d'autres indignités : qui, en France, s'est mobilisé pour demander au chef d'Etat de Vanuatu (il s'agit de M. Walter Lini, pasteur et homme politique) un

geste de clémence à l'égard de celui qui fut, dans l'île de Santo, l'un des plus précieux alliés de la politique française dans les anciennes Nouvelles-Hébrides ?

Personne ! Ainsi, Jimmy Stevens — chef mélanésien sécessionniste et pro-français — végète-t-il en détention, pour trente années. Trois gouvernements français successifs l'ont abandonné, et cela peut constituer une indignité. Qui doit-on prier d'accomplir ce beau geste, le FLNKS peut-être, afin d'administrer une juste leçon à la France ?

LOKI MC CARTHY,  
(Mulsheim).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650972 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Worms.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Sauter.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 et 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

## PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 \$ ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$.

## ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les sous-payés en espèces

d'impression.

Impression :

de « Monde »

7, rue de la Harpe

PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

هكذا من الأصل



## La huitième conférence des non-alignés à Harare

M. Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, un homme en qui le mouvement peut se reconnaître

HARARE de notre envoyé spécial

C'était au tour de l'Afrique de prendre le relais de l'Asie et de la présider, pour les trois ans à venir, aux destinées du mouvement des non-alignés. Dès l'instant où celui-ci fut décidé, en septembre 1985, à la conférence ministérielle de Lusaka, en Angola, de laqueuse le projet, lors de son prochain sommet, sur ce qui se passait du côté de Pretoria, le choix du Zimbabwe, parmi les six Etats de la « ligne de front » (1), s'imposait presque de lui-même. Seule la Tanzanie, pourtant éloignée du « champ de bataille », pouvait aussi prétendre à cet honneur, mais la retraite volontaire de Julius Nyerere la laissait orpheline d'un chef dont la voix savait se faire entendre à travers le monde.

La courte histoire du plus jeune des Etats africains — six ans d'indépendance seulement — était néanmoins parlante. Elle prouvait que, somme toute, le transfert des pouvoirs de la minorité blanche à la majorité noire n'avait pas provoqué de drames majeurs entre les deux communautés, malgré des prémices peu encourageantes. En choisissant de réunir son sommet au Zimbabwe, le mouvement des non-alignés veut ainsi témoigner qu'il ne demande pas l'impossible, que la coexistence raciale, viable du côté de Harare, peut être aussi du côté de Pretoria.

Plusieurs milliers de Blancs qui, pris de panique, étaient partis s'installer en Afrique du Sud, sont maintenant de retour ici et ont rejoint les rangs d'une communauté qui compte encore quelque cent mille membres. Ni l'abandon, l'an passé, de la double nationalité, ni la suppression, l'an prochain, d'une représentation parlementaire spécifique, n'ont, semble-t-il, traumatisé outre mesure cette communauté qui s'accommode de son nouveau statut. Les responsables zimbabwéens ont même fait récemment grand cas de l'adhésion à la ZANU, le parti au pouvoir, d'un député blanc de l'« alliance conservatrice ».

Le Zimbabwe peut se targuer aussi, auprès des non-alignés, d'avoir réussi à se montrer politiquement intraitable avec l'Afrique du Sud, malgré les liens économiques très solides que la géographie l'a contraint d'entretenir avec son puissant voisin. Il a refusé d'entamer, à l'exception de la Zambie, un dialogue sur le fond avec les tenants de l'apartheid et de signer avec eux, à l'instar du Mozambique, un quelconque pacte de non-agression.

Derrière cette politique se profile l'homme qui gouverne le Zimbabwe depuis l'indépendance et dont l'autorité et la détermination augurent

bien, selon ses pairs, de son aptitude à diriger le mouvement des non-alignés. M. Robert Mugabe peut se prévaloir du titre de militant nationaliste qui lui a valu dix ans de détention à l'époque de la Rhodésie blanche. Ces derniers temps, à l'approche du sommet, il avait, à dessein, haussé le ton vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Début août, il était revenu de Londres résolu à appliquer toutes les sanctions économiques décidées par le mini-sommet du Commonwealth contre le régime de l'apartheid, quel qu'il en coûte à son pays.

Il importait, en outre, que la plupart des non-alignés se reconnaissent dans l'homme qu'ils portaient à la présidence de leur mouvement. A cet égard, le premier ministre leur offrait de séduisantes garanties. Cet élève des missionnaires maristes québécois est un marxiste convaincu, mais pragmatique lorsqu'il s'agit d'engager son pays sur la voie du socialisme scientifique. Il n'entretient de relations chaleureuses ni avec Washington évidemment — les Etats-Unis ont suspendu, début juillet, une partie de leur aide économique au Zimbabwe après un esclandre du ministre de la Jeunesse et des Sports — ni avec Moscou, qui, lors de la lutte pour l'indépendance, avait mis sur Joshua Nkomo, le chef de la ZAPU, son vieux rival politique.

### L'ombre de M. Nkomo

Plus que tout, M. Mugabe aurait souhaité, avant l'ouverture du sommet, enterrer la hache de guerre avec M. Nkomo, qui compte beaucoup d'amis au sein du mouvement des non-alignés, des amis qui pourraient se former de sa disgrâce. Il n'est pas sûr que le premier ministre ait suffisamment de temps devant lui pour lever les derniers obstacles sur la route de l'unité.

Les négociations entre la ZANU et la ZAPU traînent en longueur depuis l'automne dernier. M. Mugabe a multiplié, ces dernières semaines, les gestes de bonne volonté en direction de son rival, notamment en libérant une bonne soixantaine de ses partisans. Mais il n'est pas seul maître du jeu : il doit à la fois ménager les « durs » de son camp et ceux d'en face. Certains murmurent pourtant que M. Nkomo serait très heureux d'abandonner sa vie de reclus politique et apprécierait d'être invité au grand show des non-alignés.

M. Mugabe s'est récemment efforcé de conduire une politique extérieure plus active et surtout plus engagée. Ainsi, en juin dernier, M. Mohamed Abdelaziz, le prési-

dent de la « République arabe sahraoui démocratique », a été reçu en grande pompe à Harare, tandis qu'à la même époque le Zimbabwe reconnaissait le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental (Fretilin), annexé en 1975 par l'Indonésie. Les autorités locales viennent d'annoncer la prochaine ouverture d'ambassades en Angola et à Cuba. Quant au *Daily Herald*, l'unique quotidien de Harare, il s'est mis au goût du jour et couvre ses premières pages d'imprécations « anti-impérialistes », s'en prenant à la fois à la CIA, au Fonds monétaire international, et, bien sûr, aux Etats-Unis.

Restait pour M. Mugabe à mettre de l'ordre dans son propre pays, pour en donner à ses visiteurs une image flatteuse. En juillet, les membres du comité central de la ZANU ont été de nouveau invités à respecter scrupuleusement le code de bonne conduite socialiste adopté, en août 1984, lors du congrès du parti. Les autorités s'étaient par ailleurs, prudemment efforcées de mettre une sourdine au débat houleux sur le respect des droits de l'homme, notamment dans la province trouble du Matabeleland, le fief de M. Nkomo.

Le président de la commission « Justice et paix » et son adjoint avaient été arrêtés pour avoir, parait-il, livré des informations à ce sujet à Amnesty International,



avaient été, début juillet, libérés et disculpés. Mais la semaine dernière, devant le Parlement, les ministres de la sécurité et de l'intérieur ont, à la surprise de beaucoup d'observateurs, rouvert la polémique avec Amnesty International, traitée par eux d'« ennemie de la nation ».

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

La conférence préparatoire, au niveau ministériel, du huitième sommet des non-alignés s'ouvre ce jeudi 28 août à Harare, capitale du Zimbabwe. Une centaine de pays seront représentés à ce sommet, mais, selon un pointage effectué mercredi, seulement quarante-deux chefs d'Etat ou de gouvernement ont annoncé leur venue.

## Le pasteur Jackson messager de l'« autre Amérique »

HARARE de notre envoyé spécial

M. Edward Fugit, le très officiel chargé d'affaires américain au Zimbabwe, était au pied de la passerelle du Boeing-707 de la Nigeria Airways, le mardi 28 août, pour accueillir le révérend Jesse Jackson, l'ancien candidat à l'investiture démocrate pour la Maison Blanche, qui achève, à Harare, une tournée de deux semaines dans les six Etats de la « ligne de front ».

Qu'importe si le pasteur noir ne s'est pas privé, tout au long de son voyage, de mettre à mal la politique de M. Ronald Reagan à l'égard de l'Afrique australe. M. Edward Fugit fait son devoir. Les comptes se régleront peut-être ailleurs et plus tard. Pour le moment, il convient de sauver les apparences, de ne pas donner à croire aux autorités locales qu'il existe deux Amériques qui s'ignorent sur un sol étranger.

Cette tournée, organisée et en partie financée par la Nigéria, qui, ces derniers temps, cherche à se pousser sur la scène de l'Afrique australe, un diplomate américain la juge « pas très originale sans être vraiment gênante ». « Jesse Jackson représente une certaine force politique mais pas le peuple américain », insiste-t-il, soucieux de ramener à sa juste mesure ce

« voyage privé » qui, à l'en croire, « n'aura pas d'influence sur la suite des événements ».

Le révérend Jackson se présente, lui, comme le chef d'une « délégalation de citoyens américains » pour l'Afrique australe et pour l'Occident, une délégalation surprise par l'« énorme décalage » qui existe entre la situation telle qu'elle apparaît sur le terrain et l'idée que s'en font ceux qui tiennent les rênes du pouvoir à Washington.

Le pasteur noir préconise un renversement d'alliances : d'accord, dit-il, pour « un engagement constructif » des Etats-Unis dans cette partie du monde, non plus en Afrique du Sud mais dans les pays de la « ligne de front ».

Ce n'est pas un hasard si la tournée du révérend Jackson s'achève au moment même où s'ouvre le sommet des non-alignés. En déroulant le tapis rouge sous les pas de cet Américain qui sort un peu de l'ordinaire, ses hôtes ne sont pas mécontents d'embarrasser M. Reagan. Il est, à leur avis, « réconfortant » de constater qu'il existe, derrière ceux qui la dirigent, « une autre Amérique ».

J. de B.

## CAMEROUN : la catastrophe du lac Nyos

### L'aide française est renforcée

Après les premières investigations des experts scientifiques français et à la suite des demandes du gouvernement camerounais, le gouvernement français renforce son aide au Cameroun, a annoncé, mercredi 27 août, un communiqué du ministère de la coopération.

Ainsi, jeudi, un hélicoptère du SAMU et une équipe médicale devaient être acheminés par avion spécial depuis Paris. En outre, précise le ministère, deux avions gros porteurs amèneront sur place deux appareils respiratoires avec compresseurs, destinés aux sauveteurs qui travaillent dans la zone contaminée, cinq mille masques à gaz et deux groupes électrogènes.

L'apport de divers matériels, dont des camions-citernes pour carburant, est prévu « à partir des éléments français au Tchad, en République centrafricaine et au Gabon ». Un Transalpi est mis à la disposition des équipes de secours à Douala, pour assurer les liaisons nécessaires

avec la zone sinistrée, précise le ministère.

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, a reçu mercredi soir M. Haroun Tazieff, chargé d'une mission scientifique par la délégation aux risques majeurs du ministère de l'environnement, dont le départ pour le Cameroun, d'abord annoncé pour mardi, avait été retardé.

Le volcanologue François Leguern, du Centre national français de recherche scientifique (CNRS), a déjà survolé le lac de Nyos, et, pour lui, il ne fait guère de doute que la catastrophe est née de l'explosion d'une vaste poche de gaz concentrés sous le lac. Le fracas de cette explosion a été entendu à 80 kilomètres à la ronde, et c'est ensuite qu'un nuage toxique s'est répandu autour du lac.

Selon M. Leguern, il s'est agi essentiellement de gaz carbonique : en effet, un village situé plus en altitude que les autres a été épargné, ce qui donne à penser que le gaz toxique

ne pouvait pas s'élever, car il était plus lourd que l'air — comme le gaz carbonique précipité.

Mais on envisage aussi la présence d'hydrogène sulfureux — gaz tout aussi dangereux — dans la nappe toxique. Les rescapés disent en effet avoir senti une « odeur d'œuf pourri » — caractéristique de ce fluide. En outre, un chercheur du Centre géographique national du Cameroun a rappelé que l'hydrogène sulfureux avait sans doute été à l'origine d'un sinistre du même genre survenu en août 1984 dans la région de Fombot, à l'ouest du pays.

Au demeurant, selon les experts, les gaz d'origine volcanique constituent toujours un « cocktail » : le gaz carbonique se serait donc, à Nyos, combiné à l'hydrogène sulfureux. Pour tenter d'en avoir le cœur net, les autorités vont faire autopsier les corps de plusieurs victimes, qui seront transportés à Yaoundé par avion.

Le souci des autorités est désormais d'ensevelir rapidement les milliers d'animaux qui ont péri, dont la putréfaction fait courir des risques d'épidémies, d'autant que la saison des pluies a commencé et que les ruissellements peuvent véhiculer des germes pathogènes dans toute la région. Des tonnes de chaux vive sont acheminées sur les lieux.

Les blessés ont été transportés dans les hôpitaux des villes les plus proches. Ils souffrent pour la plupart de troubles respiratoires dus aux gaz acides qu'ils ont inhalés, et les médecins tentent de prévenir les complications pulmonaires et les pneumonies.

Un pont aérien a été organisé pour acheminer jusqu'à Bamenda, capitale de la région sinistrée, les abris, la nourriture et les vêtements nécessaires à la population évacuée après la catastrophe — quelque vingt mille personnes, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Une aide spontanée est fournie par les populations que la catastrophe a épargnées. Des entreprises et des citoyens apportent des médicaments, des vêtements et des vivres au général James Taw, chef d'état-major de l'armée de terre camerounaise, qui, à la tête de deux mille hommes, coordonne les secours sur le terrain.

Cette solidarité nationale est puissamment secondée par l'aide internationale. Tandis que les messages de condoléances de la plupart des gouvernements du monde parviennent au président Paul Biya, de nombreux pays envoient des dons en espèces, du matériel sanitaire, des vivres et des équipements spéciaux. — (AFP.)

## Asie

### AFGHANISTAN

## Les explosions qui ont secoué Kaboul seraient dues à une « faute technique »

Islamabad. — Des équipes de secours ont été dépêchées dans la partie occidentale de la capitale afghane pour évacuer la population menacée par la fureur d'une série d'explosions dans le principal dépôt de munitions de Kaboul, a indiqué mercredi 27 août Radio-Kaboul, confirmant ainsi des indications données plus tôt de source diplomatique à Islamabad. Cependant, contrairement aux estimations de ces sources, la radio a ajouté que les explosions n'avaient fait aucune victime et même que les maisons alentour avaient été épargnées.

Des diplomates occidentaux à Islamabad avaient annoncé que des explosions en série avaient secoué Qargha, à l'ouest de Kaboul, dans la nuit de mardi à mercredi. Cette région avait été à plusieurs reprises la cible d'attaques de la part des résistants afghans.

Qargha, situé entre Paghman et Kaboul, abrite une garnison de l'armée afghane. Des dépôts de munitions très importants ont été

creusés dans la montagne à cet endroit, ont indiqué des sources de la guérilla interrogées au Pakistan.

L'agence officielle afghane a, par ailleurs, attribué les explosions à une « faute technique », précisant qu'une partie du dépôt a été détruite.

Selon Radio-Kaboul, le bureau politique du Parti communiste s'est réuni en session d'urgence peu après les explosions et a décidé de créer une commission d'enquête. Les coupables seront punis « conformément au règlement de l'armée ».

La radio a indiqué que les explosions n'avaient pas provoqué de dégâts à des biens privés, mais elle a toutefois précisé que le bureau politique avait donné ordre aux autorités locales d'« indemniser de façon adéquate les gens qui ont subi des pertes lors des explosions et d'assurer un approvisionnement régulier de la population touchée en denrées de base ». — (AFP.)



Plus vite, moins cher!

## VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS des derniers modèles 1986 en stock

- 3 205 autorm. (bordeaux, beige antilope, léane)
- 3 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze)
- 2 205 XAD (beige antilope)
- 3 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming)
- 3 309 Profil (brun, gris futura)
- 3 309 GT (bleu ming, brun, gris winchester)
- 3 309 GR (gris winchester)
- 2 cabriolets 205 GTI (gris graphite et blanc)

PEUGEOT

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

### AFRIQUE DU SUD

## La grève des loyers à Soweto vise à rendre la cité « ingouvernable »

JOHANNESBURG de notre correspondant

Officiellement, treize personnes sont mortes dans la nuit du 26 au 27 août à Soweto (le *Monde* du 28 août) : douze jeunes émeutiers, de ceux qu'on appelle les « camarades », fauchés par les balles de la police, et un conseiller municipal noir taillé en pièces par d'autres « camarades » à coups de machettes — sort que l'opposition la plus radicale réserve volontiers aux « collaborateurs du pouvoir blanc ».

Mais, selon des sources hospitalières, il y a eu au moins vingt tués : quant aux blessés, le bureau pour l'information — l'office gouvernementale chargée de filtrer tout ce qui a trait au maintien de l'ordre sous l'état d'urgence — a arrêté son bilan à soixante-dix. Mais à Baragwanath, le principal hôpital de Soweto, on en signale une centaine en plus, selon la Soweto Civic Association, organisation antiapartheid et sorte de conseil municipal fantôme, autant sinon davantage de blessés ont été soignés dans plusieurs dispensaires de quartier.

Tout cela, dit l'opposition, pour quelques loyers impayés sans le secteur le plus déshérité de la ville,

White City-Jabavu. Le porte-parole du bureau pour l'information a démenti que des expulsions de locataires y aient été opérées mardi soir.

Aux yeux des autorités, les émeutes ont été causées par des provocateurs pour qui la question des loyers n'était qu'un prétexte. L'opposition, soutenue par les témoignages de nombreux habitants de Soweto, maintient au contraire que des expulsions se sont bel et bien produites et qu'elles ont été la cause directe des troubles.

Selon cette version des faits, les « camarades » partisans du refus de régler les loyers fixés par le conseil municipal de Soweto n'ont cherché, en allumant leurs premières barricades, qu'à empêcher le passage des véhicules qui allaient servir au « déménagement » des mauvais payeurs.

Le mouvement a commencé il y a trois mois, et les militants qui s'efforcent de le faire respecter — au besoin par l'intimidation — suivent les consignes du Congrès national africain (ANC), qui invite sans cesse ses troupes à tout mettre en œuvre pour rendre les villes noires « ingouvernables ».

[Interim.]

## Proche-Orient

## Les pays du Golfe appellent l'Iran à « mettre fin à ses actions illégitimes »

Les ministres du pétrole et des affaires étrangères des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (1) ont appelé, mercredi 27 août, l'Iran à « mettre fin à ses actions illégitimes dans le Golfe ». Dans une déclaration publiée à Abha, en Arabie saoudite, à la suite d'une session ministérielle de deux jours du CCG, les ministres ont évoqué les récentes menaces formulées par l'Iran à l'encontre des pays du Golfe qui soutiennent

l'Irak : « Nous voulons rappeler que la position commune du Conseil est que toute menace envers l'un de ses membres sera considérée comme une menace contre tous. » Les ministres se sont félicités de l'accord sur une réduction temporaire de la production de pétrole intervenu le 5 août au sein de l'OPEP, tout en appelant l'Organisation à déterminer une stratégie à plus long terme au cours de sa prochaine réunion début octobre.

## Escalade dans la « guerre des pétroliers »

La « guerre des pétroliers » a atteint ces derniers mois une intensité sans précédent depuis le début du conflit. Il y a six ans, entre l'Iran et l'Irak, les attaques sont plus nombreuses et, souvent, plus meurtrières que jamais. Selon une estimation américaine, cinquante-neuf raids ont touché au but au cours des huit derniers mois, pour quarante-cinq sur l'ensemble de l'année 1985 et quarante en 1984. L'escalade a été particulièrement nette à la mi-août, avec pas moins d'une demi-douzaine de raids en quelques jours.

Mais les chiffres ne disent pas tout. Les pays du CCG constatent aussi, avec inquiétude, un déplacement de la « guerre des pétroliers » en direction de leurs côtes dans des régions souvent épargnées jusqu'alors. Le 12 août dernier, l'aviation irakienne réalisait ainsi « une première » : sans doute grâce à un ravitaillement en vol, ses appareils, des Mirage F-1, bombardèrent le terminal pétrolier iranien installé sur l'île de Sirri, plus de 600 kilomètres au sud de Kharg.

Jusqu'à Sirri passait pour être hors de portée de l'aviation irakienne et offrait un lieu de mouillage à peu près sûr pour les pétroliers refusant de se risquer aux alentours du grand terminal de Kharg. La réplique iranienne a été immédiate, avec l'attaque, les jours suivants, d'un bâtiment transportant des produits chimiques et d'un

superpétrolier libérien, l'Akarita, au large de Dohat.

Mais dans cette bataille qui embrase le Golfe, ce sont bien les Irakiens qui portent les coups les plus nombreux, avec, évidemment, l'intention d'asphyxier une économie iranienne déjà passablement mise à mal par la baisse des prix du pétrole. Les chiffres les plus couramment cités font état d'une substantielle chute des revenus pétroliers iraniens. De 12 milliards de dollars en 1985, ils ne seraient plus, cette année, que de 6 à 7 milliards.

Jusqu'à présent, les Iraniens avaient eu le moyen de déployer d'immenses quantités de pétrole à l'exportation. Cela semble devenir de plus en plus difficile. Selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*, les bombardements irakiens ont sérieusement amputé, cette année, les capacités exportatrices de l'Iran : elles ne seraient plus que de l'ordre de 1 200 000 barils/jours, pour 1 800 000 l'an passé.

A en croire la revue *Middle East Economic Survey*, le raid du 12 août a conduit l'Iran à suspendre toutes les opérations de chargement au terminal de Sirri, pour les transférer sur l'île de Larak, 200 kilomètres plus à l'est. La stratégie irakienne oblige l'Iran à affréter, à prix fort, une flottille de pétroliers-entrepôts pour stocker le pétrole au

sud du Golfe. L'Iran viendrait ainsi de louer — à une compagnie américaine... un des plus grands superpétroliers existants, le *Seawise Giant*, bâtiment de 600 000 tonnes, pour l'amener à Larak. Coût : quelque 14 000 dollars par jour.

## Avertissements et menaces...

En clair, il ne fait guère de doute que les Irakiens marquent des points dans cette bataille du pétrole. En témoignent les avertissements répétés lancés ces derniers jours par les dirigeants irakiens qui ne cessent d'évoquer une possible extension du conflit à l'ensemble de la région si les raids irakiens se poursuivent. Vendredi dernier encore, le président irakien, M. Saddam Hussein, menaçait de « mettre en danger toutes les exportations pétrolières du Golfe ». Il lançait aussi un avertissement « à certains pays de la région », sans la compléxité desquels, selon lui, l'Irak n'aurait pu mener à bien l'opération du 12 août contre Sirri. La mise en garde visait notamment Oman et le petit émirat de Ras-el-Khaima.

Ces menaces ne sont pas nouvelles. Elles n'en sont pas moins prises très au sérieux par les pays du CCG : ainsi, c'est, semble-t-il, à la demande de l'Arabie saoudite, avec laquelle la Syrie entretient de bonnes relations, que le chef de l'Etat syrien aurait déposé, samedi dernier, son vice-président à Téhéran pour s'enquérir des menaces formulées par le président iranien.

La situation des pays du CCG est paradoxale. Tous accordent, plus ou moins, leur soutien à Bagdad dans le conflit irano-irakien. Mais, simultanément, tous semblent désireux d'inciter l'Irak à la modération dans cette « guerre des pétroliers », de crainte de voir Téhéran mettre à exécution ses menaces d'extension du conflit.

Sur le front proprement dit, la situation n'est pas moins dramatique. Depuis quelques semaines, les Iraniens mobilisent de milliers de « volontaires », seraient-ils schématisés vers les zones de combat. Sans doute parce que l'économie du pays donne des signes d'essoufflement plus inquiétants que jamais, les dirigeants de la République islamique disent vouloir porter prochainement des coups « décisifs » à l'Irak. Une offensive est attendue pour l'automne, peut-être autour du 22 septembre ; à cette date, la guerre entrera dans sa septième année...

A. F.

(1) Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman.

## Selon un hebdomadaire égyptien

## Le sommet Moubarak-Pérez se tiendra à Alexandrie le 11 septembre

LE CAIRE de notre correspondant

Un sommet Moubarak-Pérez se tiendra le 11 septembre à Alexandrie, indique l'hebdomadaire égyptien *Al-Moussawar*. Selon le rédacteur en chef de la revue, M. Mohamed Ahmed un proche du président, cette rencontre, sur la dernière minute, a été rendue possible grâce aux récents progrès enregistrés dans les négociations sur l'enclave de Tabà.

L'hebdomadaire indique qu'Égyptiens et Israéliens sont « presque » tombés d'accord sur la personnalité du chef de la commission internationale d'arbitrage, composée de cinq membres parmi lesquels un Égyptien et un Israélien ont déjà été désignés. Il s'agit de M. Pierre Graber, ancien président de la Confédération helvétique et expert en droit international. *Al-Moussawar* ajoute que l'Égypte nommera un ambassadeur en Israël avant la tenue du sommet. M. Mohamed Bassiouni, actuel chargé d'affaires à Tel-Aviv, rappelle en septembre 1982, à la suite des massacres de Sabra et de Chatila.

A. B.

## Le débat sur le rôle de la FINUL au Liban

## ● Nouveaux tirs contre les « casques bleus » français ● Un responsable de l'ONU à Paris

M. Marrak Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, était attendu, ce jeudi 28 août, à Paris pour une série d'entretiens sur l'avenir de la Force intérimaire de Nations unies (FINUL) au Liban et, particulièrement de son contingent français, qui a essuyé, mercredi, de nouveaux tirs. M. Goulding arrive à Paris alors que le premier ministre vient de sévèrement critiquer les conditions dans lesquelles la FINUL est amenée à remplir sa mission et a ouvertement évoqué l'éventualité d'un retrait du contingent français.

## Les critiques de M. Jospin

À Paris, le ministre de la défense a démenti que les récents mouvements d'un bâtiment de transport de la marine nationale aient un quelconque rapport avec la situation de la FINUL au Liban. La mise au point fait suite à certaines informations selon lesquelles l'Ouragan, bâtiment de transport de chalands de débarquement (TCD), qui devait participer à des manœuvres de l'OTAN en Atlantique nord, a été dévié sur la Méditerranée. Ce changement de programme a été interprété comme pouvant être le prélude à une éventuelle opération de rapatriement des « casques bleus » français. Dans un communiqué, le ministre observe que l'Ouragan est effectivement attendu à Toulon dans les prochains jours.

mais ce mouvement, dit-il, est sans aucune relation avec la situation au Liban.

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, estime, pour sa part, que le contingent français de la FINUL doit être maintenu. Dans une interview accordée à la *Dépêche du Midi*, il déclare notamment : « Un gouvernement qui ne peut plus accepter de prendre des risques en politique internationale décide que la France n'est plus un grand pays. » Commentant les propos de M. Chirac, M. Jospin observe : « Visiblement, le gouvernement s'engage vers un désengagement de plus en plus grand (...). Si on garde le contingent français dans la FINUL, on expose nos jeunes soldats, mais si on ne prend pas ses risques, on se désintéresse du sort du Liban (...). Nous avons été maltraités par l'opposition quand des soldats français ont été tués au Liban, l'actuelle majorité se rend compte maintenant qu'il est peu sage d'exploiter de façon politicienne les difficultés d'application d'une politique étrangère. » (AFP, Reuter.)

## La plus grave erreur du président Reagan

Washington (AFP). — M. Ronald Reagan estime que sa plus grave erreur de président des États-Unis a été de n'avoir pu éviter l'attentat qui a coûté la vie à deux cent quarante et un « marines » américains à Beyrouth en 1983.

L'erreur a été d'avoir laissé autant d'hommes dans un seul bâtiment, ce qui « a rendu possible cette terrible tragédie », mais l'envoi des « marines » au Liban ne constituait pas une erreur, affirme M. Reagan dans une inter-

view publiée, mercredi 27 août, par la magazine *Fortune*.

« Ce qui est tombé dans cette tragédie, ce qui en est la cause », c'est que cette politique « réussissait », ajoute-t-il. Les auteurs de l'attentat « ont reconnu que notre but était atteint. C'est pourquoi ils ont choisi le terrorisme pour obtenir notre retrait. Les officiers ne pensaient peut-être pas que nous étions en situation de guerre. Et l'installation d'un si grand nombre d'hommes dans un seul bâtiment a rendu possible cette terrible tragédie », précise le président Reagan.

## A TRAVERS LE MONDE

## Chili

## Cuba mis en cause dans l'aide à la guérilla

Santiago. — L'agence officielle chilienne Orbe a affirmé mercredi 27 août que les quelque 50 tonnes de matériel militaire découvertes au début du mois dans le nord du pays et destinées, selon les autorités, à la guérilla ont été apportées par un navire cubain. L'agence s'appuie sur les déclarations de M. Nelson Aquecino, interpellé avec vingt et une autres personnes, et qui aurait reconnu avoir transporté à deux reprises le matériel à partir d'un navire de fort tonnage dont il n'aurait vu ni le nom ni l'immatriculation, mais sur la passerelle duquel figurait le portrait de Fidel Castro. La découverte de ces caches d'armes a été mise en doute par des diplomates occidentaux et par la revue d'opposition *Cauce*, dont cinq membres ont été arrêtés pour « injures aux forces armées » (le *Monde* du 28 août).

L'autre part, dans l'affaire de deux jeunes gens brûlés vifs par l'armée, deux témoins sur les trois qui avaient été arrêtés ont été relâchés mardi. La mère d'un des deux jeunes gens, Rodrigo Rojas de Negri, qui est mort des suites de ses brûlures, a été relâchée mardi 28 août par le rapporteur spécial sur le Chili de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Elle a réclamé une enquête véritable sur les « activités criminelles des forces de police chiliennes ». — (AFP, Reuter.)

## Chine

## M. Honecker attendu à Pékin en octobre

La Chine a confirmé, mercredi 27 août, que le dirigeant allemand Erich Honecker effectuerait une visite officielle à Pékin dans la seconde moitié d'octobre. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères s'est néanmoins refusé à dire si le Parti communiste chinois et le Parti socialiste unifié (PSU) de RDA avaient renoué leurs relations.

De sources diplomatiques, on estime que la visite pourrait ouvrir la voie à la reprise des relations (suspendues au moment de la brouille sino-soviétique, voici vingt-cinq ans), mais que les deux partis pourraient ne pas l'annoncer officiellement. Les communistes est-allemands seraient alors les premiers, en Europe de l'Est, à renouer avec Pékin, exception faite des Roumains, qui n'ont jamais rompu les relations de parti à parti avec la Chine.

## Per ailleurs, l'agence de presse

nord-coréenne a annoncé mercredi que M. Honecker, invité par le président Kim Il Sung, se rendrait à Pyongyang en octobre pour une visite de courtoisie. — (Reuter.)

## Haïti

## Mort de l'ancien président Daniel Fignole

L'ancien président Daniel Fignole, qui n'était resté au pouvoir que pendant dix-neuf jours en 1987 avant d'être renversé par l'armée, est mort le mercredi 27 août à Port-au-Prince. Exilé aux États-Unis pendant le régime duvalériste, M. Fignole était revenu en Haïti le 20 mars dernier. — (AFP.)

## Malaisie

## Politicien condamné

Tan Koon Swan, un homme d'affaires et politicien malais condamné à Singapour à deux ans de prison pour des délits économiques, a été démissionné de son poste de président de l'Association chinoise malaise (MCA), le plus grand parti chinois de Malaisie, a annoncé, mercredi 27 août, un responsable de ce mouvement. Le MCA est membre de la coalition du Front national, actuellement au pouvoir. — (AFP.)

## URSS

## Un ancien ministre d'Ouzbékistan condamné à mort

Moscou. — M. Valkhoban Ousmanov, ancien ministre du gouvernement d'Ouzbékistan, a été condamné à mort, a annoncé mercredi 27 août l'agence Tass. M. Ousmanov avait

été démis en juillet 1984 de ses fonctions de ministre de l'industrie du traitement du coton, qu'il occupait depuis 1975, pour « népotisme » et « abus de pouvoir ». Il avait été exclu du parti trois mois plus tard. La Cour suprême d'URSS l'a reconnu coupable d'avoir falsifié pendant des années les chiffres de la récolte cotonnière et reçu des pots-de-vin totalisant « plusieurs centaines de milliers de roubles ». Plusieurs de ses adjoints ainsi que d'autres hauts fonctionnaires ouzbeks ont été condamnés à de lourdes peines de prison, indique l'agence, sans révéler leur identité.

Quelque 300 responsables du parti et 200 députés du Parlement local ont été limogés en Ouzbékistan depuis l'arrivée à la tête du PC ouzbek, en novembre 1983, de M. Imronjon Ousmankhodjaev, successeur de Charaf Rachidov, mort dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. L'Ouzbékistan est censé fournir environ 5 millions de tonnes de coton par an, soit les deux tiers de la production soviétique. Mais, pendant des années, ses dirigeants avaient systématiquement truqué les chiffres de la récolte, ce qui leur permettait d'empocher les fonds versés par l'État pour une production fictive. — (AFP.)

## Nouveau président du comité des prix

Moscou. — M. Valentin Pavlov a été nommé président du comité d'État aux prix, en remplacement de M. Nicolas Glouchkov, qui a pris sa retraite il y a quelques jours.

Né en 1937, M. Pavlov est diplômé de l'École supérieure des finances de Moscou et docteur en sciences économiques. Il a travaillé successivement au ministère des finances de la Fédération de Russie, puis à partir de 1979 au comité d'État au Plan (Gosplan). Il avait été nommé en janvier premier vice-ministre des finances. — (Corresp.)

(Publicité)

## APPRENEZ L'ARABE PAR LA RADIO

La radiodiffusion de la République Arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 22 février 1987 dans son programme français à destination de l'Europe Centrale sur une longueur d'ondes courtes de : 30,55 mhz soit : 9 805 kHz de 21 h à 21 h 15 G.M.T.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pourrez obtenir — sans engagement de votre part — la série de livres « l'Arabe par la Radio » qui vous aidera à bien suivre les leçons diffusées à la radio, et cela en vous adressant à :

## L'ARABE PAR LA RADIO

B.P. 325 Le Caire, République Arabe d'Égypte

N.B. : Prière de nous écrire au plus tard fin Novembre 1986 et d'indiquer pas de citer votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

مكتبة الأصول



## Europe

### RFA Le chancelier Kohl annonce une série de mesures visant à enrayer l'afflux de réfugiés

BONN  
de notre correspondant

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a annoncé, mercredi 27 août, une nouvelle série de mesures destinées à ralentir l'arrivée des réfugiés en Allemagne de l'Ouest. Ces mesures frapperont tout particulièrement les Irakiens fuyant par la Turquie le régime de Saddam Khasséni et qui fournissent actuellement le plus gros contingent de nouveaux venus. Tout demandeur d'asile qui aurait passé trois mois dans un pays de transit où il n'y a pas de problèmes de sécurité sera en effet, dorénavant, immédiatement retourné à la frontière.

Si l'acte de la majorité a dû renoncer à une modification de la Constitution sur le chapitre du droit d'asile, pour laquelle il aurait fallu une intransigeante majorité des deux tiers au Bundestag, le gouvernement s'est, en revanche, également efforcé de rendre plus difficiles les conditions de séjour. Les réfugiés tolérés en RFA, sans avoir droit à un statut officiel, ne pourront pas obtenir de permis de travail pendant une durée de cinq ans, contre deux aujourd'hui.

Cette durée a toutefois été fixée à un an pour les réfugiés de l'Est, c'est-à-dire essentiellement les Polonais. Par ailleurs, d'autres directives vont être données pour renforcer le personnel de l'Office central des réfugiés, chargé d'examiner les dossiers en première instance; pour durcir les conditions d'attribution de visas touristiques dans les consulats; pour augmenter enfin les pénalités encourues par les compagnies aériennes si elles débarquent des passagers dont les papiers ne sont pas en règle.

Depuis 1985 - année où le nombre de réfugiés avait doublé par rap-

port à l'année précédente - la RFA doit faire face à une vague importante de réfugiés venus pour l'essentiel du Proche-Orient, du sous-continent indien et du Ghana. Un nouveau record a été battu au cours des trois premières semaines du mois d'août et l'on dépasse le chiffre pour autant déjà élevé de 9 700 réfugiés en juillet. Pour l'ensemble de l'année 1986, les autorités tablent sur l'arrivée de 90 000 demandeurs d'asile environ, contre 73 000 en 1985.

#### Des conditions d'accueil inégaux

Le nombre de personnes auxquelles le statut de réfugié politique est reconnu représente environ 16 % du total, y compris ceux de l'Est. Il faut pouvoir prouver qu'on a fait l'objet à titre personnel de persécution dans son pays d'origine, ce qui n'est pas toujours aisé. Tout en se montrant assez peu généreux, les tribunaux admettent cependant que les demandeurs d'asile, nos reconus puissent rester en RFA s'ils proviennent de pays communistes ou de tout pays en crise. C'est notamment le cas pour les Irakiens, les Afghans, les Tamois du Sri-Lanka.

An total, 35 % de ces réfugiés, venus pour des raisons apparemment économiques, n'en sont pas moins expulsés. Les autres sont hébergés par les services d'immigration des Länder, où les conditions d'accueil sont inégales, avant de pouvoir regagner leur pays ou de s'installer sur place une fois munis d'un permis de travail. Ils perçoivent une aide sociale de 500 DM par mois (environ 1 500 F).

L'allongement du délai nécessaire pour obtenir ce permis de travail pourrait avoir des effets néfastes. Plus on allonge la durée d'incertitude, plus on risque des problèmes avec les communautés d'accueil ou de voir certains réfugiés tentés par l'illégalité. Ces mesures ont cependant été accueillies favorablement par l'opposition social-démocrate. La violente campagne anti-immigrés de ces dernières semaines n'est pas restée sans effet sur les troupes du SPD.

Bien qu'opposé à la modification de la Constitution, ce dernier avait accepté récemment d'aller discuter du problème le 25 septembre prochain avec le gouvernement. Dans un projet de motion déposé au congrès de Nuremberg, qui se déroule actuellement, la direction du parti reconnaît que les problèmes économiques du tiers monde « ne peuvent pas être réglés par l'accueil de ces réfugiés en RFA et dans les pays industrialisés de l'Occident ».

HENRI DE BRESSON.

### Le congrès social-démocrate demande l'arrêt de la centrale de Cattenom

NUREMBERG  
de notre envoyé spécial

Cattenom au rebut. L'incident survenu la semaine dernière à la centrale nucléaire de l'EDF ne pouvait guère tomber plus mal, à la veille du congrès des sociaux-démocrates qui se déroule à Nuremberg. Au cours de leur débat sur l'énergie nucléaire, les députés ont adopté mercredi 27 août, à l'unanimité, une résolution demandant l'arrêt de la centrale. Ils ont également chargé leur groupe parlementaire d'utiliser tous les moyens à sa disposition au Bundestag pour faire interdire les importations en Allemagne fédérale de tout courant d'origine nucléaire.

Cattenom est inadmissible à double titre pour les sociaux-démocrates. Non seulement un accident aurait, compte tenu de la proximité de la frontière, des répercussions immédiates en Sarre et en Rhénanie-Palatinat, mais le gouvernement social-démocrate sarrois de M. Oskar Lafontaine craint également la concurrence du courant électrique proposé à bon marché par l'EDF qui risque de ruiner ses efforts pour développer une nouvelle politique énergétique entièrement basée sur les ressources locales de charbon. C'est à la fois une question d'indépendance politique et d'intérêts purement locaux.

Le congrès a adopté mercredi, comme prévu, à Nuremberg une résolution invitant un gouvernement social-démocrate à prendre immédiatement, en cas de victoire aux élections de janvier 1987, les décisions nécessaires pour parvenir à la fermeture progressive de toutes les centrales nucléaires ouest-allemandes, « si possible dans les dix ans à venir ».

Ce délai a été jugé peu raisonnable par les représentants des syndicats qui ont tous insisté au cours du débat sur les risques d'une déstabilisation trop hâtive. Mais l'adoption de cette résolution à l'unanimité montre une vote n'est pas moins, comme le soulignent un représentant de l'industrie nucléaire venu en observateur, que le Parti social-démocrate a pris désormais un tournant décisif.

H. de B.

## Amériques

### Le voyage du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le sous-continent M. Bariani confirme que la France veut « rééquilibrer » sa politique en Amérique centrale

« La France a un rôle très important à jouer en Amérique latine. Après l'Afrique francophone, il n'y a pas d'autre secteur de la planète où elle dispose de meilleures cartes. Encore faut-il être présent, maintenir les contacts, assurer le suivi... » M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a dressé mercredi 27 août devant la presse le bilan d'une tournée de trois semaines qui l'a conduit en République dominicaine, au Venezuela, en Colombie, au Pérou et en Bolivie.

M. Bariani s'était rendu précédemment au Mexique, en Equateur et au Brésil. Depuis cinq mois, le secrétaire d'Etat a passé « plus d'un mois sur le terrain », conformément à la volonté exprimée par le premier ministre, M. Jacques Chirac, de « renverser » les relations de la France avec l'Amérique latine et de leur donner « plus de substance ».

Il apparaît optimiste et résolu. L'Amérique latine affronte sans doute des « difficultés colossales ».

mais elle a aussi des « capacités très puissantes ». Un jour, estime M. Bariani, « elle s'en sortira » car elle « n'est pas venue au monde ». « ardemment » voit la France poursuivre son effort qui lui a permis de « renouer des relations d'intimité avec certains pays et de cordialité avec d'autres ».

Le volume des échanges entre la France et l'ensemble des pays d'Amérique latine est sans doute modeste : 3 % seulement du commerce extérieur. Mais le secrétaire d'Etat se refuse à jurer l'importance de la présence française sur ce continent au seul critère des « poids et mesures ». Car la France, dit-il, est d'abord perçue comme « une référence, un modèle démocratique, la patrie des droits de l'homme ». Elle bénéficie selon lui d'un « plus », d'un avantage « sentimental » qu'elle n'exploite pas assez dans cette région « en large voie de

démocratisation ». C'est ce qui lui ont dit les chefs d'Etat rencontrés chez eux au cours de ses derniers voyages, ou à l'occasion des investitures des présidents Balaguer à Saint-Domingue et Virgilio Barco à Bogota.

Le problème en fait n'est pas nouveau. En 1964, le tournant spectaculaire du général de Gaulle en Amérique latine n'avait pas été exploité par les hommes d'affaires et les banquiers français. Depuis, des marchés ont été occupés par des concurrents américains, européens ou japonais. Mais M. Bariani a la conviction que beaucoup peut et doit être fait pour accroître, à tous les niveaux, la coopération avec cette région du monde. « Ce n'est pas, dit-il, une question de crédits... ».

De ses entretiens politiques, officiels ou privés, M. Bariani a tiré la conclusion que l'évolution du régime nicaraguayen est perçue « globalement de manière négative ». Sans doute « avec des nuances », mais

même dans les pays membres du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) ou dans ceux du groupe d'Appoi (Argentine, Uruguay, Brésil, Pérou), on considère parfois que le gouvernement de Managua est un « interlocuteur de plus en plus difficile ». La politique musclée de l'administration Reagan à l'égard de Managua est parfois jugée comme un « facteur aggravant », mais pas « nécessairement déterminant » pour cette évolution.

#### La guérilla, la drogue...

Les dirigeants du Salvador, du Honduras et du Costa-Rica souhaitent que la France « cesse ses complaisances à l'égard du Nicaragua ». Et M. Bariani confirme que le gouvernement français a la volonté de « rééquilibrer » sa politique d'aide à l'Amérique centrale (un rééquilibrage d'ailleurs largement amorcé par le gouvernement avant mars 1986). Dès janvier 1987, les voisins du Nicaragua devraient bénéficier d'une aide française accordée en priorité ces dernières années au régime de Managua. « Ces pays, dit M. Bariani, méritent autant d'être aidés que le Nicaragua ».

La guérilla? M. Bariani juge qu'elle est plus « contrôlée » en Colombie, où le président Barco ne fera « aucune concession » à ceux qui refusent, comme le M. 19, de déposer les armes, qu'au Pérou, où l'on a le sentiment que le Sentier lumineux peut frapper où il veut et quand il veut. La drogue? Un fléau qui préoccupe les dirigeants latino-américains concernés et qui sollicitent tous une aide. La dette extérieure? M. Bariani a dit au président péruvien Alan Garcia qu'il était « injuste » de « rendre les pays créanciers responsables de tous les maux du Pérou ».

Cela dit, la France est disposée à servir de médiateur avec le FMLI et à user de son influence au sein du Club de Paris en faveur du Pérou. Et il donne en exemple la Bolivie où le président Paz Estenssoro a obtenu des conditions exceptionnellement favorables pour le remboursement de sa dette en adoptant une politique économique « rigoureuse et courageuse ».

MARCEL NIEDERGAANG.

#### ÉTATS-UNIS

### Les menaces contre le colonel Kadhafi ne font pas l'unanimité à Washington

Washington. - Les nouvelles accusations de terrorisme, accompagnées de menaces et de manœuvres en Méditerranée, lancées cette semaine aux Etats-Unis contre la Libye ne semblent pas faire l'unanimité au sein du gouvernement Reagan, où certains les jugent négatives.

Le New York Times s'est fait l'écho, mercredi 27 août, de cette controverse, deux jours après la publication par le Wall Street Journal d'un article laissant prévoir de nouvelles actions militaires américaines contre Tripoli et des déclarations de la Maison Blanche accusant le colonel Kadhafi de préparer de nouvelles actions terroristes.

Selon un haut responsable cité par le quotidien new-yorkais, l'article du Wall Street Journal constituait une « tentative mal orientée, non autorisée et prématurée » de certains responsables gouvernementaux visant à susciter de nouveaux sentiments antilibyens après le raid américain du 15 avril dernier.

Une initiative, ajoute le New York Times, qui risque de se révéler nuisible à quelques jours de la mission que doit effectuer en Europe le général Vernon Walters, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, pour convaincre les alliés des Etats-Unis

de renforcer leurs sanctions contre Tripoli.

« Notre crainte est que ces histoires alarmistes ne contrarient la mission Walters. Les Européens vont nous demander des preuves concrètes et nous n'en aurons pas. Nous donnerons une nouvelle fois l'impression de crier au loup », a déclaré le haut responsable du New York Times. Il a démenti que Washington préparait un nouveau raid contre la Libye ou disposait de preuves impliquant Tripoli dans un nouveau projet d'attentat à Berlin ou dans une attaque au mortier contre une base britannique à Chypre qui a eu lieu début août.

L'article du New York Times semble constituer une réponse de certains responsables du département d'Etat ou du Pentagone à une nouvelle campagne antilibyenne qui, selon certains sources, aurait été organisée à la Maison Blanche par des membres du Conseil national de sécurité.

Ces responsables paraissent estimer qu'il vaut mieux pour Washington travailler silencieusement avec ses alliés pour isoler davantage économiquement et politiquement le colonel Kadhafi plutôt que de lancer une nouvelle série d'avertissements et d'accusations publiques. - (AFP).

### M. Reagan a signé la loi sur la lutte antiterroriste

Los Angeles. - M. Reagan a signé mercredi 27 août à Los Angeles une loi sur la lutte antiterroriste et le renforcement de la sécurité dans les ambassades américaines qui prévoit 2,44 milliards de dollars de crédits pour la période 1986-1990. « Nous ne pouvons pas légiférer pour mettre fin au terrorisme, a-t-il dit. Cependant, nous devons demeurer résolus dans notre engagement à affronter cette attitude criminelle par tous les moyens, diplomatiquement, économiquement, juridiquement, et quand cela s'avère nécessaire, militairement. » Pour M. Reagan, cette loi doit faire comprendre à ceux qui provoquent des actes de terrorisme contre des ressortissants américains que Washington « ne sera pas dissuadé d'assumer ses obligations dans le monde entier ».

La loi autorise le paiement de récompenses à toute personne fournissant des informations permettant d'arrêter des terroristes ou des trafiquants de drogue au profit du terrorisme et interdit l'exportation de munitions vers les pays soutenant le terrorisme. La loi prévoit que le président américain cherchera à établir une commission internationale antiterroriste, à conclure des accords contre le terrorisme et à rechercher l'adoption à l'ONU d'une résolution condamnant l'usage de privilèges et d'immunités diplomatiques dans des buts terroristes. - (AFP).

## Diplomatie

### Progrès à la Conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe

Alors qu'Américains et Soviétiques multiplient les déclarations contradictoires à propos d'une éventuelle rencontre Gorbatchev-Reagan, des progrès notables ont été enregistrés mercredi 27 août à la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), à Stockholm. Les Etats-Unis ont en effet accepté, après de longues négociations bilatérales avec l'Union soviétique, que l'OTAN fournisse à l'avenir des renseignements chiffrés sur ses mouvements de troupes entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Cette concession, jugée importante, a été précédée par une longue résistance des pays membres de l'Alliance atlantique, l'OTAN estimant que le mandat de la Conférence de Stockholm se limitait à des négociations pour l'Europe.

#### Les ogives nucléaires

Le chef de la délégation soviétique, l'ambassadeur Curt Lidgard, a estimé lors d'une conférence de presse que cette concession réglait l'un des principaux problèmes en suspens. Les détails de l'accord n'ont pas été arrêtés, et M. Lidgard a estimé que, en raison de leur complexité, ils ne devraient être que peu avant la fin de la Conférence, prévue le 19 septembre prochain.

Dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, diffusée le mercredi 27 août, le commandant

en chef des forces de l'OTAN, le général Bernard Rogers, a déclaré : « En RFA, le nombre d'armes nucléaires stationnées dépasse nos besoins. Nous allons corriger cela. J'espère de diminuer de moitié le nombre des ogives nucléaires, et j'ai bon espoir d'y arriver. »

#### M. Reagan optimiste

Parallèlement, il vent « amener d'autres pays, en Europe du Sud, à accepter sur leur territoire les armes nucléaires dont ils ont besoin pour leur dissuasion » et il souhaite accompagner la réduction des armes nucléaires tactiques d'« une modernisation et d'un renouvellement » des armements restant stationnés.

A Moscou, M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada et l'un des principaux conseillers du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour les relations Est-Ouest, a déclaré mercredi lors d'une conférence de presse : « Malgré certains éléments positifs qui se font jour à la périphérie des relations soviéto-américaines, celles-ci ne s'améliorent nullement, mais glissent au contraire vers un terrain dangereux. »

A en croire M. Reagan, M. Arbatov donne dans un pessimisme exagéré. Dans une interview publiée

mercredi par Fortune, le chef de la Maison Blanche déclare, en effet, qu'il pense pouvoir parvenir à un accord avec M. Gorbatchev.

« Je trouve Gorbatchev affable, totalement différent de nombreux dirigeants que j'ai rencontrés, a dit M. Reagan au magazine. Je crois honnêtement qu'il existe une base pour que nous puissions parvenir à un accord. »

Le président américain a ajouté que le numéro un du Kremlin, qui a proposé une réduction d'un tiers des missiles à longue portée, « est le premier dirigeant russe qui ait jamais proposé d'éliminer des armes que [les Soviétiques] ont déjà. C'est un grand pas. Cela en dit long sur leurs difficultés économiques. Je pense que nous pouvons faire affaire avec lui, mais cela sera sur une base réaliste ».

M. Reagan a également dit qu'il s'entendait mieux avec M. Gorbatchev qu'avec les précédents dirigeants soviétiques. D'abord, a-t-il souligné, « nous ne pouvons avoir aucune rencontre, car ils mourraient les uns après les autres. Finalement est arrivé ce nouveau dirigeant. Il a quelques problèmes qui ont besoin d'être résolus, et nous avons des problèmes à résoudre. Alors, OK, il s'agit de voir si nous pouvons nous rapprocher sur quelque chose qui serait bénéfique aux deux parties ». - (AFP, Reuters).

## LIBEREZ DAUD TURKI

Ce que l'opinion internationale a obtenu des autorités soviétiques pour Anatoly Tchcharanski et Elena Bonner, nous le demandons pour Daoud Turki.

Agé de 60 ans, Daoud Turki est un Arabe de nationalité israélienne, catholique, habitant Haïfa.

Il a été emprisonné pendant 13 ans pour ses activités de résistance.

Malade depuis de longues années - cardiaque et diabétique -, Daoud Turki sollicite en vain du gouvernement israélien, depuis sa libération, un visa de sortie pour se faire soigner en France.

Les premiers soussignés appellent tous les défenseurs des droits de l'homme à se joindre à eux, afin d'obtenir l'autorisation de sortie d'Israël pour Daoud Turki.



Son Embaixade le Cardinal François MARTY, Cécile GOLDET, Sénateur, Général Pierre BODOT (CB), Georges MONTARON, Directeur de « Témoignage Chrétien », Lucien BITTERLIN, Président de l'Association de Solidarité Franco-Arabe, Père François BIOT, o.p., Père Jean CARDONNEL, o.p., Père Michel LELONG, Jean TOULAT, poète et écrivain, Abbé Pierre TOULAT, Père François VAILLANT, o.p., M<sup>re</sup> Marianne BUTIN, o.s.c., M<sup>re</sup> Michèle BEAUVILLARD, o.s.c., M<sup>re</sup> Jean-Jacques GANDINI, o.s.c., Alain CHENAL, Robert SWANN, membre du Comité Economique et Social de la Région Rhône-Alpes, Philippe DAUMAS, maître de Conférences à l'Université, Armand DU CHAYLA, ancien ambassadeur de France, Jean-Paul CHAGNOILLAUD, professeur à la Faculté de Droit, Paul BALTA, journaliste, Claude RUILLEAU, journaliste, Jean-Marie LAMBERT, AIX DELAGE, maître de conférences à la Faculté de Médecine, Jean-Louis FIOLE, médecin, P. LEENHARDT, médecin, F.B. MICHEL, professeur en médecine, Anne-Marie BOZEL, journaliste, François DEFOIS, Jean et Sabine DOLLE, Jean-Marie MIGON, universitaire, Margot ALBERT, professeur, Odile PY, Muséum SEVEAU, Danielle ELIDIN, Georgine MILHAU, Jeanne ROBERT, Paulette MAISTRE, Marguerite MAISTRE, Geneviève CABANIS, Marguerite CABANIS.

Les nouvelles signatures sont à adresser au « Comité France Jérusalem », 49, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS. Tél. : 45.55.27.52.

comité france Jérusalem  
RANCE ALGODS

Les critiques contre le projet de découpage électoral

## Les socialistes haussent le ton

M. Charles Pasqua affiche une belle sérénité : les réactions à son projet de découpage sont « satisfaisantes », a-t-il jugé, mercredi 27 août, à Ussel (Corrèze), où sont réunies les jeunes du RPR. Et d'affirmer que, « mis à part celles qui relèvent du combat politique traditionnel, normal », il n'y a pas eu tellement de « protestations ». Tout au plus le ministre de l'Intérieur qualifie-t-il d'« un peu excessive » la façon dont a réagi le Front national, auquel il « conseille » d'ailleurs le silence. Quant aux critiques d'un Pierre Mauroy, M. Pasqua rappelle que c'est sous la houlette de l'ancien premier ministre qu'avait été modifiée en 1982 la carte cantonale et élaboré le projet municipal pour Paris, Lyon et Marseille. Le maire de Lille, « expert en matière de découpage

tarde », ne devrait pas parler de « corde dans la machine d'un pays », a affirmé M. Pasqua. La pile des protestations locales s'augmente, toutefois, chaque jour de déclarations qui s'élèvent pas seulement de l'opposition : ainsi, dans le Maine-et-Loire, l'UDF proteste, au nom de la tradition historique, contre un découpage dont l'objectif consiste à assurer la réélection du RPR Jean Foyer ; ainsi à la Réunion, où le RPR ne compte qu'un député, le RPR local précisément regrette un tracé qui ne permettra pas, dit-il, « une redistribution des sièges », tandis que les barrières y déclarent « un esprit de vengeance ».

La polémique s'amplifie également au niveau national. Ainsi, les communistes, qui mènent campagne depuis le début de l'été

contre le « charcutage » préparé à leurs dépens, ont décidé d'organiser une « manifestation » solennelle et à caractère national de leurs élus, jeudi 4 septembre, devant le ministre de l'Intérieur.

Mais surtout le Parti socialiste, dont certains dirigeants avaient protesté à titre le plus souvent individuel, a décidé de donner de la voix. Il dénonce le secret qui entoure la version du projet de loi, il souligne que l'objectif poursuivi est d'assurer la « prédominance durable » du RPR sur ses alliés de l'UDF. Plus largement, le PS, qui prévoit pour appuyer sa démonstration de publier un Livre noir s'élève contre le but selon lui poursuivi d'« interdire l'alternance démocratique ».

## Le PS :

## interdire l'alternance

Au terme de sa réunion qui précède M. Lionel Jospin, mercredi 27 août, le bureau exécutif du Parti socialiste a rendu publique la déclaration suivante :

« La préparation de la nouvelle délimitation des circonscriptions pour les élections législatives prend un tour très inquiétant. D'abord, du point de vue de la méthode, le secret persiste. Au stade actuel, seuls le rapport du ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, et les observations de la commission qu'il a mise en place sont rendus publics. Le document transmis au Conseil d'Etat n'est pas. Les observations que nous pouvons formuler au moment actuel ne peuvent donc être sur le document tel qu'il est aujourd'hui. »

« Ceci est d'autant plus préoccupant que les propositions de la commission Pasqua, dans la plupart des cas, ont été conçues de façon à consolider encore plus nettement les candidatures de l'actuelle majorité et à assurer la domination du RPR. Il faut d'abord que le secret cesse : le document transmis au Conseil d'Etat par le ministre de l'Intérieur doit être rendu public. »

« En l'état actuel de nos informations, il apparaît que, par rapport au nombre de voix que peut escompter la gauche, des dizaines de sièges lui seront volés. »

## « Une occasion de règlement de compte »

« La stratégie de Pasqua et du RPR est claire : refouler les voix de gauche en un petit nombre de circonscriptions « ghetto », [ce qui] laisserait l'avantage à la droite dans le plus grand nombre de circonscriptions. »

« Tout particulièrement, de véritables tritonnages seraient préparés pour attirer la gauche dans les villes qu'elle dirige ou qu'elle pourrait gagner ou reconquérir. »

« Les menaces des hommes de la droite pour le cas où l'ordonnance n'aboutirait pas sont inacceptables. La délimitation des circonscriptions n'est pas une occasion de règlement de compte : elle est un acte majeur au fonctionnement de la démocratie représentative. Ce projet vise à assurer le maintien au pouvoir de la droite, même si celle-ci était minoritaire en voix. Et il vise aussi à assurer la prédominance durable du RPR au sein de cette coalition. C'est un découpage qui se fixe pour but d'interdire l'alternance démocratique dans notre pays. »

« C'est la démocratie même qui est en cause. Les citoyens ne doivent pas laisser faire. Le Parti socialiste les appelle à réagir, avec leurs élus, pour empêcher ce mauvais coup. »

## PROPOS ET DÉBATS

## M. Jospin :

## l'échec

Pour M. Jospin, interrogé jeudi 28 août par le *Dépêche du Midi*, les chiffres donnés par M. Philippe Séguin sur le chômage sont la reconnaissance de « l'échec de la politique économique du gouvernement ». « Il faut se souvenir, rappelle le premier secrétaire du PS, que l'actuelle majorité prétendait réduire le chômage par l'économie plutôt que par le social. » Il ajoute : « La confiance n'est pas venue parce qu'on ne peut pas relancer une grande économie par une petite politique de privilèges. »

## M. Madelin :

## un candidat

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a déclaré jeudi 28 août, dans une interview à *Paris-Match*, qu'il ne souhaite pas « que s'ouvre aujourd'hui la course à l'élection présidentielle ». « Plus tard on en parlera, mieux ce sera », a-t-il dit avant

## AJACCIO

de notre correspondant

Le projet de découpage transmis au Conseil d'Etat par le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, est considéré dans les milieux de l'opposition de l'île comme un véritable déni de justice. Mais l'opposition n'est pas seule à dénoncer les conséquences électorales : dans la majorité, M. Jean Baggio, leader de l'UDF en Haute-Corse, a protesté lui aussi tout au long de la récente campagne électorale contre l'adjonction à la circonscription de Corte-Calvi (qui est celle de M. Pierre Pasquini, RPR), des cantons de Campolori-Moriani et de Fiumaltori d'Ampugnani plus favorables à l'UDF qu'au RPR. Mécontentement d'autant plus fondé qu'en Corse-du-Sud, le gouvernement telle à M. José Rossi, UDF, une circonscription apparemment sur mesure en séparant d'Ajaccio le canton de Calvo-Mezzana — la vallée de la Gravona, — limitrophe d'Ajaccio, pour l'ajouter à Sartène, fief de M. de Rocca-Serra, RPR. La commission des six magistrats avait pourtant estimé que ce canton « aurait mieux sa place » à Ajaccio (1<sup>re</sup> circonscription). Là il n'a pas retenu la suggestion des mêmes sages tendant à détacher de Bastia au profit de Corte-Calvi deux autres cantons, Vescovato et Alto-di-Casacconi.

L'habileté prêtée à M. Pasqua revêt, en Corse, un double aspect sur la base de discours différents sinon contradictoires. En Haute-Corse, on invoque, à l'appui du projet pour justifier un écart de population de près de 20 % entre

## CORSE : déni de justice

les deux circonscriptions le fait qu'une partie des électeurs ne sont pas résidents. En Corse-du-Sud, à l'inverse, on s'attache à faire de Sartène la plus grande circonscription du département, l'écart de population n'y atteignant plus que 2,40 points de pourcentage (contre 45 avant 1985) et le nombre des électeurs, 52 000 contre 40 000 seulement dans la circonscription d'Ajaccio.

C'est là précisément qu'est le déni de justice puisqu'il s'agit de priver la gauche du siège de M. Nicolas Alfonsi (app. PS) au profit de M. José Rossi : la vallée de la Gravona — environ 4 000 électeurs — en effet est très largement favorable à la gauche.

Les Ajacciens ne sont guère contents de voir leur 6<sup>e</sup> canton urbain passer à Sartène. Finalement, à l'exception de M. Rossi — ami personnel de M. François Létard, avec lequel il s'était allié au départ du marathon de New-York —, rares sont ceux qui se satisfont de ce découpage. Si bien que l'on ne voit pas comment le Conseil d'Etat pourrait donner son aval au projet de M. Pasqua.

## Vingt ans en arrière

Cette opération rappelle d'ailleurs un autre charcutage, celui des cantons, en 1973, initialement destiné à assurer à M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR) la présidence du Conseil général que devait cependant conserver M. François Giacobbi (MRG) par une voix de majorité. Mais cela se passait à une époque où la fraude était, dans l'île, érigée à hauteur

d'une institution, et tous les coups étaient permis. Jusqu'à ce que les tragiques événements d'Alger, en 1975, conduisent le gouvernement — de M. Jacques Chirac... — à supprimer le vote par correspondance, à réglementer le régime d'inscription sur les listes électorales et à imposer au Conseil d'Etat des délais pour statuer sur le contentieux électoral.

Depuis lors, ce contentieux avait progressivement diminué au point de devenir pratiquement nul de 1981 à 1985. Toutefois, la tentation restait : elle devait se traduire par le dévoiement progressif du vote par procuration, d'où l'annulation des élections municipales de Propiano en 1984 et des législatives de Haute-Corse en 1986.

Des incidents ont eu lieu le 24 août lors du scrutin législatif à Bastia et à Aïtanti tandis que les électeurs des deux communes de Balagne-Aregno et Pigna s'abstenaient pour protester contre « l'incertitude des élus » dans le domaine de la lutte contre le feu. La situation est largement exploitée par les nationalistes qui y trouvent matière à dénoncer le système de la fraude et le colonialisme.

PAUL SILVANI.

## CHER : le partage des chefs

BOURGES de notre correspondant

Bourges ne sera plus à prendre : le nouveau découpage faisait voler en trois éclats, un par circonscription, la capitale berrichonne, conformément aux vœux du ministre de l'Intérieur qui avait conseillé d'éviter « les circonscriptions en couronne », le département du Cher, une fois découpé en trois parties de gîteau, témoigne d'un équilibre démogra-

phique plus que géographique. La première circonscription (1), avec ses dix cantons favorables à la droite, semble privilégier particulièrement M. Jean-François Deniau (UDF), président du conseil général, grand inspirateur du projet. La seconde (2), regroupant huit cantons, absorbe Vierzon et Charost, ce qui ne saurait déplaire au député et maire communiste de Bourges, M. Jacques Rimbault.

Le partage des chefs (même tactique) a ainsi abouti à une troisième circonscription (3) de quinze cantons. Elle s'étend sur la moitié du département, suivant une ligne médiane prenant appui sur le canton de Lignières. La campagne devrait a priori être plus intéressante à suivre dans cette partie du département, où s'affrontent le maire de Saint-Amand-Montrond, M. Serge Vinpou (RPR), et l'ancien ministre proche du PS, M. Alain Calmat. Si tel était le cas, ce dernier n'aurait pas la partie facile, dans la mesure où, sur les quinze cantons, dix sont favorables à la droite.

P.M.

## M. Barrot :

## négligence

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a averti mercredi 27 août à Imbours (Ardèche) ses « amis du RPR » qu'une majorité « qui négligerait ou passerait par parties et profits le centre serait une majorité condamnée. » M. Barrot a précisé :

« Le centre possède la clé du deuxième tour de toute élection législative ou présidentielle ». M. Barrot a d'autre part affirmé que la victoire de la majorité à l'élection présidentielle de 1988 exige « deux candidats de poids engagés dans une compétition loyale ».

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 27 août à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des travaux, le communiqué suivant a été publié :

## ● SITUATION DE CERTAINS MAÎTRES D'ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT SOUS CONTRAT

Sur proposition du ministre de l'Éducation nationale, le conseil des ministres a adopté deux projets de décrets relatifs à la situation de certains maîtres des établissements privés d'enseignement sous contrat.

Ces textes transposent en faveur de ces maîtres, conformément à la loi du 25 novembre 1977, des mesures de promotion et d'avancement dont ont bénéficié récemment certaines catégories de maîtres de l'enseignement public. Ils comportent, en outre, une mesure en faveur des maîtres délégués auxiliaires exerçant depuis quatre années au moins des fonctions d'enseignement, qui bénéficieront d'un contrat.

## ● LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

Le secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports a présenté au conseil des ministres une communication sur les orientations de la politique qu'il entend promouvoir en faveur de la jeunesse.

## I - Un nouvel état d'esprit concretisé par la modification des pratiques administratives.

De nouvelles relations seront établies avec les mouvements de jeunes et les associations pour privilégier, dans un cadre contractuel, les aides aux projets par rapport aux subventions de fonctionnement. La

## POINT DE VUE

## La suprématie présidentielle

par Bernard Rideau  
conseiller en communication,  
ancien conseiller du président  
Giscard d'Estaing

« Il faut un président à la France » : le slogan de Valéry Giscard d'Estaing, pendant la campagne présidentielle de 1981, souleva plus d'un propos narquois. Pourtant, cette formule n'est-elle pas appelée à être le sésame de la prochaine course à l'Élysée ? C'est un tort de croire, parce qu'une majorité de Français se dit favorable à la cohabitation, que l'opinion a opté définitivement pour la version de la pratique institutionnelle adoptée par nos dirigeants depuis le 16 mars 1986. La cohabitation est considérée comme un moindre mal, temporaire, et non comme un must politique. Récemment, Jacques Chaban-Delmas rappelait à la radio que la répartition des rôles entre l'Élysée et Matignon, impliquant que « le gouvernement gouverne et que le président préside », participait de la volonté même du général de Gaulle... Mais le président réside à qui et à quoi ? Le fondateur de la V<sup>e</sup> République avait une haute idée de la réponse à cette question. Et, même s'il voulait dans ses discours la France au chaos ou à la catastrophe après son départ, on ne peut admettre que le général songeait positivement à la réapparition d'un président-chrysanthème.

En vérité, les Français sont attachés à une fonction présidentielle active, pour trois raisons notamment. La première tient à l'élection au suffrage universel du chef de l'Etat : il est tenu de rendre compte directement à chaque citoyen. (D'où, signalons-le au passage, l'importance de la communication et des médias en politique.) L'échec de la gauche aux dernières élections législatives n'a rien altéré des relations de François Mitterrand avec l'opinion, bien au contraire.

La deuxième raison découle d'un attachement national : le goût du chef. C'est à lui qu'il revient d'amalgamer et de synthétiser les multiples diversités qui perdurent dans une nation traditionnellement divisée — mais coadiératrice. En France, il faut du charisme à un président, pas à un premier ministre. Le chef de l'Etat, dans sa personne, incarne l'unité, le consensus, la grandeur. C'est de ce capitaine que l'on attend une bonne gestion de ce qui rassemble, soude et fortifie. Chacun de nos présidents a connu les sommets de sa popularité lorsqu'il s'est inscrit dans cette ligne.

La troisième raison résulte de ce « positionnement » du chef de l'Etat dans les attentes des Français : si le « domaine réservé » n'existe pas dans le texte de la Constitution, les citoyens accordent des prérogatives au président dès qu'il s'agit d'intérêts touchant à leur « sécurité » : sécurité dans le monde, sécurité institutionnelle, sécurité civile, sécurité militaire... Ce qui ne distingue pas le

légalité, une légitimité instinctive y supplée. De ce fait reviennent naturellement au chef de l'Etat les dossiers à forte part d'assentiment, tandis qu'échouent à « son » premier ministre les dossiers à gros risques et antagonismes ! L'un est appelé à se protéger, l'autre à s'exposer.

Ces règles non écrites, nul protagoniste des futures élections présidentielles ne peut les ignorer. Raymond Barre campe depuis longtemps sur le terrain de la suprématie présidentielle. Il a naguère poussé le bouchon un peu trop loin. Maintenant, il attend que les événements lui donnent raison. Michel Rocard cultive lui aussi la silence habilement. Valéry Giscard d'Estaing a remarqué que moins l'on parle d'élections, mieux on se porte ! Restent les deux grands acteurs de la cohabitation : François Mitterrand et Jacques Chirac.

Le premier ministre paraît poursuivre deux objectifs simultanément. D'abord, il veut réussir dans ses fonctions. Les succès du gouvernement seront les siens. Idem pour les échecs. Au centre du tableau : l'économie et le social. Dans ces domaines indolores, dur de gagner, mais possible. L'automne 1986 sera capital. La seconde préoccupation de Jacques Chirac touche à son image. Pour élargir son électoral (il n'obtient que 18 % des suffrages à la présidentielle de 1981), il se doit d'affirmer l'homme d'Etat qu'il représente, en s'octroyant un solide crédit dans des matières « haut de gamme » : politique étrangère, défense, unité, ordre, institutions. Ce n'est plus d'un simple premier ministre qu'il s'agit (Edouard Balladur assure le relais), mais aussi d'un véritable vice-président qui marque au plus près le chef de l'Etat. Dès lors, les contacts rudes avec l'Élysée sont inévitables. Par exemple, le discours très critique sur les équipements militaires prononcé début juillet à Suippes par Jacques Chirac — alors que François Mitterrand avait encore un pied sur la terre soviétique — a probablement gommé les dernières hésitations élyséennes à ne pas signer l'ordonnance sur les privatisations. Fatalement, tout s'enchaîne et s'emmêle.

Car du côté du président de la République, l'enjeu n'est pas si lointain. François Mitterrand peut-il laisser dévaloriser à outrance la fonction présidentielle ? Sans réaction de sa part, il s'exposerait à terme à de sévères griefs d'abandon ou de gel d'un poste vital de la V<sup>e</sup> République. Les Français oublient vite les hommes politiques. Et lorsqu'on sait l'ardent désir de l'actuel président de laisser ses empreintes dans l'histoire, on l'imagine mal achevant son septennat sans résister de plus en plus vivement à sa mise à l'écart de toute décision. L'équilibre de l'après-mars 1986 demeure donc bien fragile. Ce que certains appellent pieusement « accords » touche, en réalité, à l'essentiel. Au départ nécessaire, la cohabitation, implacablement, devient un labeur.





MM. Pasqua et Pandraud à l'université d'été du RPR

## Les chouchous des jeunes

USSEL

de notre envoyée spéciale

Starky et Hutch, vraiment ? Charles Pasqua et Robert Pandraud, stars d'un jour de la quatrième université des jeunes du RPR, réunies cette semaine à Ussel, n'ont certes ni le physique ni la morphologie des deux policiers de la série américaine. Mais qu'importe, si l'un sent l'avis et l'autre le terroir, plutôt que le hamburger, la comparaison fait beaucoup, mais vraiment beaucoup, rire les jeunes gaullistes et flatte, semble-t-il, les deux ministres.

« Bob, tes jeunes sont là », proclame une affiche. « Charlie's fan club », annonce une autre. Les deux ministres ont mis sans mal dans leur poche ces quelques trois cents jeunes de quinze à vingt-cinq ans réunis là pour, à la fois, faire du sport et s'initier aux charmes de la politique.

L'actualité, certes, porte sur le découpage électoral. « Mises à part les réactions qui résultent du combat politique traditionnel et normal, il n'y a pas eu de telle protestation », remarque, assez satisfait, M. Pasqua. Hormis celles du Front national et de M. Pierre Mauroy qui, selon le ministre, « ne devrait pas parler de corde dans la maison d'un pendu car il est un expert en matière de découpage électoral ». Charles Pasqua attend l'avis du Conseil d'Etat dont il s'engage à retenir « les indications intéressantes ». Reste à savoir si le président de la République signera l'ordonnance. « C'est la question à 1 000 francs, mais il signera ». L'ordonnance, ou, au pire, la loi « quinze jours plus tard ».

Mais c'est plus à la société — police, incendies, immigrés, drogue — que semblent s'intéresser les jeunes du RPR. C'est bien volontiers que les deux ministres, relevant à chaque fois la lourdeur, selon eux,

de l'héritage laissé par les socialistes et écorchant systématiquement la presse au passage, répondront aux questions des juniors.

Les bavures, ici qualifiées d'« incidents » ? « Personne ne peut imaginer que ces incidents nous aient laissés froids. Nous avons lu, ici ou là, que nous n'avions pas eu un seul mot pour les victimes. C'est tout juste si, dans certains journaux, on ne nous a pas présentés comme tenant le pistolet ou appuyant sur la gâchette (...). Il reste que, lorsque nous sommes arrivés aux affaires, nous avons trouvé des services de police démotivés et désorganisés ».

« Ce n'est pas impunément qu'on a, pendant près de cinq ans, présenté la police comme un ramassis de racistes. Pas impunément non plus que le syndicat majoritaire proche du PS... [Ici, le monde aura reconnu la FASP — Fédération autonome des syndicats de police] a été associé de près — trop près — à la gestion de la police, et a institué « une véritable hiérarchie parallèle (...), conduisant à l'anarchie ».

## Prison estivale pour les pyromanes

C'est « le manque de formation » des policiers qui entraîne les bavures, assure M. Pasqua. Mais il lance aussi un avertissement : « Pandraud et moi sommes d'une même carrure et ceux qui entendent nous intimider avec une campagne de presse en seront pour leurs frais ». Mise en garde à la presse, donc, mais aussi engagement solennel : « Nous ne tolérerons pas les brèves galéuses : il est indigne d'un pays démocratique qu'à la suite d'interpellations des gens soient soumis à des brutalités. Mais, sur cent vingt mille policiers, les incidents représentent une infime minorité. Que ceux, toujours prompts à s'émouvoir sur le sort des truands et des voyous réservent un peu de leur pitié et de leur attendrissement pour les victimes », exige le ministre.

Quant aux feux de forêt, ils entraînent, tout le monde en sera d'accord, une situation dramatique. « Même s'il ne faut pas tout attendre de l'Etat », une loi visant à réformer la défense civile sera présentée fin septembre. Les incendiaires devront être traités plus sévèrement, et M. Pandraud de regretter

la mise en liberté provisoire d'un incendiaire dans le Midi. « Starky et Hutch » ont apparemment trouvé une bonne solution pour mettre les pyromanes hors d'état de nuire : comme les feux prennent plus volontiers l'été que l'hiver, au ministère de l'Intérieur, on souhaite aménager des conditions de détention des pyromanes et leur faire purger leur peine pendant les mois d'été : CQFD.

Aussi « équilibré » que sur les bavures policières, le discours sur les immigrés réunit tous les suffrages : clandestins, non ; réguliers et travailleurs, oui. Ce n'est pas à un homme comme M. Pasqua qu'il faut donner, en matière de racisme, des leçons de morale. Il le rappelle à l'envi : engagé derrière le général de Gaulle, il a combattu le fascisme et le nazisme les armes à la main. Dans un monde de doute et de scepticisme, il faut que les jeunes du mouvement gaulliste « n'aient aucun complexe et n'acceptent aucune leçon de personne. Les autres parlent, nous agissons. Les chiens aboient, la caravane passe. Les donneurs de leçons n'ont qu'à aller se rhabiller », tonne le ministre.

Mais on n'est pas seulement là pour parler de choses sérieuses, et, comme on sait aussi être facétieux quand on est au RPR, on s'est amusé, entre une longueur de piscine et un match de volley-ball, à jouer au portrait chinois. Ainsi Charles Pasqua, s'il était un animal, serait un sanglier ; une personnalité historique, Bayard (sans peur et sans reproche) ; une plante, le chène-légitime ; un objet, une paire de ciseaux. Robert Pandraud, lui, serait un hérisson (qui s'y frotte s'y pique), Richelieu (l'émancipation grise), un bouleau (l'arbre qui résiste à toutes les tempêtes) et, enfin, une pipe.

Ussel, on aura donc bien ri, bien applaudi et bien chanté la Marseillaise, face à deux ministres chouchous. Pour Guérino, quinze ans et demi, Charles Pasqua est bien une star. Depuis l'âge de douze ans, Guérino colle les affiches du RPR. Aujourd'hui, il est un militant. Parmi tous les ministres qui ont défilé à Ussel, Charles Pasqua est de loin son préféré. Il a fait des photos de lui en gros plans : « Je les mettrai aux murs de ma chambre », dit-il. Mieux que Marilyn Monroe, Charles Pasqua ? « Nettement », répond-il, les yeux dans les étoiles.

AGATHE LOGEART.

## La France ne peut extraditer un de ses ressortissants soupçonné d'appartenir à la bande des « tueurs fous du Brabant »

Le mandat d'arrêt international délivré le 1<sup>er</sup> août dernier par la justice belge contre Adriano Vittorio, soupçonné de faire partie de la bande des « tueurs fous du Brabant », n'est pas exécuté en France. Adriano Vittorio est, en effet, citoyen français et la France, comme beaucoup d'autres pays, n'extrade pas ses ressortissants.

En revanche, Adriano Vittorio peut être arrêté et éventuellement jugé par un tribunal en France pour les crimes dont il est soupçonné par la justice belge si celle-ci dénonce ces faits devant la justice française. Toutefois, cette procédure n'a, pour le moment, pas été engagée.

En attendant, Adriano Vittorio vit en France, dans une caravane stationnée à quelques centaines de mètres de la frontière belge, à Houdainville-Bavay, près de Valenciennes (Nord). Se déclarant « innocent à cent pour cent », dans cette affaire, il affirme son intention de porter plainte « pour diffamation » contre les autorités judiciaires belges qui ont émis le mandat d'arrêt.

Francès d'origine italienne installé en Belgique depuis 1968, Vittorio avait été arrêté par la police belge en novembre 1983, en même temps que Michel Coccu, un ancien

policier belge de trente-cinq ans, et plusieurs autres personnes. Vittorio et Coccu ont été relâchés dix-huit mois plus tard, en mai 1985, faute de preuves, mais l'ancien policier a été de nouveau écroué, alors que Vittorio s'installait en France. Celui-ci jure être totalement étranger aux maléfices qui ont terrorisé la Belgique de 1983 à 1985, tuant vingt-huit personnes.

## Le procès intenté par M. Pasqua à M. Perdriel et à M. Terquem aura lieu le 17 septembre

Le parquet de Paris a fait dériver, mercredi 27 août, une citation à comparaître à l'audience du 17 septembre à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, à M. Claude Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur*, et à M. François Terquem. Cette citation pour « diffamation publique envers un ministre à raison de ses fonctions » est consécutive à la plainte déposée le 13 août dernier par le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, après la publication dans le *Nouvel Observateur* daté du 8 au 14 août, d'un article de M. Terquem intitulé « J'accuse Pasqua ».

L'avocat de la famille de William Normand, ce jeune homme tué le 31 juillet par un policier à Fontenay-sous-Bois, évoquait également le cas de Louis Lebeuvre, tué par un CRS le 4 juillet, rue de Mogador, à Paris, en présence du ministre de l'Intérieur comme le véritable responsable.

La voie de la citation directe devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle semble avoir été choisie pour éviter les lenteurs résultant nécessairement de l'ouverture d'une information judiciaire. Chacune des parties pourra ainsi, librement et publiquement, développer ses arguments peu de temps après les faits, alors que les instructions des deux affaires évoquées dans l'article ne seront pas encore terminées.

## Nouvelle épreuve de force entre le ministre de l'éducation et la FEN

(Suite de la première page.)

Pour rendre les instituteurs favorables à sa réforme, M. Monory annonce des avantages de salaire qui coûteront 150 millions de francs sur six ans, pour les 49 000 directeurs d'écoles de plus d'une classe. Aujourd'hui, la fonction semble peu attractive puisque quelques postes de direction restent vacants faute de candidats. Le ministre insiste aussi sur les responsabilités nouvelles des futurs directeurs d'école à l'égard de leur personnel (les enseignants) comme de leurs « élèves » (les parents d'élèves) et de l'environnement local.

Transformer en chefs d'entreprise les directeurs d'école, l'idée était déjà chère aux ministres de l'éducation d'avant 1981. M. Christian Fouchet, dès 1965, avait essayé les foudres syndicales en instaurant les listes d'aptitude dressées par les seuls inspecteurs. M. Christian Beaulieu, proche comme M. Monory des milieux de l'industrie, avait dû affronter grèves et manifestations, en mars 1981, après avoir publié en pleine campagne présidentielle une circulaire contraignant les directeurs d'école à organiser une garde des enfants les jours de grève des instituteurs.

## Les nouveaux manuels de la sixième

Les rentrées des éditeurs scolaires se suivent et ne se ressemblent pas. La grogne de l'an dernier s'est faite place à une relative satisfaction cette année. En septembre 1985, ils se plaignaient d'avoir été prévenus trop tard de la réforme de l'enseignement élémentaire et d'avoir été contraints à des « acrobaties littéraires » pour adapter les chefs d'établissement à acquiescer de nouveaux manuels de sixième dans quatre disciplines : mathématiques, histoire et géographie, biologie et éducation civique. D'après des sondages commandés par le Syndicat national de l'édition, ces consignes ont été largement appliquées : sur les 260 millions de francs alloués par l'Etat aux collèges pour l'achat de manuels, 210 ont été consacrés aux ouvrages de sixième.

La satisfaction des éditeurs a été accrue par une note de service du ministère de l'Éducation nationale, parue au *Bulletin officiel* du 20 mars 1986, obligeant les chefs d'établissement à acquiescer de nouveaux manuels de sixième dans quatre disciplines : mathématiques, histoire et géographie, biologie et éducation civique. D'après des sondages commandés par le Syndicat national de l'édition, ces consignes ont été largement appliquées : sur les 260 millions de francs alloués par l'Etat aux collèges pour l'achat de manuels, 210 ont été consacrés aux ouvrages de sixième.

La grande question de la rentrée 1986, c'est la réforme des collèges, qui commence avec les modifications du programme de sixième. Annoncée en avril 1985, elle a pu être préparée soigneusement par les

éditeurs, qui ont mis sur le marché une quarantaine de nouveaux manuels, soit environ 4,2 millions d'ouvrages pour les 900 000 élèves de sixième.

La satisfaction des éditeurs a été accrue par une note de service du ministère de l'Éducation nationale, parue au *Bulletin officiel* du 20 mars 1986, obligeant les chefs d'établissement à acquiescer de nouveaux manuels de sixième dans quatre disciplines : mathématiques, histoire et géographie, biologie et éducation civique. D'après des sondages commandés par le Syndicat national de l'édition, ces consignes ont été largement appliquées : sur les 260 millions de francs alloués par l'Etat aux collèges pour l'achat de manuels, 210 ont été consacrés aux ouvrages de sixième.

TCHERNOBYL : selon les responsables soviétiques

## La décontamination durera plusieurs années

(Suite de la première page.)

S'il paraît peu probable que la réunion de Vienne apporte des éclaircissements sur ce point, il paraît acquis, selon le chef de la délégation soviétique, M. Valéry Legassov, que les travaux de confinement du réacteur accidenté seront achevés fin septembre ou début octobre. Alors pourra être fortement réduite la radioactivité sur le site qui, du fait des poussières qui s'échappent du réacteur, s'élève encore à quelque 10 curies par jour (1). Les opérations se déroulent normalement, a-t-il indiqué, tout en démentant fermement les informations de la presse américaine faisant état du refus de certains techniciens de se rendre sur les lieux

de l'accident. « Si certains refusaient d'aller à Tchernobyl, a-t-il ajouté, nous trouverions de toute façon de nouveaux volontaires pour les remplacer ».

Tout sera donc fait, a précisé M. Legassov, pour que les réacteurs numéro 1 et 2 de Tchernobyl puissent redémarrer au plus vite. « Si possible avant la fin de l'année ». Quant au retour des populations évacuées, il ne pourra être envisagé, précise pour sa part M. Leonid Ilyin, vice-président de l'académie de médecine, que lorsqu'on aura l'assurance qu'il n'y aura plus aucun risque et que la radioactivité sera revenue à un niveau normal.

Cela demandera plusieurs années. Le temps que l'ensemble du site

industriel soit décontaminé, mais aussi que la radioactivité ait décroché de façon suffisante dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale (un ou deux ans dans le cas des sols et trois à quatre ans dans celui des forêts de conifères). Le temps aussi que soit achevée la construction des ouvrages hydrauliques destinés à protéger les eaux souterraines et de surface de la contamination. Les autorités soviétiques craignent que les éléments radioactifs, dont on sait qu'ils s'accumulent dans les plantes aquatiques et dans l'organisme des poissons, ne se retrouvent, par ce biais, dans la chaîne alimentaire. Aussi prévoient-elles d'organiser une étude à long terme sur les effets radiobiologiques de l'accident, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de 30 kilomètres autour de la centrale.

ELISABETH GORDON.

(1) A titre de comparaison, on estime en France que les rejets de radioactivité dans l'eau ne doivent pas dépasser 3 curies par an.

## L'eau après le feu en Provence

## Un jeune homme emporté par un torrent de boue

L'eau après le feu : le midi de la France a été, mardi soir 26 août, le théâtre de nouveaux drames provoqués cette fois par de violents orages. Pendant près de deux heures, des pluies abondantes sont tombées sur toute la Provence. Un jeune homme de vingt-trois ans qui circulait vers 23 heures entre La Bédoule et Aubagne (Bouches-du-Rhône), à bord d'une Ford Fiesta, a été emporté par un torrent de boue.

A Marseille, des trombes d'eau ont inondé plusieurs quartiers. La circulation a été très perturbée jusque dans le centre et aux abords du Vieux-Port. A Aix-en-Provence, l'hôpital a été privé d'électricité pendant plus d'une heure. Dans le Var, plusieurs tentes de camping ont été évacuées. Dans toute la Provence, les pompiers ont dû répondre à de nombreux appels de détresse.

Le plan ORSEC déclenché dimanche soir dans les Alpes-Maritimes pour combattre les feux de forêts a été levé mercredi 27 août. Trois pyromanes présumés, un Français, un Italien et un Allemand, ont été inculpés de tentatives d'incendie volontaire, et écroués, les deux premiers à Toulon, le troisième à Nice.

## Maître-penseur de la révolte des prisonniers

En 1980, Serge Livrozet avait définitivement fait ses adieux au Comité d'action des prisonniers (CAP), qu'il avait créé huit ans auparavant. Le détenu devenu écrivain, maître-penseur de la révolte des prisonniers, traitait son son militantisme : « Je ne veux pas devenir le Georges Séguy des prisons ».

Six ans sont passés. Serge Livrozet est à nouveau arrêté. Simple apprenti plombier, autodidacte, c'est lui qui a, en quelque sorte, théorisé le refus de la prison au début des années 70 en écrivant, durant ses neuf ans d'incarcération pour vols qualifiés, *De la prison à la révolte*. Une fois sorti, Serge Livrozet a continué d'écrire : des essais, des romans (*la Rage des murs*, *le Sang à la tête*).

Le fondateur du Comité d'action des prisonniers n'en poursuivait pas moins son analyse critique du système pénitentiaire et, au-delà, de la société capitaliste. Le journal du CAP portait sa bonne parole. Et il n'hésitait pas à aller lui-même témoigner devant les juges, au besoin pour dire : « Poursuite de justice française ».



سكز امت الأول

# Société

Les championnats d'Europe d'athlétisme

## Bruno Marie-Rose médaille de bronze au 100 mètres

En se classant troisième de la finale du 100 mètres en 10"21 derrière l'Anglais Charles (10"16) et l'Allemand de l'Est Brüggenmann (10"30), Bruno Marie-Rose, vingt et un ans, a remporté, mercredi 27 août, à Stuttgart, la première médaille française des quatorzièmes championnats d'Europe. L'autre Français qualifié pour la finale, Antoine Richard, a terminé 8<sup>e</sup> en 10"34. Bruno Marie-Rose, qui avait battu ses records personnels en demi-finale (10"18), est le premier

médaille française en sprint depuis la médaille d'argent d'Alain Sartore, en 1969, aux championnats d'Europe d'Athènes. La deuxième journée de ces championnats a été marquée par le record d'Europe du lancer du javelot battu par l'Allemand de l'Ouest Karl Tafelmeyer (84,76 mètres) et par le troisième titre européen consécutif de l'Est Marlies Göhr dans le 100 mètres féminin.

## Le dieu vivant du décathlon

STUTTGART de notre envoyé spécial

Les muses de grosses qui, dès 10 heures du matin, avaient envahi en pillant les tribunes du Neckarstadion, n'étaient venues ni pour les perchistes ni pour les sauteurs en hauteur. Ils n'avaient d'yeux que pour les décathlons. Ces athlètes forcenés condamnés à accomplir en deux jours leurs dix travaux herculéens exécutent une facétie magique sur les jeunes Allemands. Cette discipline ingrate est à nouveau popularisée outre-Rhin par trois monstres sacrés : Jürgen Hingsen, vingt-huit ans, 2 mètres, 102 kilos; Siegfried Wentz, vingt-six ans, 1,92 mètres, 87 kilos et Guido Kratschmer, trente-trois ans, qui ont tous battu ou égalé, dans un passé récent, le record du monde de la spécialité.

Bien sûr, dès la seconde épreuve (saut en longueur), Kratschmer laisse à ses deux concurrents le soin d'affronter le dieu vivant du décathlon, Daley Thompson. Invaicible depuis sept ans en vingt-sept décathlons, le Britannique doit utiliser des cartes de visite grand format pour exhiber tous ses titres de gloire : champion d'Europe, champion du monde, double champion olympique, recordman du monde.

L'insolente domination de « Major » Thompson n'exaspère plus seulement ses adversaires malheureux. Accueilli par des sifflets, le champion londonien pendait toutefois dans sa démonstration en disant : « Je ne suis jamais, je bois, je mange, je dors pour le déca-

thlon », reconnaît-il, en précisant : « Je ne le fais pas pour devenir riche et célèbre, mais parce que j'aime ça. » Après avoir longtemps jaloux les privilèges et les honneurs accordés aux vedettes du demi-fond anglais, Thompson est devenu philosophe. Le décathlon est pour lui une fin en soi, non pas une simple discipline pour une reconnaissance qu'il n'envie même pas. Jamais rassasié de victoires, il s'est fixé cette saison un formidable pari : remporter deux décathlons en moins d'un mois. Celui du Commonwealth en juillet dernier ne lui a pas échappé. Mais il devait avoir fort à faire pour remporter, ce jeudi 28 août, la deuxième partie de son contrat. Au soir du premier jour, il ne devançait, en effet, Hingsen que de vingt-huit points.

En fin d'après-midi, l'Anglais dynamisait certes le 400 mètres en 47"02. Mais entre-temps, avec la complicité active de son public, le colosse allemand Hingsen l'avait devancé au saut en longueur, au lancer du poids et au saut en hauteur, un concours remporté par le surprenant Français Christian Plaziat, 2,15 mètres).

Le bras de fer engagé entre Hingsen et Thompson provoquera-t-il la déconfiture du Britannique dans l'ambiance hostile du Neckarstadion ? Son frère, bookmaker à Londres, n'engagerait pas un penny sur les chances de l'Allemand. A ses qualités physiques (1,84 mètres pour 88 kilos), Thompson ajoute en effet une rage de gagner héritée d'une enfance difficile à Notting Hill, quartier pauvre de Londres, puis en pensionnat, délaissé par ses parents - un père nigérian et une mère écossaise qui, selon sa propre formule, « étaient trop occupés pour s'occuper de moi ».

Aujourd'hui, à l'abri du besoin grâce à plusieurs firmes qui ont investi sur son image, Thompson vit en véritable professionnel du décathlon : « Je ne suis jamais, je bois, je mange, je dors pour le déca-

thlon », reconnaît-il, en précisant : « Je ne le fais pas pour devenir riche et célèbre, mais parce que j'aime ça. »

Après avoir longtemps jaloux les privilèges et les honneurs accordés aux vedettes du demi-fond anglais, Thompson est devenu philosophe. Le décathlon est pour lui une fin en soi, non pas une simple discipline pour une reconnaissance qu'il n'envie même pas. Jamais rassasié de victoires, il s'est fixé cette saison un formidable pari : remporter deux décathlons en moins d'un mois. Celui du Commonwealth en juillet dernier ne lui a pas échappé. Mais il devait avoir fort à faire pour remporter, ce jeudi 28 août, la deuxième partie de son contrat. Au soir du premier jour, il ne devançait, en effet, Hingsen que de vingt-huit points.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### LES RÉSULTATS

100 mètres. - 1. Christie (G-B), 10 s 15; 2. Brüggenmann (R.D.A.), 10 s 21; 3. Marie-Rose (Fr.), 10 s 21; 4. Richard (Fr.), 10 s 34.

200 mètres. - 1. Pribilinec (Tch.), 1 h 21 s 15; 2. Damiano (It.), 1 h 21 s 17; 3. Prieto (Esp.), 1 h 21 s 36.

Javelot. - 1. Tafelmeyer (RFA), 84,76 m; 2. Michel (RDA), 81,90 m; 3. Ewaldow (URSS), 81,90 m.

Dames

100 mètres. - 1. Göhr (RDA), 10 s 91; 2. Nuvens (Belg.), 11 s 04; 3. Coenen (P-B), 11 s 08.

Longueur. - 1. Dreschler (RDA), 7,27 m; 2. Christensen (URSS), 7,20 m; 3. Rastbe (RDA), 6,89; 4. Fowcote (Fr.), 6,52 m.

Les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow

## Les vedettes franchissent le premier tour

Ni la chaleur, ni le vent, ni le bruit n'ont perturbé le jeune champion de Wimbledon, qui a disputé mercredi 27 août le premier tour des Internationaux des États-Unis : en quatre manches, Boris Becker a disposé du Canadien Glenn Michibata avec suffisamment de facilité pour avoir pleinement confiance dans ses possibilités sur le court.

De même, pour le Suédois Mats Wilander, qui, avant de prendre, lui aussi, deux mois de repos, a affronté l'Américain Todd Nelson ses prétentions dans cette épreuve. Mais aucune des têtes de série engagées ce jour n'a été véritablement à la peine : Pernfors, Meier, Gomez, Nystrom, Edberg, Connors, se sont qualifiés pour le deuxième tour en trois manches.

## Le calvaire de Forget

NEW YORK de notre envoyé spécial

C'est difficile à croire, pourtant c'est vrai : mercredi un match à Flushing-Meadow a failli être interrompu par un nuage de fumée. Poussée par des rafales de vent, elle s'échappait d'un barbe-cane géant voisin où grillaient des hamburgers. Elle enveloppait le court numéro cinq, où se disputait la rencontre Flur-Forget. Heureusement, le vent changea bientôt de direction.

C'est un des multiples aspects qui font des Internationaux des États-Unis un tournoi extraordinaire. Et qu'une partie commencée dans ces conditions est devenue un moment de tennis quasi surréaliste. Surréaliste, l'environnement. Sur le court numéro six, qui rien ne sépare du cinq, l'ancien champion d'Australie Brian Teacher est en train de « disjoindre ». Tantôt il fait des balles sur le grillage de protection, tantôt il s'applique à détruire la réserve d'eau.

Surréaliste, les commentaires que le match suscite. Docement, Jean-Paul Lott, directeur technique national de la Fédération française de tennis, assure à la cantonade que Forget fait une très bonne partie contre toute évidence.

Pendant que l'entraîneur national Eric Debickler vient annoncer tout essouffé que, sur un court lointain, Thierry Champion fait

une superbe remontée dans le troisième set, l'un des responsables du groupe McCormack fait des projets pour le dîner; l'entraîneur de Yarnick Noah, Patrice Hagelauer, fait des paris sur les jeux en cours; l'ami de Forget regrette que son compagnon ne fasse pas plus attention à sa tenue sur le court pour éviter les amendes « ruineuses » ; et pendant ce temps ce grand sifflet de Forget n'est vraiment pas à la fête. Le dénommé Flur, aussi long que lui, mais encore plus maigre, s'applique à enlever toute âme à cette partie, à la manière d'une mère qui ôte les arêtes au poisson de ses enfants.

Pauvre Forget ! Depuis la balle de match qu'il avait eue à Roland-Garros contre Guillermo Vilas en huitièmes de finale, il n'a quasiment plus rien fait de bon. Trois tours au Queens, puis des défaites d'entrée de jeu à Wimbledon, Gstaad, Toronto. Mauvais pour le moral. Surtout pour un gaucher qui a dû remettre son tennis sur le métier, repartir quasiment de zéro, pour redevenir petit à petit un joueur qu'on prend au sérieux. Et le voilà dans le brouillard contre un fantôme d'adversaire qui brise tous ses rêves.

Alors, bien sûr, il jure. Il s'énerv. Il oublie de monter au filet. Bref, il joue comme un pied. Mais il le reconnaît volontiers. L'important, pour lui, ce n'est pas de perdre. Il lui faut une victoire. Et il va la chercher, un peu à la manière des Américains. En se battant. Comme il ne l'a pas sou-

vent fait. C'est du tennis de série B. Plein de mauvais rebondissements. De services perdus et aussi répris.

Mais au bout de cette dérisoire de match, il y a une promesse, une victoire et la perspective d'un second tour. Contre une autre grande ombre du tennis, le Tchèque Miloslav Meier. Avec le simple espoir de faire un peu mieux.

ALAIN GIRAUDO.

### PRINCIPAUX RÉSULTATS SIMPLES MESSIEURS

(Premier tour)

Mats Wilander (Sué.) n. 2 b. Todd Nelson (E-U), 6-3, 6-1, 4-6, 6-4; Mikolaj Meier (Tch.) n. 1 b. Tim Gullikson (E-U), 7-5, 7-6 (8-6), 6-4; Christo Van Rensburg (Af. S.) b. Jim Pugh (E-U), 6-3, 6-4, 6-4; Sergio Casal (E-U) b. Darren Cahill (Aus.), 6-1, 3-6, 7-6 (7-5), 6-2; Dan Goldie (E-U) b. Marian Vajda (Tch.), 3-6, 6-4, 6-3, 3-6, 7-5; Pavel Slovic (Tch.) b. Ken Carlsen (Sué.), 7-6 (7-3), 6-2, 6-2; Claudio Pistolesi (It.) b. Ulf Stenlund (Sué.), 6-1, 6-4, 6-4; Jimmy Connors (E-U) n. 6 b. Henrik Sundstrom (Sué.), 6-2, 6-2, 6-3; Guy Forget (Fr.) b. Marc Flur (E-U), 6-4, 6-3, 7-5; Thierry Champion (Fr.) b. Emilio Sanchez (Esp.), 1-6, 6-1, 5-7, 6-1, 7-5; Danie Visser (Af. S.) b. Václav Wlodek (E-U), 6-3, 7-6 (7-1), 6-2.

### SIMPLE DAMES

(Premier tour)

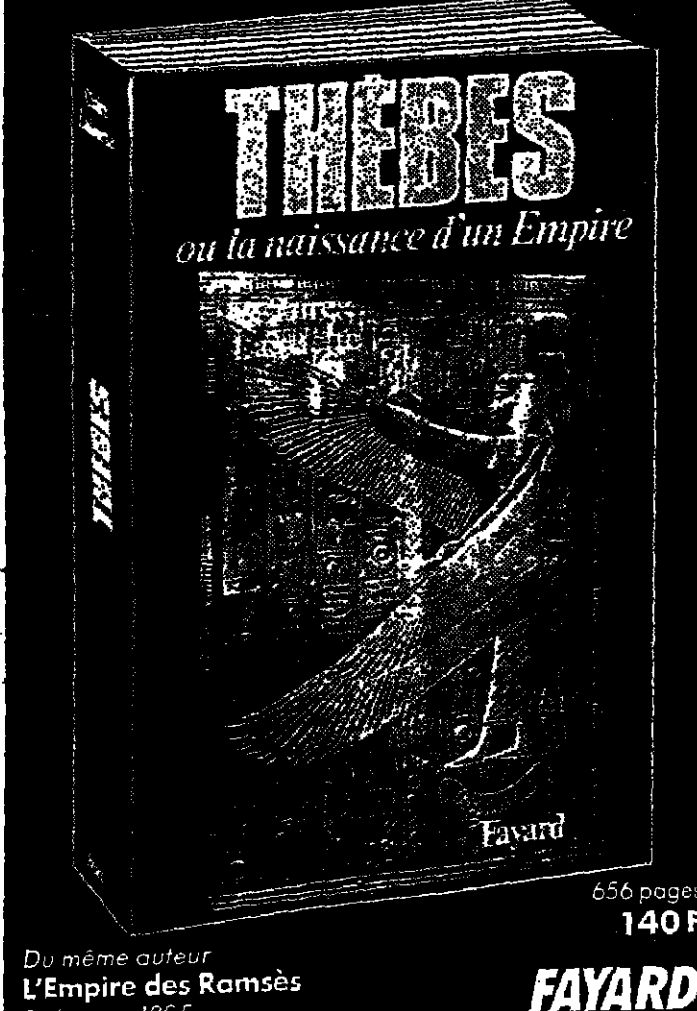
Gabriela Sabatini (Arg.) n. 11 b. Nathalie Tauziat (Fr.), 6-3, 6-2; Chris Evert-Lloyd (E-U) n. 2 b. Barbara Gerken (E-U), 6-2, 6-1; Zina Garrison (E-U) n. 12 b. Joanne Russell (E-U), 6-3, 6-3; Claudia Kohde-Kilsch (RFA) n. 6 b. Christine Jolissaint (Sué.), 7-6 (7-1), 6-2.

La position française sur Eurodisneyland. - Un comité interministériel a fixé, mercredi 27 août, la position du gouvernement sur le projet Eurodisneyland à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Il s'agit de mettre au point les engagements de l'Etat, de les harmoniser avec ceux de la région Ile-de-France et du département de Seine-

et-Marne, notamment en matière de transports et de soutien financier par des bonifications de prêts. Le chef de la délégation française de négociations, M. Jean-René Bernard, a déclaré que la rédaction du contrat prévu avec les partenaires américains va pouvoir commencer - sans toutefois avancer de date pour la signature de ce contrat.

Derrière le répit de l'existence des pharaons, c'est toute l'Egypte de ce temps qui revit, avec ses mœurs, ses croyances, ses activités, ses bonheurs, ses peurs et ses peines.

Michelle Gauthier, Le Figaro.



THEBES  
ou la naissance d'un Empire

FAYARD

556 pages  
140F

De même auteur  
L'Empire des Ramsès  
544 pages 120F

## COMMUNICATION

### L'université d'été de Carcans-Maubuisson

### L'attentisme des acteurs

CARCANS-MAUBUISSON de nos envoyés spéciaux

Il y a trois à table, mais le jeu n'a pas encore commencé pour les acteurs du nouveau paysage audiovisuel qui se sont retrouvés, ce 27 août, à Carcans-Maubuisson. L'attente ? La redistribution des chaînes, le partage du marché publicitaire et le nouvel équilibre à établir entre secteurs public et privé. Les dés ne sont pas jetés, ils continuent de rouler. Comment interpréter la nouvelle loi sur la communication ? Quels seront l'avis du Conseil constitutionnel et la teneur des décrets d'application ? Autant d'interrogations qui retardent encore alliances et stratégies. Chacun se garde bien d'abandonner ses cartes, mais tient aujourd'hui à annoncer la couleur.

Premier concerné, le service public. François-Henri de Virieu, d'Antenne 2, souligne que, pour survivre dans un univers concurrentiel, les chaînes publiques doivent jouer la différence, seule façon de justifier aux yeux des téléspectateurs le paiement de la redevance : « Pourquoi payer si l'on peut voir la même chose ailleurs ? »

Le défi est encore plus grand pour FR 3. Il faut reconquérir l'audience perdue et retrouver l'image d'une chaîne nationale. FR 3 émettra douze heures par jour dès le 21 septembre, déclare Didier Séguret, en rappelant que la chaîne souhaite renforcer sa collaboration avec la presse régionale et s'appuyer sur le budget et les programmes de la Sept, la future chaîne culturelle européenne.

La direction de TF 1, quant à elle, appelle son personnel à une « révolution culturelle » pour préparer la privatisation : « Pour la première fois, des créateurs, des animateurs, des producteurs, des techniciens, des agents administratifs, des journalistes bénéficiant d'un statut très sécurisant vont devoir ensemble gagner leur pain quotidien. »

Côté chaînes privées, on s'efforce de rester optimiste. La « 5 » annonce une nouvelle grille de sept heures de programmes avec de l'information et, surtout, un accord

immédiat avec le cinéma qui permettrait à nouveau la diffusion de films. Le représentant de TF 6 défend la nécessité d'une chaîne thématique musicale, contribution à une relance de l'industrie du disque française.

Mais l'annulation des concessions de la « 5 » et de TF 6 suscite des appétits. M. Jacques Rigaud, administrateur-délégué de la CLT, rappelle la candidature de son groupe à la reprise de la cinquième chaîne. Une candidature à laquelle est associée l'agence Havas - actionnaire de Canal Plus - qui songe à d'autres projets de chaînes payantes. Devant toute accusation de concentration abusive, le directeur général d'Havas, M. Marc Tessier, affirme : « Il faut choisir entre des groupes français puissants ou des extensions françaises de groupes étrangers. » Un raisonnement que Edgar Oppenheimer, le représentant du groupe Hersant - candidat au rachat de TF 1 - reprend à son compte. « La diversification est notre vocation naturelle », affirme-t-il, en se gardant bien d'en dire plus sur les intentions de son groupe.

Reste Canal Plus, qui affiche une belle sérénité. 1,2 million d'abonnés et un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs en 1986 témoignent, deux ans après son lancement, d'une réussite exceptionnelle dans l'audiovisuel français.

P.-A. G. et J.-F. L.

Patrick Poivre d'Arvor rejoint TF 1. - Patrick Poivre d'Arvor annonce dès le 14 septembre, sur TF 1, la nouvelle émission de sports et de variétés intitulée A la folle, pas du tout, programmée le dimanche de 14 h 30 à 17 h 30. Le journaliste, qui fut présentateur du journal télévisé de 20 heures d'Antenne 2 jusqu'au mois d'août 1983, dans laquelle il démissionna (Le Monde du 10 août 1983), annonce jusqu'à présent, et sur la même chaîne, l'émission A nous deux. S'ensuivent, selon ses propres termes, « dans un pleur » à Antenne 2, Patrick Poivre d'Arvor a déclaré ne pas craindre la prochaine privatisation de TF 1. « J'ai une dette », a-t-il indiqué.

## CELIBATAIRES

### voici des rencontres qui vous enthousiasmeront !



La Presse vous dit pourquoi : «... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique... »

«... Cette étude psychologique vise à faire se rencontrer des gens qui soient suffisamment semblables pour se comprendre, mais qui devront être également suffisamment différents pour se compléter... »

LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses... »

LE FIGARO

«... Multiplier les possibilités de choix, infinies dans la vie courante... »

E L I E

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs... »

Ion : une écoute attentive et chaleureuse... Venez nous voir, en direct.

Ion International  
Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT  
Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle Mlle...  
Prénom...  
Adresse...  
N° ION FRANCE (M 19) 94, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. (1) 43.26.70.85 +  
N° ION MIDA-BOULANGER (M 19) 16, r. Nungesser et Coli - 91500 TOULOUSE - Tél. 61.36.41.35  
N° ION BELGIQUE (M 19) 1, rue de la Liberté 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 51.71.30  
N° ION SUISSE (M 19) 12, rue de la Corneille CP 263-1211 GENEVE - Tél. 022 38.01.7776

## Société

Le cinquantenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale

## L'amiral Raoul Castex, stratège et pionnier

Le 14 août 1936, M. Albert Lebrun, président de la République, signe un décret créant le Collège des hautes études de défense nationale, devenu, en 1949, l'Institut des hautes études de défense nationale, l'IHEDN. Les véritables promoteurs de ce collège sont M. Edouard Daladier, ministre de la défense nationale et de la guerre, vice-président du conseil, et l'amiral Raoul Castex, préfet maritime à Brest, commandant la 11<sup>e</sup> région maritime.

Dès 1909, l'amiral Raoul Castex, alors lieutenant de vaisseau, avait déploré le manque de liaisons entre armée de terre et marine. « Il serait bon, écrivait-il dans son étude sur le grand état-major naval, qu'une pénétration intellectuelle réciproque unisse nos deux armées de terre et de mer et que ces deux branches de la défense nationale cessent de s'ignorer. »

La participation aux sessions du Collège d'un certain nombre de fonctionnaires civils constitue à l'époque une innovation plus révolutionnaire encore. L'amiral Raoul Castex, lors de la séance du 29 juillet 1936 du Comité permanent de la défense nationale, est reconnu, par les trois armées, comme l'officier général le plus qualifié pour être désigné à la direction du Collège. Pour cette fonction, en effet, il dispose d'atouts majeurs qui s'ajoutent à son engouement intellectuel : stratège éminent, auteur d'une œuvre considérable et universellement appréciée, observateur lucide des événements et des hommes, grand officier de la Légion d'honneur...

L'amiral Raoul Castex est appelé à Paris le 7 août 1936. Le ministre de la marine, M. Alphonse Gasnier-Duparc, lui propose cette nouvelle fonction, que, d'emblée, il accepte.

De retour à Brest, il prépare d'arrache-pied et dans les moindres détails l'ouverture du Collège. En cela, il est remarquablement aidé par son chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Eugène Noël, dont il fera son collaborateur immédiat. Le 12 août, il rend compte au ministre de la marine de ses vues sur l'organisation et le fonctionnement du Collège. Deux jours plus tard, il y a cinquante ans aujourd'hui, le Collège est officiellement créé. La nomination de son directeur paraît au Journal officiel du 2 septembre 1936, trois ans, jour pour jour, avant la mobilisation générale de 1939, une prémonition de l'histoire.

Le 5 septembre, l'amiral Raoul Castex adresse à son ministre le projet d'un programme d'enseignement qui embrasse la défense sous ses aspects militaires et non militaires (économie, diplomatie, communications, approvisionnement, démographie, etc.).

## Les principes essentiels

La première session (15 octobre 1936-1<sup>er</sup> mars 1937) débute par une conférence d'inauguration dans laquelle l'amiral Raoul Castex rappelle la mission utilitaire de l'institution, l'esprit volontariste qui doit l'animer, l'unité et la totalité de la guerre, l'importance du rôle moral des nations, sa ferme intention, enfin, de rassembler et de faire partager les efforts de chacun. Cette conférence contient les principes essentiels qui, cinquante années plus tard, animent toujours l'IHEDN.

D'abord, « une vue convenable d'une réalité de défense nationale » exige qu'une place soit faite « à chaque corporation responsable » et que soient assurées « entre elle et ses voisines, les liaisons indispensables ». En conséquence, il importe de « réaliser l'union féconde de tous ceux qui participent, à un titre quelconque, à l'œuvre de défense nationale... Tout cela nécessite, naturellement, que l'on se connaisse, que l'on se soit pratiqué, que l'on ait vécu, travaillé, pensé et réfléchi ensemble ». Aux intérêts de premier ordre s'attache donc aux études et aux travaux « effectués en commun ».

S'adressant à ses tout premiers auditeurs, le directeur souligne sa conception du Collège : « Il n'y aura pas d'enseignement à proprement parler, pas de professorat au sens strict du terme », quelqu'un étant seulement « commis à la tâche de prendre la parole sur un sujet donné pour le situer, le définir, pour amorcer le débat, pour remuer des idées à son égard, pour susciter vos réflexions, pour provoquer entre nous des échanges d'idées... Régnera ici un régime très large, très fécond, de libre examen et de discussion indépendante. Chacun s'efforcera de verser au dossier et d'apporter à la masse comme sa contribution, son contingent de faits et de critiques et le résultat de son expérience personnelle ».

Cette première session regroupe trente auditeurs : vingt militaires et dix fonctionnaires civils. Son programme comporte quatre-vingt conférences et la visite des installations des ports de Rouen et du Havre.

La durée des sessions suivantes est portée à cinq mois et demi et le nombre des auditeurs civils de dix à dix-sept. La deuxième session effectuera cinq visites ; la troisième en effectuera dix-huit.

Au terme de chaque session, l'amiral Raoul Castex établit un rapport. Après la première, il note l'importance « de faire pénétrer chez les fonctionnaires civils des départements intéressés l'esprit de défense, ordinairement étranger à leur activité normale et dont ils doivent cependant faire preuve ». La deuxième session lui inspire un commentaire encourageant ; toutefois, dans la fatigue manifestée par les auditeurs vers la fin de la session, il relève l'indice fâcheux... « d'une certaine mentalité de la nation, de notre époque, d'habitudes prises, de contagion d'un moindre effort qui ne serait pas limitée à une certaine classe sociale ».

## Le Collège devient institut

A l'issue de la troisième session, l'amiral Raoul Castex se montre confiant dans les destinées du Collège et souligne l'intérêt des visites qui ont contribué à « développer entre les auditeurs un contact intime et une cordialité susceptible d'avoir dans la suite d'excellents résultats sur les relations de leurs départements respectifs ». Le 15 avril 1939, il quitte la direction du Collège, puis, dans la tourmente de la guerre, le Collège disparaît discrètement. L'amiral Raoul Castex devient commandant en chef des forces maritimes du Nord. Bientôt, on s'élève des raisons de santé pour le placer dans la deuxième section. Il se retire dans la maison familiale de Villeneuve-de-Rivière (Haute-Garonne). C'est là qu'il s'éteint, à sa table de travail, le 10 janvier 1968, après trente ans de retraite active.

Le second conflit mondial démontre la clairvoyance et la perspicacité de l'amiral Raoul Castex. Il confirme que la défense a cessé d'être un domaine réservé aux armées et aux services de l'Etat. Elle concerne tous les secteurs

d'activité et engage l'ensemble des citoyens, à commencer par ceux qui assument des responsabilités, de quelque nature qu'elles soient.

Les dures leçons du passé et une conjoncture lourde de menaces, dont certains ont pris des aspects nouveaux, commandent la renaissance du Collège. Le premier soin du général Charles Mast, lorsqu'il repart la mission de restaurer cette institution, est de venir à Villeneuve-de-Rivière consulter l'amiral Raoul Castex. Fort de son expérience de pionnier, celui-ci lui suggère la répartition souhaitable entre auditeurs civils et militaires : un tiers de militaires, un tiers de civils du secteur public et un tiers de civils du secteur privé. Cette proportion est toujours en vigueur pour les sessions nationales qui occupent leurs auditeurs de septembre à juin, à raison de trois matinées par semaine. L'IHEDN, héritier du Collège, est confirmé par un décret du 30 janvier 1949. Sa première session, en effet, avait débuté le 29 novembre 1948.

En 1954, ont été créées, dans un souci de décentralisation, des sessions régionales qui retiennent leurs participants, à temps plein, pendant quatorze jours répartis sur deux mois environ. Depuis 1983, l'IHEDN organise ainsi cinq sessions régionales par an.

Au total, l'Institut a accueilli plus de neuf mille auditeurs au cours de quelque cent vingt sessions, nationales ou régionales. Ce bilan, prolongé et entretenu par vingt-six associations d'auditeurs et complété par les enseignements de défense dispensés par trente universités et différentes écoles, est, pour une large part, à porter au crédit de l'amiral Raoul Castex, fondateur incontestable, il y a cinquante ans, des hautes études de défense nationale.

En conclusion, rappelons les lignes suivantes extraites d'une lettre manuscrite du général de Gaulle à l'amiral Raoul Castex lorsqu'il fut élevé, en 1939, à la dignité de grand croix de la Légion d'honneur : « Je n'oublie pas ce que ma propre formation a dû à ce que j'ai connu et lu de vous et de vos leçons en fait de stratégie, non plus qu'à l'exemple que vous avez donné par vos services ».

ROLAND GARDEUR,  
conseiller à la direction  
de l'IHEDN.

## Échecs

Douzième partie

## Avant Leningrad



CHAMPIONNAT  
DU MONDE  
LONDRES-  
LENINGRAD  
1986

Les émotions violentes n'étant pas recommandées avant un voyage en avion, Kasparov et Karpov, qui s'envolent ce jeudi 28 août pour Leningrad, ont tranquillement et raisonnablement conclu par la nullité la douzième et dernière partie qu'ils disputaient mercredi soir à Londres.

A la domination exercée par les tours blanches a répondu la paire de fous des Noirs, tapés sur les dernières rangées, après la curieuse manœuvre : 15... Ff5 ; 16... Fb8, et Karpov n'a pas eu grand mal, face à un Kasparov peu belliqueux, à se sortir du désavantage d'avoir un pion doublé. Visiblement, les deux joueurs ont estimé que le partage des points était, pour l'un et l'autre, la bonne solution.

Kasparov, en effet, n'a aucune raison de prendre des risques. Il sort de la première manche londonienne avec un point d'avance (6,5-5,5). Avec deux en réalité, puisque le règlement lui permet de conserver son titre si le score final est nul (12-12).

Quant à Karpov, il s'en sort bien lui aussi, ayant échappé à un retard quasi insurmontable de trois points si Kasparov n'avait glané une victoire certaine dans la deuxième partie. Pour beaucoup, la semaine d'interruption avant la reprise du match à Leningrad, est une aubaine pour lui (Kasparov a toujours protesté contre un repos forcé : « Il ne faut pas sept jours pour se remettre d'un vol de trois heures... ») et, plus Soviétique qu'il n'est possible de

l'être, Karpov devrait se sentir mieux « au pays » que le cosmopolite Kasparov.

Cependant, un regard sur le déroulement du précédent match de 1985 ne plaide pas en sa faveur. Alors que le score était à égalité (5,5-5,5), c'est-à-dire que c'était lui, alors tenant du titre, qui avait un point d'avance, il perdit trois fois dans les douze dernières parties et ne gagna qu'une fois. Est-ce en tenant compte de ces éléments que les bookmakers de Londres donnent imperturbablement Kasparov favori à un contre quatre (une mise !), contre Karpov à quatre contre un ?

B. d. C.

Blancs : KASPAROV  
Noirs : KARPOV  
Douzième partie

Gambit de la dame refusé

1. e4	d5	18. Ff2	Cb6
2. e4	d6	19. Cc6+ (21) Dc6	Dc6
3. Cc3	Ff7	20. Dd4	Fb7 (20)
4. Cc3	Cb6	21. Dc6	gxf6
5. Ff5	h6	22. h3	h5
6. Fxc6	Fxc6	23. g3	Fxc3
7. d3	g4	24. Fd3	Td7
8. Td1	g5	25. Tg6	Rg7
9. Fd3	Cf7	26. Ff2	Ff5
10. e4	dxc3	27. h3	Ff6
11. Fg4	e5	28. Td6	Td8
12. Dd2	a6	29. Rg2	Ff7
13. Td4	cxd4	30. Td2	h4
14. Cc4 (13)	Dd7	31. g4	Dc6
15. Cc4	Ff2	32. h4xg4	a5
16. Cc3	Ff6	33. f4	Td8
17. Dd2	h5	34. Tc8	Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

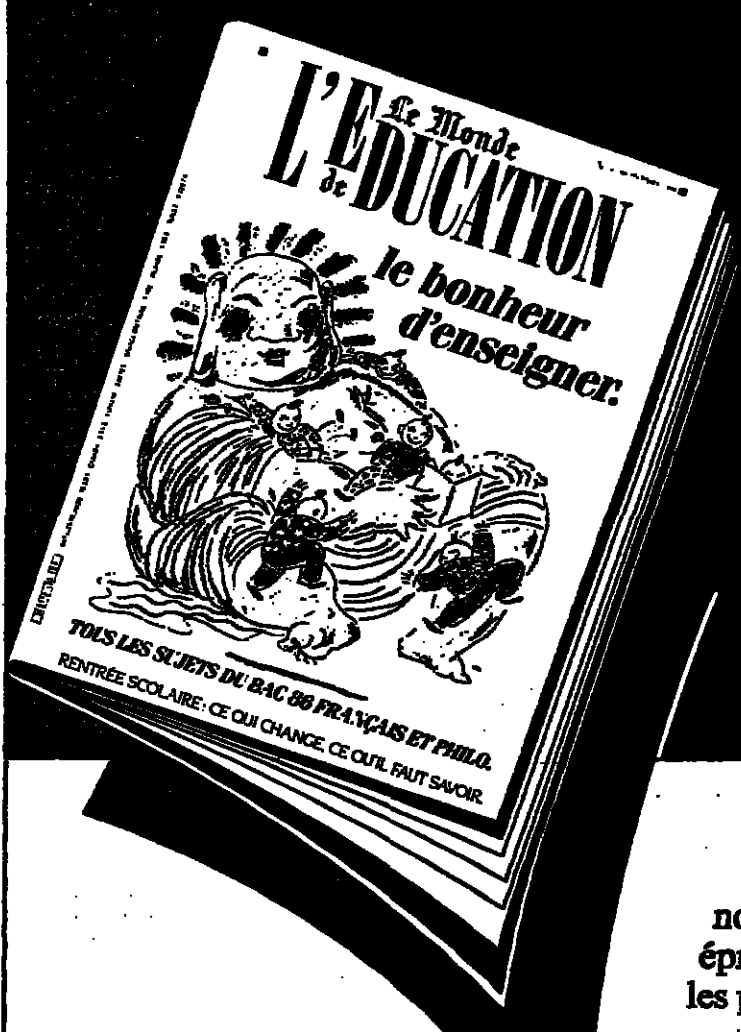
## Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB

Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité :

45-55-91-82, poste 4196



## LE BONHEUR D'ENSEIGNER

Des profs heureux ? Cela existe. *Le Monde de l'éducation* les a rencontrés. Ils sont plus nombreux qu'on veut bien le dire. Ce mois-ci, ils témoignent de la satisfaction qu'ils éprouvent à exercer leur profession. Ils racontent leur itinéraire professionnel et expliquent les plaisirs du métier.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : • Les sujets du bac 86 : en français et en philo, dans toutes les sections et dans toutes les académies, les sujets de la dernière session. • Spécial rentrée : par niveau scolaire, ce qui va changer, ce qu'il faut savoir. • Devenir baby-sitter : les adresses pour se faire connaître. Les trucs pour réussir.

Numéro de septembre, 13 F chez votre marchand de journaux

Le Monde  
L'ÉDUCATION

مكتبة الأمل



Echecs

Avant  
Leningrad

هكذا من الأصل

Le Monde • Vendredi 29 août 1986 11

## Le Monde DES LIVRES

### LA RENTREE LITTERAIRE

Jean Vautrin  
vide son sac

LES vrais écrivains font des livres qui leur ressemblent. Lorsqu'on vient de lire la Vie ripolin et qu'on rencontre Jean Vautrin, on ne peut qu'être frappé par cette évidence : dans le roman et chez le romancier, il y a la même force, massive et sans détour, la même sensibilité aiguë qui fait son miel et ses larmes de toutes les beautés du monde et de toutes ses vilénies, la même attention, tendre et tendue, à l'existence de ceux qui vous entourent, le même humour enfin qui fait danser ces yeux clairs, et qui est l'arme suprême de la pudeur, le refuge où l'on s'abrite quand la vie est décidément trop bête, trop moche, trop injuste, et que le ripolin bave des couleurs à hurler.

Ce roman, il y a longtemps que Jean Vautrin savait qu'il l'écrirait, mais, explique-t-il, « j'avais décidé de ne pas céder à la tentation autobiographique avant d'avoir publié une dizaine de livres ». Ce qu'il a fait. Vautrin n'est pas un homme à caprices ou à toquades. Un jour, il y a une quinzaine d'années, il a décidé d'abandonner une carrière de réalisateur de cinéma qui marchait bien - il venait de tourner *Adieu l'ami*, le premier film français avec Charles Bronson - et de devenir écrivain. Parce que le cinéma est tellement lié à l'argent qu'il transforme en artifice la vie de ceux qui le fabriquent : « Qui

aurait pu dire que de telles activités avaient à voir avec l'invention de la vie ? Charlie n'inventait plus la sienne. Il ne la révélait plus. Il la calquait sur les stéréotypes imbéciles d'une peuplade à lunettes fumées qui confondait l'éclat du soleil avec l'incandescence des lampes à arc, et la naissance du désir avec une scène en champ contre-champ. Bref, il commençait à s'emmerder. »

#### Le désarroi et la fête

Vivre une fausse vie, perdre le contact avec la réalité des êtres et des choses, tricher avec l'amour, avec le rêve, avec l'enthousiasme, avec la colère, c'est la hantise de Jean Vautrin. Plus que le « sujet » de la Vie ripolin - un roman à-t-il un sujet ? - cette hantise en est le mouvement, la source intarissable. Voici un homme qui cherche à soulever sa vie, à la parer chaque jour de couleurs nouvelles, coincé entre l'image d'un père qui ne lui a jamais parlé et la présence d'un fils autiste, dont il réagit vainement la première parole et dont il n'entend que les hurlements brisés.

Sous une autre plume que celle de Vautrin, la peinture de cette existence déchirée aurait pu prendre d'affreuses couleurs de mélodrame.

PIERRE LÉPEAPE.

(Lire la suite page 14.)

Sébastien Japrisot  
entre femmes et cinéma

SE nomme-t-il Vincent, Tony, Francis, Edouard, Frédéric, Maurice ou Christophe ? Qu'importe. Il est « tous » à la fois, sans doute, ce jeune homme aux prénoms multiples dont la vie est tracée par huit témoignages. Huit femmes qui l'ont rencontré, et aimé, le racontent, avec leurs mensonges et les siens - différents pour chacune mais jamais radicalement opposés, - leurs fantasmes, devenus, par leur récit, vérités.

Elles sont toutes folles de lui - au sens propre pour Marie-Martine, censée avoir recueilli les autres témoignages et restituer l'histoire, depuis l'asile où on l'a enfermée. « Mélo » ou déjà clin d'œil ? Sur le héros de cette *Passion des femmes*, le nouveau roman de Sébastien Japrisot, on n'a que quelques certitudes : il est beau, il aime les femmes, et elles le lui rendent bien ; il ne peut pas avoir commis le crime - viol et meurtre - pour lequel il a été condamné à perpétuité. C'est pourquoi il s'évade, à l'aube de la seconde guerre mondiale, de sa prison, une forteresse située sur un îlot entre La Rochelle et Oléron, près d'un « Saint-Julien-de-l'Océan », inconnu sur les cartes... Drôle de village, si l'on en croit les descriptions bizarrement contradictoires de ses habitants.

Il faut d'urgence « prendre en marche » l'imagination de Japrisot pour, en quatre cents pages menées tambour battant, grappiller encore un petit morceau d'été, d'humour et de folie sur l'automne, l'esprit de sérieux et la réalité qui, déjà, prennent toute la place. Tony-Edouard etc. (disons Christophe, puisque Marie-Martine, son avocate, affirme que c'est là son « véritable » prénom). Christophe donc, est un mélange détonnant - et instable - d'Ulysse mâtiné de Barbe-Bleue.

Dans son Odyssée pour retrouver Pénélope (Constance) et revenir à son point de départ (la forteresse), il rencontre huit femmes... Mais c'est lui qu'on enferme dans un cabinet noir, qu'on tue. Et qu'on manque, au moins provisoirement, car la dernière balle est la bonne. Quoique... gare aux ultimes rebonds... En somme, un Barbe-Bleue piégé, et, sans doute, un Ulysse en chambre noire.

A toutes les femmes de Christophe, Sébastien Japrisot a donné

un ton, un style, un « rôle ». Chaque fait un splendide numéro d'actrice. Au fond, la *Passion des femmes* est sans doute l'autobiographie rêvée d'un « dingue » de cinéma. Christophe lui-même est un cinéphile fou et son périple, un vrai film américain des années 40, une de ces vieilles « toiles » qu'on revoit à loisir.

#### Casablanca et le Troisième Homme

Ne citons que le bordel français au décor hollywoodien, la croisière, pendant la guerre, en compagnie d'une star, Frou-Frou, sur le yacht *Pandora*, qui fait escale à Casablanca, « ville mystérieuse avec des gens de tous bords qui chantent la Marseillaise dans les boîtes de nuit chaque fois que se pointe un uniforme boche », les allusions à *Jeanne d'Arc* avec Ingrid Bergman, et enfin l'hommage à *Troisième Homme* quand Christophe passe par Vienne. « Une nuit, raconte un magistrat, les Britanniques finissent par l'attirer dans un piège, le traquent au fond des égouts. Il fuit de souterrain en souterrain, cerné de toutes parts... »

Entre les mensonges de Caroline, l'« instit » coincée, les goûts de luxe et de littérature de la magnifique Belinda, petite pute dans un bordel minable de la côte atlantique, qui se fait entraîner de charme dans un lupanar somptueux, entre la raideur de « psy » d'Esmeralda, la sensualité de Yoko et les désirs des autres, on ne saurait s'ennuyer un instant.

Et, au dernier chapitre, on vient à regretter que, en habitué du roman policier, Japrisot se dise que tout mystère doit être éclairci, que toute folie a un coin de réel, toute histoire un dénouement, même les contes de fées. Ici, tout ne finit pas bien pour Christophe, mais tout va à merveille pour le lecteur, qui s'est si bien laissé prendre. Comment ? Vous le saurez en lisant Japrisot. Mais, silence... le générique défile.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LA PASSION DES FEMMES de Sébastien Japrisot, Denoël, 410 p., 108 F. Demain réédite *Compartment deux*, qui, en 1962, a révélé Japrisot comme auteur de roman policier, et *Fiège pour Cendrillon* (1962, Grand Prix de Littérature policière) (chaque livre 88 F.).



BÉRÉNICE CLEEVE

Bertrand Poirot-Delpech

Presque deux cents romans français au rendez-vous de la rentrée. Un peu moins que l'an dernier, mais de quoi satisfaire les plus voraces. La saison s'ouvre avec Patrick Modiano, très attendu, et avec deux transfuges du « polar », Jean Vautrin et Sébastien Japrisot.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Dimanches d'août, de Patrick Modiano

### Un diamant gros comme le Négresco

CHACUN roman de Modiano porte la marque d'un site particulier. C'est ce qui les distingue les uns des autres, et les réunit. Il y a eu les *Boulevards de ceinture*, une ville d'eaux alpine dans *Villa triste*, Biarritz pour *Livret de famille*, un Paris d'impasses et de palissades dans *Quartier perdu*. Les lieux sont choisis en général pour leur charge de mystère, de morosité, de fausse fête. Il doit s'y être passé de drôles de choses, si possible pendant la guerre, mine à soupçons.

Les bords de Marne et Nice en hiver manquaient à cette géographie de l'entre-chien-et-loup. Demeures aux airs pompeux et aux origines équivoques, crépus de pâtisseries rances, enseignes d'ambre solaire grinçant sous la pluie : les décors de *Dimanches d'août* sont modianoques à souhait.

La Marne, d'abord. Nous sommes du côté de Chennévières. L'eau du fleuve est si bouseuse et beige que les Chris-Craft ne peuvent décoller leur museau d'acajou. Mais une villa et son estacade privées singent la Riviera. Une riche sexagénaire élèveuse de trotteurs évoque, de sa voix rauque, les dessous du voisinage. Il paraît que les résidences alentour ont été bâties par les demi-mondaines du début du siècle. Le cinéma d'avant-guerre y tenait ses quartiers, à cause des proches studios de Joinville. Jules Berry paraît gros, au Tremblay. Aimos, le prolo lunaire de *la Belle Equipe*, y habitait, avant de mourir sur les barricades de 1944, non d'une belle perdue, comme on l'a dit, mais, selon la sexagénaire, parce qu'il en savait trop sur les compromissions de certains résistants de fraîche date. Ce serait le génie de ce lieu cafard de susciter le crapuleux, le noirâtre, la poisse.

Le fils de la maison, en tout cas, n'est pas net. On ne sait trop ce qu'il fait de ses dix doigts boudinés. A-t-il du sang russe ? Des truauds de cinéma à souliers de daim lui proposent des affaires louches. Ainsi d'un diamant nommé « la Croix du Sud », offert à la moitié de son prix. Le fils de l'élèveuse compte le donner temporairement à sa femme, Sylvia, une belle mystérieuse à taille fine et jupe rouge, dont le romantisme consiste à suivre le moins filou de la bande, comme souvent dans les romans policiers d'occasion.

Le sauveur, ici, sera le narrateur, un photographe venu à Chennévières pour réaliser un album sur les plages de la Marne. Après un déjeuner chez l'élèveuse rauque, qui l'a initié aux secrets des riverains, le « je » du livre se retrouve à Nice, nanti de Sylvia et de son diamant gros comme le Négresco. J'oubliais : avant de gagner la Méditerranée, ils ont enjambé les baigneurs de La Baule, un dimanche d'août. Ce moment d'anonymat embourbé d'huile solaire restera pour eux le souvenir primordial par rapport auquel les couples ont coutume de mesurer leurs instants de bonheur.

LES choses vont en effet se gêner, une fois sur la Côte. Le mari de Sylvia veut rentrer en possession, non de sa femme, cadet de ses soucis, mais du bijou. Il met sur la piste du couple des individus de son acabit, marchands de manteaux à la sauvette, parfumeurs au curriculum indéfini, anciens grooms, croupiers en cavale.

Sylvia et le narrateur sont des proies faciles : de ces distraits qui vont au-devant des menaces, qui se trompent de dangers. Ce n'est pas que l'amour les aveugle : on les sent ternes par des liens doux mais ténébreux et amollis, suspendus à la vente problématique de leur trésor. De leur pension meublée, aux odeurs de mois, ils s'imprègnent étourdiment des mystères nîçois. Immobiles dans des lieux de passage, ils allongent la liste des exilés et irréguliers dont la ville a toujours été le refuge. Ils rêvent devant les palais d'opérette aux façades fanées. Il leur plaît, que gens et choses sortent de passés fumeux, truqués, transformables.

Un ménage, les Neel, incarne l'imprécision dont ils se repaissent. On ignore d'où viennent ces Américains aux accents parigots, ce qu'ils veulent. Entrants, mielleux, ils font l'effet de faux époux comme en réunissent les histoires d'espionnage. N'était leur âge, on pourrait les prendre pour les parfumeurs du même nom, amis d'un certain Léandri, condamné en 1948 pour intelligence avec l'occupant. (Pas de roman de Modiano sans remontée dans l'invérifiable par excellence : la fange de la collaboration !)

(Lire la suite page 14.)

MARIE-CONSTANCE OFFRE SES SERVICES  
COMME LECTRICE DE  
MARX, SADE, PEREC ET  
LES AUTRES... À DOMICILE

RAYMOND JEAN  
LA  
LECTRICE

UN ROMAN SAGACE

ACTES  
SUD  
DIFFUSION PUF



12 Le Monde • Vendredi 29 août 1986

# LA RENTREE LITTERAIRE

ROMANS FRANÇAIS

## Le rendez-vous des habitués

L'AUTOMNE de 1986 se veut un peu plus sage que le précédent — dix titres de moins, — mais on « flirte » toujours avec les deux cents, et les « sacrifiés » sont surtout les premiers romans (voir notre encadré). Alors, on reste souvent sur une impression de « déjà vu ». On n'a pas entendu cette année — contrairement à la dernière rentrée, avec Bianciotti, Braudeau et Queffelec — la rumeur du milieu littéraire annoncer dès la mi-août, même dans le désordre, le tiercé gagnant des prix. Dans ladite rumeur, un nom revient souvent, celui de Jean-Edem Hallier (*L'Evangile du fou*, Albin Michel), dont on vante les qualités de style, propres à vaincre la désastreuse réputation du personnage. Albin Michel compte évidemment sur le succès de ce roman, mais il a aussi ses « habitués », comme Muriel Cerf,

que notamment le deuxième roman de Bernard Sichère (*la Gloire du traître*), un livre posthume de Conrad Detrez (*la Mélancolie du voyageur*), Régis Jauffret (*Cet extrême amour*) et Marcellin Pleynet (*Prise d'otage*). Chez Gallimard, des habitués — Modiano (*Dimanches d'août*), Quignard (*le Salon du Wurtemberg*), Labro (*l'Etudiant étranger*), des nouveaux venus — Annick Geille autrefois chez Grasset (*la Voyaguse*), Christian Giudicelli, venu du Seuil (*Station balnéaire*), Jack-Alain Léger venu de Flammarion (*Wanderweg*), — le second roman de Jean-Denis Bredin (*l'Absence*) et le troisième de Pierre Bergounioux (*la Bête farouche*).

Flammarion retrouve notamment Pierre Vilbreau pour son second livre (*Portrait de Frédéric*), Clarisse Nicolaiski (*Frères*

Jacques Lanzmann et le *Cœur de la nuit* de Jacqueline Dauvois (qui signait jusqu'alors Brullier).

Odile Jacob, dont c'est la deuxième rentrée seulement, publie pour la première fois de la fiction, un roman « ethnologique historique », *le Tombeau du Soleil* de Philippe Laburth-Tolra. Alors que Julliard se contente de trois titres, dont le troisième roman de François Tallandier (*Benoit ou les contemporains obscurs*), Laffont talonne en quantité Gallimard avec treize titres contre seize, parmi lesquels *Qui se souvient des hommes* de Jean Raspail, *Il fait beau à n'y pas croire*, d'Anna Giel, *l'Irlandaise* de Denis Tillinac.

Au Seuil, l'un des trois « grands » dans la course aux prix d'automne, on affiche Van Cauwelaert (*les Vacances du fantôme*), Natacha Michel, bizarrement refusée par Gallimard (*Impostures et séparations*), France Huser (*la Chambre ouverte*), Claude Delarue, qui a quitté Balland, (*la Mosaique*), Pierre Schneider (*Plaisir extrême*). Pour les prix, Stock semble beaucoup compter sur Henri Coulonges (*les Frères moraves*).

Mimuit suit François Bon (*le Crime de Suzon*) et Jean-Philippe Toussaint (*Monstres*, en fait son premier livre et le second publié), Mazarine Alexis Lecaye (*Philippe*) et le nouveau Vautrin (*la Vie Ripolin*), le Mercure de France, Nicolas Bréhal (*l'Enfant au souffle coupé*). Maryse Condé, auteur de *Ségou* 1 et 2, quitte Laffont pour le Mercure. Chez Ramsay, Alice Farrow fait paraître son second livre, *Vital Palace*, et on retrouve notamment Copferman (*l'Arpentuse*) et Thieuloy (*Claire Croix*). Olivier Orban donne un nouveau roman de Vindan Radoman *les Déposés*, et Pion a un Vercors (*le Tigre d'Anvers*).

Les jeunes ou petits éditeurs — ils sont souvent les deux à la fois — font le choix — très explicite chez Bernard Barrant — par exemple avec *Georgette* de Farida Belghoul — de publier un ou deux romans seulement : par exemple *Une autre vie* de Luba Jurgenson, (Lieu commun), *Yasmina* d'Isabelle Eberhardt (Liana Lévi), *la Porte fautive* d'Alfred Hart (Maren Sell), *la Résolution de Tertullien* d'Alain Arnaud (Le Cerf), *Evelina*, de Christophe Claro (Arléa), *Un vrai conte de fées*, d'Éliane Thielland, 12, rue Thérèse qui rit quant on la baise, de Michèle Blondel (Régine Deforges), *Lettre au voyageur*, de Nana Mior, *l'Impossible naissance*, de Jacqueline Merville (éditions Des Femmes). Quant à Paul-Otschakovsky Laurens, il continue, imperturbable, sa politique de fidélité aux auteurs qu'il a scrupuleusement choisis : cet automne, on retrouve Danielle Salenave avec *la Vie fantôme*, Jacques Géraud avec *Jérôme* et Michel Masière avec *le Droit Chemin*.

Jo. S.

### « Cette néfaste clairvoyance »

Dans la NRF de septembre, Cocteau fait sa rentrée avec des aphorismes réunis sous le titre : *Cette néfaste clairvoyance*. Des pensées toujours aussi noires domestiquées par un style toujours aussi souverain. En voici quelques-unes :

« Avoir froissé toutes les formes de déchéance, y compris la réussite. »

« On ne possède aucune lettre de Shakespeare. N'en a-t-il écrit aucune ? On aurait aimé entendre Hamlet se plaindre de l'abondance du courrier. »

« Après avoir fait le tour de ceux qu'on devrait jalouser, constater

qu'on n'aimerait changer son sort contre celui de personne. Tout le monde réagit ainsi. Comment expliquer alors que l'envie soit la plus violente et la moins usée des infirmités ? »

« Sur une planète gangrénée, on devrait s'abstenir de faire des projets, mais on en fait toujours, l'optimisme étant, on le sait, un tic d'agonisant. »

« Chacun s'agrippe comme il peut à sa mauvaise étoile. »



BÉRÉNICE CLEVE

Berenice Cleve '86

LETTRES ÉTRANGÈRES

## Le domaine des valeurs sûres

Les jurés de nos prix littéraires, n'ayant sans doute pas assez à lire avec les deux centaines de romans français de l'automne, ont, semble-t-il, décidé d'attacher à leurs jurifications la centaine de romans étrangers — cent quatre exactement cette année, dix de moins que l'an dernier, mais soixante-quatre de plus qu'en 1980 — publiés à la rentrée. Il y eut le Médicis étranger, puis, l'an dernier, le Fémina. Sans que l'on sache vraiment si ce genre de récompense fait réellement vendre les lauréats, elle n'entretient pas moins un petit climat de compétition qui anime un secteur habituellement plus calme à cette époque.

Ne nous y trompons pas, toutefois : dans ce domaine peu propice aux engouements de surface, les classiques demeurent les valeurs les plus sûres. On parlera donc peut-être davantage de Doris Lessing et du *Terroriste* (Albin Michel), de l'Indien R. K. Narayan et du *Professeur d'anglais* (Acropole), de Nina Berberova (*le Laquais et la Putain*) dont Actes Sud vient d'obtenir les droits mondiaux, de Lars Gustafsson dont on publie deux livres, *la Véritable Histoire de Monsieur Armand* (Alinéa) et *les Trois Tours de Bernard Foy* (Presses de la Renaissance), ou encore (et surtout) de Vladimir Nabokov dont les éditions Rivages ont obtenu en première mondiale *l'Enchanteur*, un roman écrit en 1939 et qui est le brillant prétexte au célèbre *Invitation à un voyage* de Lollia.

Mais on parlera peut-être moins de Gina Lagorio dont on n'avait encore traduit que la superbe *Tosca des chats* et dont on publie cette année *Hors-Scène* chez le même éditeur (Lunaire-Ascol), ou d'Elly Weit et de Joseph Savary par ses frères, qui est pourtant l'une des plus belles réussites de ce qu'il est convenu d'appeler l'école juive américaine, (Sylvie Messinger), ou d'un magnifique roman catalan, *Bearn*, de Lorenzo de Villalonga (Acropole).

Il est vrai que cette rentrée est riche en valeurs sûres — du moins si l'on a confiance dans la signature des auteurs. Entre *Faut être Nègre pour faire ça*, seize nouvelles inédites de Chester Himes (Lieu commun), *Ressac* de Martin Walser (Laffont), *le Livre de Blam* d'Alexandre Tisma

(Julliard-L'Age d'homme), *Ramasse-vieilles* de Juan-Carlos Onetti (Gallimard), *le Vin de la jeunesse* de John Fante (Christian Bourgois), *Caracole* d'Edmund White (Albin Michel), *le Scorpion*, de Paul Bowles (Seuil), *les Années du crépuscule* de Sawako Ariyoshi (Stock) ou l'étonnant *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* de John Hawkes (Rivages), on ne manque ni de déjà classique ni de toujours moderne.

Les amateurs de découvertes et de perles plus rares pourront se tourner vers *Bethsabée* de Torgny

encore vers trois écrivains dont on aimerait — à la lumière des traductions qui en paraissent — avoir lu tous les livres : Mario de Sa-Carneiro, un Portugais mort en 1916 et dont on publie *la Confession de Lucio* (la Différence) ; Eduardo Mendoza, un écrivain catalan qui a écrit *La vérité sur le cas Savolta*, un merveilleux roman policier sur fond de Barcelone anarchiste des années 1917-1919 (Flammarion) ; enfin, Botho Strauss, avec *le Jeune Homme* (Gallimard), qui ressuscite la veine la plus noire et la plus fiévreuse du conte romantique allemand.

### La fortune en écrivant

Les prix littéraires de la session d'automne seront les premiers à bénéficier de l'exonération fiscale de la totalité de leur montant, décidée par le ministre de l'économie, Edouard Balladur (*le Monde* du 30/7/1986).

Cette mesure aura des répercussions considérables pour les prix les plus dotés. Il s'agit principalement du prix Marcel-Proust, récompensé de la somme de 50 000 dollars, qui sera décerné à Cabourg le 27 septembre, et du prix Paul-Morand, dont le vainqueur se verra remettre un chèque de 300 000 francs en décembre. De quoi se retirer quelque temps de la vie active pour réfléchir tranquillement à un prochain roman...

Trois autres prix sont dotés, chacun, de 50 000 francs : le prix Paul-Léautaud (7 octobre), le Grand Prix du roman de l'Académie française (début novembre) et le Grand Prix national des lettres, attribué en décembre par la direction du

livre. Mais cette décision n'aura que peu de conséquences pour les lauréats des prix les plus convoités du monde littéraire. Le prix Goncourt (1) ne rapporte à l'auteur élu qu'un chèque de 50 francs (qui n'est, bien entendu, jamais endossé). Le prix Renaudot donne lieu à une invitation à déjeuner chez Drouot, l'arnéa suivante. Les prix Femina et Médicis ne sont dotés respectivement que de 4 500 et 5 000 francs. Quant au prix Interallié, tout comme le Prix des libraires, il ne rapporte que la gloire... ou presque, car si tous ces prix sont si recherchés c'est qu'ils assurent, en principe, de forts tirages, donc d'importants droits d'auteur. Qui ne sont pas, eux, exonérés d'impôts...

S. T.

(1) Les prix Goncourt et Renaudot seront décernés le 17 novembre ; les prix Médicis et Femina, le 24 novembre ; le prix Interallié, le 2 décembre.

Lindgren, écrivain suédois dont on avait traduit l'an dernier *le Chemin du serpent* (Actes Sud), vers la *Ladra* de Mario Tobino, un « grand » d'Italie encore inconnu en langue française (Alinéa), vers Paule Marshall et son *Ile de l'éternel retour* qui devrait imposer cette grande romancière noire américaine (Balland), vers Annie John, de Jamaica Kincaid, une autre américaine, originaire, elle, des Petites Antilles (Belfond), ou

(*Dramma per musica*), Pierre-Jean Remy (*Une ville immortelle*) et Hubert Haddad (*Perdus dans un profond sommeil*), un auteur encore trop méconnu. Les « habitués » sont aussi au rendez-vous chez Calmann-Lévy, où on a malheureusement le sentiment de voir chaque année la même rentrée : Depland (*les Noces de l'été*), Aproz (*Dix mille jours*), Chabaud (*la Consultation*).

Chez Balland, on retrouve Patrick Reumaux (*le Visiteur de Gondal*) et Olivier Poivre d'Arvor (*Côté cour, côté cœur*). Chez Actes Sud, Raymond Jean (*la Lectrice*) et Baptiste Marrey (*Elvira*). Chez Acropole, Fernando Arrabal (*Toi, tu courras dans le soleil*), chez Belfond, Cavanna (*les Fosses caroline*). Quant à Ahmed Zitouni, il quitte Laffont pour donner à Belfond son second roman : *Aimez-vous Brahmin ?* Toujours dans le groupe Belfond, on trouve au Pré aux clercs un roman d'Edgar Faure *l'Archange empourpré* ; aux Presses de la Renaissance *Tendres condoléances* de Philippe Madral, et chez Sylvie Messinger le *Baron sauvage* de Jacques Jaubert, les *Parapluies sauvages* de Bruno Bontempelli.

Denoël affiche une rentrée fournie, tout comme Gallimard — mais dans la « grande maison » c'est plus habituel. Chez Denoël, aux côtés du nouveau Japrisot (*la Passion des femmes*), on remar-



هنا امتحان

## Naissance des éditions Maren Sell

On a beau mettre en avant les difficultés de l'édition, chaque année on presque quelqu'un veut tenter l'aventure. Aujourd'hui, c'est Maren Sell, cofondatrice de Lien commun en 1980, qui crée Maren Sell & Cie, « un éditeur européen pour donner à découvrir l'Europe des écrivains ». « Européenne je le suis vraiment, dit-elle. Née en Allemagne, danoise par mon père, polonaise par ma mère, je vis en France depuis 1968. »

Les livres, depuis longtemps, sont sa passion, et l'édition un vieux rêve. Persuadée que dans la littérature européenne « il y a encore des trésors à exhumier », elle aime à fureter chez les petits éditeurs de l'Europe entière. C'est ainsi qu'elle a découvert, en Allemagne, les très beaux textes de Milena publiés sous le titre *Vivre par Lieu commun*. Traductrice, auteur de deux romans (*Mourir d'absence*, Grasset, et *L'Amour d'après*, Belfond), éditeur depuis six ans, Maren Sell lance donc son propre bateau, avec une petite équipe - Françoise Ducout, critique littéraire à *Elle*, Muguette Vivian, et Georges Flouret, qui prend en charge l'administration. Les livres de Maren Sell & Cie sont distribués par la SODIS et diffusés par Philippe Lebaud.

« Nous voulons, Philippe Lebaud et moi, créer une association, *Les liens du livre*, précise Maren Sell. Nous souhaiterions réunir cinq petites maisons, publiant environ dix livres par an, ce qui est mon cas, et pouvoir engager un directeur commercial. Dans une indépendance éditoriale totale, nous pourrions partager l'infrastructure et ainsi fonctionner comme une grande maison. »

Dès septembre, sous une élégante couverture bleue, illustrée différemment pour chaque livre, Maren Sell & Cie sort *La Porte fautive*, d'Alfred Hart, premier volume d'une saga retraçant l'ascension sociale d'une famille piémontaise. Viennent ensuite *Ailes de plomb*, un roman chinois de Zhang Jie, et, symbole de la vocation européenne de la maison, des entretiens entre Françoise Giroud et Günter Grass, *L'Allemagne et la France, un couple pour l'Europe*.

Jo. S.

Les éditions Complexe sortent en septembre les premiers volumes d'une nouvelle collection littéraire : « *Le regard intérieur* ». Pour André Versaille qui dirige cette collection, il s'agit de s'interroger sur les mécanismes de la création littéraire en rassemblant des textes d'écrivains inspirés par d'autres artistes, accompagnés de préfaces importantes dues à d'autres créateurs.

Jeux de regards sur l'art d'écrire qui nous vaudra un recueil d'écrits d'Oscar Wilde, *Le Déclin du mensonge*, avec une préface de Dominique Fernandez ; un autre de Julien Gracq sur Proust, Stendhal, Balzac, Flaubert et Zola. Suivront Barbery d'Aureville « contre Diderot », Léon Bloy sur J. K. Huysmans, Maurice Blanchot sur Sade et Restif de La Bretonne, Baudelaire sur Delacroix, Thomas Mann sur Don Quichotte, Guy de Maupassant « pour Gustave Flaubert », Jean Paulhan sur Sade encore, puis sur Paul Valéry, ou la littérature considérée comme un faux.

P. L.

## HISTOIRE

### Toujours la vague des biographies

L'histoire a beau être, comme le disait Hegel, la science du malheur des hommes, elle continue à attirer un public considérable et insatiable. On peut s'étonner, après la quatre-vingt-quatrième biographie consacrée à Talleyrand, que les lecteurs en redemandent alors qu'il n'y a plus grand-chose d'intéressant à découvrir sur le personnage ; mais c'est sans doute comme ces vieux films dont on ne se lasse pas, bien qu'on en prévoit chaque image.

Nous aurons donc à la rentrée une belle ration de biographies, savantes ou dilettantes, compilatoires ou interprétatives : un *Marc Antoine* de François Chamoux (Arthaud-Flammarion) et une *Séraphine de Senlis* d'Alain Vircondelet (Albin Michel), une *Vie de Breughel* (Henri Bocquet, chez Denoël) et une autre d'*Elisabeth de Belgique* (Myriam Dauby, chez Fayard). Une *Madame Récamier* de Françoise Wagener (Lattès) fera heureusement pendant à *Madame Simone*, de Jacques Paget (Mercure de France). *Louis XIV* (par François Bluche) affrontera une nouvelle fois *Fouquet* (par Daniel Dessert) dans la même maison d'édition (Fayard), et sous l'œil de *Molière* (par Francine Mallet, chez Grasset).

Parmi les documents, les témoignages et les évocations, on retiendra pour l'instant l'étonnant journal de Joannes Caton, une déportée de la commune à l'île des Pins (France-Empire), *la Vie quotidienne des anarchistes* par André Nataf et celle des cours pontificaux par Jacques Heers (tous deux chez Hachette), ainsi que *le Parti des patrons*, une his-

toire du CNPF présentée par Henri Weber et qui est tout autant une étude politique qu'une analyse historique (Le Seuil).

Parmi les grandes études, précisément, on attend le second volume de *l'Identité de la France* de Fernand Braudel, qui aura pour titre *Les Hommes et les Choses* (Arthaud-Flammarion). Mais cette fresque ne saurait faire négliger les autres : *l'Histoire de la pudeur de Charlemagne à nos jours* de Jean-Claude Bologne (Orban), *Chercheurs de trésors et Jeteuses de sort à Naples au XVI<sup>e</sup> siècle* de Jean-Michel Salmann (Aubier), *Histoire de l'Europe* d'Eugen Weber (Fayard), *l'Usurier et le Purgatoire*, de Jacques Le Goff (Hachette), ou *Femmes au bain*, par Anne de Marbach (Berger-Levrant), une histoire de l'idée de beauté à travers la peinture.

#### Le troisième de Gaulle

On peut rattacher à cette veine deux biographies qui sont en même temps des essais sur une époque d'histoire, celle de Pierre Assoligne consacrée à *Jean Jaurès*, éminente grise de la III<sup>e</sup> République et du régime de Vichy, et le troisième volume de *De Gaulle* de Jean Lacouture, *le Souverain*, qui paraîtra en octobre au Seuil. Signalons enfin l'heureuse initiative des éditions Orban qui rééditent quarante grands textes de l'histoire, à commencer par le *Tableau de l'histoire de France* de Michelet, et par le *Charles XII* de Voltaire.

P. L.

## POLITIQUE

### La cohabitation les médias et le PC

Sans doute est-ce le contrecoup des élections législatives du 16 mars et de la vague de livres et de documents politiques qui les avait précédées : l'automne est plutôt calme dans ce domaine, et l'on paraît reprendre son souffle avant la course de la présidentielle de 1988.

On parlera pourtant encore des paradoxes de la cohabitation avec *le Mariage blanc*, une enquête minutieuse menée à l'Élysée et à Matignon par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhonnau (Grasset) ; de la crise du PC français avec *le Nouveau voyage à l'intérieur du Parti communiste* (Fayard), et avec les *Orphelins du PC* de Jean-Pierre Gaudard (Belfond) ; de François Léotard, dont Roger Bouzine a rédigé une biographie qu'on espère sans complaisance (Lattès). Dans le même temps, les rivalités au sommet du CNPF ne donneront que plus de saveur au livre d'Yvon Chotard sur le patronat (Calmann-Lévy) que l'on pourra confronter avec l'ouvrage anglais de David Bernstein, *l'Entreprise, image et réalité* (Flammarion). Enfin, la nouvelle loi sur l'audiovisuel, la mise en vente de TF 1 et la disparition de la Haute Autorité devraient placer l'essai de Michèle Cotta, *la Comédie des médias* (Fayard), sous le feu des projecteurs.

Mais l'actualité pour être intelligible exige souvent que l'on prenne avec elle du recul. En lançant leur collection « *Au vif du sujet* », Bertrand Legendre et Edwy Plenel ont fait le pari que l'histoire immédiate peut aussi susciter des ouvrages qui resteront, bien au-delà des événements qui les ont suscités. Les deux pre-

miers titres de leur collection, *les Sorciers de la vie*, de Marie-Ange d'Adler et Marcel Teulade, et *le Mystère Waldheim*, de Bernard Cohen et Luc Rosenzweig, répondent à cette ambition : traiter l'événement comme révélation et comme révélateur (Gallimard).

#### « Les Français les plus riches »

Des révélations, le livre de Ben Porat et Uri Dan, *Opération Babylon*, sur la construction, puis sur la destruction par Israël de la centrale nucléaire irakienne, en contient assez pour avoir déjà créé des remous dans le monde politique français (Balland) ; il se pourrait également que l'enquête de Nicole du Roy et Francine Rivaud sur les Français les plus riches réserve quelques surprises (Calmann-Lévy), tout comme *l'Argent caché*, de Ingo Walter (Lattès), ou *Secret d'Etat*, de Pierre Péan (Fayard).

En revanche, d'autres livres sont attendus davantage en raison de la réflexion politique et intellectuelle qui les anime que pour les secrets qu'ils pourraient dévoiler. C'est le cas, bien sûr, de *Somme-nous maintenant en danger de guerre nucléaire ?* par David Rousset (Ramsay), mais aussi d'*Avoir et être. Une histoire de la propriété*, par Jacques Attali (Fayard), de *Nous l'avons tant aimée la révolution*, par Daniel Cohn-Bendit (Barrault), de *les Blanes de l'apartheid*, par Gérard Chaliand (Calmann-Lévy), de *l'Espagne d'aujourd'hui*, par Jorge Semprun (Fayard), ou de *l'Islam dans le monde*, par Paul Balta (La Découverte).

P. L.

## ESSAIS

### L'automne de Michel Foucault

L'automne philosophique sera foucaultien. Deux ans après la disparition du philosophe-historien, sa pensée et l'aventure structuraliste demeurent au centre de la réflexion - et de la polémique. C'est le livre de Gilles Deleuze, autre star de la pensée philosophique, qui est évidemment le plus attendu (*Foucault*, Éditions de Minuit), mais un numéro spécial de *Critique* paraîtra également en septembre. Et puis : *Foucault ou le nihilisme de la chair* de José Guilherme Merquior (PUF), *Michel Foucault ou la liberté de savoir* de John Rajchman (PUF), un numéro du *Débat* avec un texte de Georges Canguilhem... et une attaque en règle de Raymond Boudon, *De l'idéologie* (Fayard),

qui soumet à la même mitraille Foucault, Marx et Bourdieu.

Ce carrefour des sciences de l'homme, de l'histoire et de la philosophie où aimait se situer Foucault connaît aujourd'hui de splendides embouteillages. Parmi les véhicules les plus luxueux, signalons le *Frédéric II* d'Ernst Kantorowicz (Gallimard), mais on attend toujours la traduction de son indispensable *The King's two bodies*, *La Bataille de cent ans*. *Histoire de la psychanalyse en France*, tome 2, d'Elisabeth Roudiez (Seuil), *De l'élection de René Maïor*, qui confronte la pensée freudienne aux idéologies dominantes du siècle, allemande, américaine et soviétique (Aubier).

Et puis on assistera à n'en pas douter à la polémique

philosophico-linguistique de l'année « autorisée » de *l'Être et le Temps* de Martin Heidegger, auquel on opposera la traduction « pirate » publiée l'an dernier par B. Martinéan.

#### La collision des sciences et de la philosophie

Mais ce qui marquera peut-être le plus fortement l'année 1986-1987, c'est la publication massive d'ouvrages de la nouvelle collection destinée à un large public ; comme si l'on se rendait compte enfin de la nouvelle demande du public dans ce domaine. En septembre paraissent donc sous l'égide de la fondation Diderot, chez Fayard, les premiers volumes de la *Nouvelle Encyclopédie des sciences et des techniques* : *Intelligence des mécanismes*, *mécanismes de l'intelligence*, *l'Ordre et la diversité du vivant*, *Espaces, jeux et enjeux et États de la langue*, quatre ouvrages mis au point par les spécialistes internationaux les plus réputés.

Dans le même temps, la fondation Diderot, relayée cette fois par Hachette-Jeunesse, publie les premiers volumes de la nouvelle encyclopédie pour les jeunes : *Objectif univers*, une histoire du cosmos, *Aux origines de la vie*, *Vie et mort des dinosaures*, et *Histoire et géographie des climats*.

Les sciences se trouvent encore présentes dans le livre de François Gros, *les Secrets du gène* (Odile

Jacob), dans l'histoire de la physique contemporaine que fait parfaitement comprendre Franco Selleri (*le Grand Débat de la physique quantique*, chez Flammarion) et même dans l'ouvrage du romancier-biographe Pierre Gascar, *Du côté de chez Monsieur Pasteur* (Odile Jacob).

La collision de la pensée scientifique et de la réflexion philosophique tombe à merveille : on va fêter l'an prochain le trois cent cinquantième anniversaire de la publication du *Discours de la méthode* qu'on réédite pour la première fois sous sa forme originale : accompagnée de ses « travaux pratiques » dans la collection « Corpus », chez Fayard.

Ceux qui préfèrent à l'univers philosophique celui de la littérature ne seront pas pour autant privés de lecture : George Steiner publie un essai magnifique sur l'histoire d'un mythe, *les Antigones* (Gallimard) ; Buchet-Chastel annonce la sortie du *D. H. Lawrence* d'Henry Miller auquel Christian Roux consacre une biographie (Balland).

Raoul Vancigem remue mille idées dans *le Mouvement du livre esprit* (Ramsay). Une biographie de Richard Wright (Lieu commun) et une autre de Montaigne (Mazarine) retiendront les amateurs d'histoire littéraire, tout comme le beau livre de Jacques Roubaud sur l'art des troubadours : *la Fleur inverse* (Ramsay).

P. L.

### Un roi pour les républicains



**JUAN CARLOS**

La grande biographie de Philippe Nourry

« Les français doivent lire ce livre comme une histoire exemplaire. »  
Jean-François Deniau / *Le Figaro*  
« Une aventure exceptionnelle, un livre admirable. »  
Georges Dupeyron / *Le Quotidien de Paris*  
« Un remarquable portrait. Juan Carlos comme s'il venait dîner ce soir. »  
Jean Clément / *Le Canard Enchaîné*

Chez votre libraire **le Centurion**

### "Les coulisses de Broadway et d'Hollywood par un génie du spectacle"

Remo Forlani RTL

Vincente Minnelli  
**Tous en scène**

RAMSAY  
POCHIE  
CINEMA



44F

#### — LA VIE DU LIVRE —

##### Stages / offres et demandes d'emploi

Éditions à compte d'auteurs et diffuseurs vos ouvrages. Adressez vos manuscrits à l'attention de M. Lemaire, Éditions de la Joie, 11, rue de Souppainville, 91090 Sacis

**CATALOGUE**  
**LIVRES D'OCCASION**  
**BOUQUINERIE**  
**MONTBARBON**  
R.P. 855  
83051 TOULON CEDEX

# LA RENTREE LITTERAIRE

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Un diamant gros comme le Négresco

(Suite de la page 11.)

Tantôt les Neal utilisent une voiture diplomatique et semblent dépendre du consulat américain, tantôt ils affichent leur rôle probable : circonvier le petit couple, afin de récupérer le diamant.

CETTE pierre hors de prix devient bientôt le seul point fixe dans l'existence du narrateur, et l'emblème de son mauvais sort. C'est le moyen de son avenir avec Sylvia, et un sujet d'angoisse grandissant : un symbole de la vie, qui exigerait, pour prix de ses dons, une peur de chaque seconde.

Le compagnon de Sylvia ne raisonne pas tant. Comme souvent les héros de Modiano, il croit conjurer ses tourments avec des ruses de détective amateur. Il note les numéros de voitures, les adresses, les téléphones, les habillements. Il oppose à la toile d'araignée qu'il redoute son propre réseau des présomptions minutieuses. Qui a acheté tel palais nippois aux grilles closes ? Ou en pense le consul des États-Unis ? Souci maniaque, peine perdue !

Les Neal s'offrent à écouler le diamant. Cela devrait ouvrir les yeux des petits amants. Mais non : plus l'état se resserre, plus ils jouent aux plus fins. Au fond, ils s'accrochent de cette façon anxieuse de passer le temps, de le laisser glisser sur eux. Leur suspicion gribouille ne peut que conduire à une maledresse fatale. Un soir qu'ils ont dîné à quatre, le narrateur commet l'erreur contre laquelle il n'avait pourtant cessé de se prémunir : le temps qu'il s'absente pour acheter des cigarettes, les Neal s'évanouissent dans la nature avec Sylvia, et le diamant.

LA police manque d'indices et de zèle pour retrouver les disparus. Notre « je » n'éprouve pas de véritable désespoir devant ce dénouement, inéluctable à ses yeux. Il lui paraît normal, dirait-on, que, comme avant l'événement, les pistes s'effa-

cent, que les biographies s'estompent. C'est la vie. D'ailleurs le diamant « la Croix du Sud » a toujours porté malchance à ses détenteurs successifs, depuis la Du Barry. Le ver était dans le fruit dès les bords de Marne. On n'échappe pas à son destin, on y concourt, surtout quand ce destin consiste à vivre dans le flou artistique, les filatures pourries, la brume épaisse.

De livre en livre, Modiano nous répète cette leçon, si on peut appeler ainsi un constat sans riposte possible : nous vivons dans des villes anonymes et hostiles, sans passés objectifs, sous des noms d'emprunt et un arbitraire accablant ; nous ne pouvons mieux faire qu'accumuler des pauvres indices, même si ce travail obstiné aboutit à servir l'Adversaire attaché à notre porte : receleur de faux bijoux, passeur véreux, traître à tout va.

A U vrai, j'ai raconté *Dimanches d'août* à l'envers. La Marne vient après la baie des Anges ; à titre d'explication, de supputation. Mais c'est le même climat ici et là, un cauchemar dont on croit à chaque page qu'il va finir, qu'on va s'en réveiller. Modiano est devenu le Hitchcock d'un monde sans identité.

Tout son art, maintenant familier, est dans le dosage de nos frayeurs, de nos sensations d'impuissance. Nous avons envie de taper sur l'épaule des personnages, de leur dire : pas ça, malheureux ! C'est un peu la même impression qu'en lisant Kafka. Au lieu de corroborer une culpabilité improbable, le héros modianesque travaille à embrumer un monde sans contour. Mais c'est la même collaboration ingénue avec ce qui les mine.

Dans les deux cas, la victime fait son malheur consciencieusement, auxiliaire ponctuel d'un Persécuteur en fuite. Autrefois, cela s'appelait la tragédie.

★ DIMANCHES D'AOUT, de Patrick Modiano, Gallimard, 164 p., 72 F.

## Jean Vautrin vide son sac



(Suite de la page 11.)

Et il est vrai qu'il y a des pages de la *Vie ripolin* qui vous amènent au bord des larmes tant elles expriment, avec des mots qui viennent du plus profond de la souffrance, la nudité du désespoir, le saccage de l'espérance, ces moments de désert où le ciel change. Mais, très vite, au coin d'une phrase, le romancier envoie valser l'insupportable à grands coups de pied : il ne tord pas le cou à l'émotion, il l'apprivoise, la pare,

l'habille de rêves, l'empourpre de rire et l'emmène au bal. C'est la fête, et Vautrin sait la faire rutiler, sonner les cuivres, pétiller le champagne et briller les yeux des filles.

Parfois aussi, quand la tension est trop forte et que l'apitoiement menace, l'écrivain fait intervenir Marie-Marie. Elle a douze ans, un joli « derrière », rêve de devenir une star de cinéma, et elle écrit à sa chère tante Zo pour lui donner des nouvelles de « la maison-ventre », cette grande demeure dans laquelle Charlie Floche, l'écrivain, essaie de faire courir sa vie avec ceux qu'il aime : Vic-

toire, son épouse, et ses enfants. Benjamin, disloqué par son cauchemar intérieur, Antoine, le fils aîné qui est parti user sa liberté d'adolescent dans le lit de Mimi Chamallow, « une petite meuf exigeante qui lui ronge la santé », et, bien sûr, Marie-Marie, une cousine de la Zazie de Queneau, à moins qu'elle ne soit la sœur presqu'jumelle de Julie-Berthe, l'héroïne de *Billy zo & Kick*, le second roman de Jean Vautrin.

Les lettres de Marie-Marie sont des chefs-d'œuvre de drôlerie, d'humour tendre, d'intelligence à l'état neuf. Sans doute expriment-elles aussi une nostalgie — au sens le plus fort — de l'enfance qui s'est muée chez Vautrin en exigence de vie : une curiosité et une faculté d'étonnement qui ne s'émoussent pas, une générosité qui bouscule les règles et les frigidités, une franche violence dans la tendresse comme dans la révolte.

### Etat d'enlance

Cet état d'enlance, c'est aussi un style, une écriture, des mots qui vont très vite, des phrases en rafales serrées, de délicieuses inventions verbales, des images aussi impalpables que la rosée ou aussi efficaces qu'un swing de « Sugar » Robinson, des enchaînements qui vous prennent à contre-pied, des élans de poète, une verve de timide qui a décidé de vider son sac.

Et par-dessus tout cela, un énorme, un irrésistible plaisir de raconter. *La Vie ripolin* est pleine de grandes couches d'histoires vraies étalées par un conteur ébouriffant : avec Vautrin l'anecdote tourne à la fresque et le morceau de bravoure devient l'aliement de chaque page. La manière, par exemple, dont il raconte l'explosion de la première bombe atomique française au Sahara — à laquelle il a assisté comme cinéaste-troisième — mérite autant d'entrer dans les livres d'histoire que dans les anthologies de l'humour. Noir, rouge, vert, jaune : Ripolin.

PIERRE LEPAPE.

★ LA VIE RIPOLIN, de Jean Vautrin, Mazzone, 244 p., 79 F.

## Francis Ponge et Jean Paulhan : une amitié épistolaire

Les heurts et bonheurs d'une relation qui dura près d'un demi-siècle

C'EST à une longue et fervente amitié que les deux volumes de lettres échangées entre Francis Ponge et Jean Paulhan, durant plus de quarante années, sont implicitement dédiés. Archiviste scrupuleux de sa propre écriture, Ponge avait conservé la plupart des missives et brouillons et, deux ans après la mort de Paulhan (1968), avait exprimé le désir que cette édition voit le jour. Claire Boaretto s'est chargée de l'établissement et de la présentation des textes.

Monument taillé dans la matière vivante de cette amitié, la correspondance échangée entre les deux hommes intègre aussi bien les pierres rares de l'attention extrême et patiente que les scories rencontrées au hasard des malentendus ou des soubresauts du siècle.

Février 1923 : Francis Ponge, qui a alors vingt-quatre ans, entre en contact avec un ami de sa famille, Jean Paulhan, son aîné de quinze ans. Entre le chercheur d'or, spécialiste de poésie malgache reconverti dans l'édition — il est secrétaire de la NRF, auprès de Jacques Rivière, depuis la fin de la guerre — et l'ancien étudiant barrésien, maladif et tourmenté, mais déjà assuré que son destin sera littéraire, l'entente est immédiate. Des ascendances cévenoles et huguenotes communes, il est vrai, les rapprochent.

Quant au destin de Ponge, Paulhan n'hésite pas longtemps à partager la certitude de son ami : « Promettez-moi de ne plus me demander de conseils. J'aimerais écrire ce que vous écrivez, voilà. » Quelques mois plus tard, ils se tutoient. Mais Ponge n'est pas prêt à abandonner l'idée d'insti-

tuer Paulhan son « mentor », idée qui restera la sienne tout au long de leur relation.

### « La bedaine établie »

En 1930, Ponge se rapproche des surréalistes. « Par un singulier tour d'imagination, figurez-vous que je me suis permis autrefois de douter de votre existence », lui écrit André Breton, qui n'était pas le seul à penser que le futur auteur du *Parti pris des choses* n'était qu'une créature née de l'imagination contournée de Jean Paulhan. Cette attirance pour le surréalisme et les préoccupations de plus en plus politiques de Ponge entraînent la première grande dispute entre les deux hommes.

Comme vingt ans plus tard, au moment de la seconde querelle, les lettres de Ponge, souvent restées à l'état de brouillon, sont féroces. Les injures fusent contre « l'homme de la NRF », obéissant aux « arguments de la bedaine établie ». Paulhan, lui, ne perd pas son calme. Sa position est claire ; il n'en changera jamais : « Une opinion politique est toujours une manière de ne pas aller jusqu'au bout de ses idées. »

C'est durant la guerre, en 1942, que Francis Ponge publie chez Gallimard sa « chère petite brochure grise », le *Parti pris des choses*. Mais c'est encore à un inconnu que s'intéressent Sartre, Camus ou Blanchot. Engagé dans la Résistance aux côtés des communistes (il les quittera en 1947), il ne perd à aucun moment de vue la seule chose qui lui importe, « mettons, une meilleure littérature ».

A la Libération, tandis que Ponge acquiert peu à peu une certaine notoriété, Paulhan, à qui nul ne conteste sa qualité de résistant, prend la défense des auteurs frappés d'ostracisme en raison de leur attitude sous l'Occupation. Sans approuver la chasse aux écrivains collaborateurs, Ponge n'en suit pas pour autant son ami dans le combat solitaire qu'il a engagé. L'après-guerre est aussi pour Ponge l'époque où, aux éternels soucis matériels, s'ajoutent « une grande difficulté à vivre », « un embarras extrême au milieu d'une prolifération étouffante d'audaces ». En décembre 1946, il s'interroge : « Comment perdre mon assurance ? Comment devenir sympathique ? Allusif, modeste ? Je vois bien que je ne suis qu'un butor. »

### « Un soleil de première grandeur »

Dix ans plus tard, alors que les deux amis ont passé d'autres caps orageux, la NRF publie enfin le numéro d'hommage à Ponge que Paulhan a longtemps retardé. En 1957, c'est la rencontre foudroyante de Ponge avec Philippe Jouaux (alias Sollers), « un soleil de première grandeur », « doué d'une grandeur irrépressible ». A la NRF en revanche, on n'est guère foudroyé : si Paulhan offre des bonbons au sympathique jeune homme, Arland refuse obstinément d'accueillir dans la revue ses premiers essais littéraires, jugés obscènes et scatologiques.

Dans les dernières années de la vie de Paulhan, les lettres sont moins nombreuses. L'engouement

de Ponge pour l'équipe de *Tel Quel* crée une certaine distance. Le nouvel académicien continue cependant à se démenier, avec un insuccès spectaculaire, pour faire obtenir à son ami un prix littéraire.

Ce qu'il faut saluer comme une belle et intéressante publication appelle, pourtant, deux remarques : était-il nécessaire, dans le premier volume de la correspondance choisie de Paulhan, paru voici quelques mois chez Gallimard, d'insérer les lettres de Ponge, sachant que la présente édition était en préparation ? N'y a-t-il pas, enfin, scrupule excessif, même s'il est très « pongien », à indiquer entre crochets les variantes que présentent les brouillons des lettres effectivement envoyées par Ponge, et à alourdir ainsi le texte, sans grand bénéfice ?

En même temps que cette correspondance paraît un autre monument en l'honneur du « printanier et merveilleux Ponge » (R. Char). Dirigé par Jean-Marie Gleize, ce volumineux *Cahier de l'Herne* dresse un état des diverses approches critiques de l'œuvre pongienne. On y trouvera également quelques (rares) inédits, dont les billets écrits par Ponge pour le *Progrès* de Lyon, en 1942.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ CORRESPONDANCE DE JEAN PAULHAN ET FRANCIS PONGE (1923-1968), édition critique annotée par Claire Boaretto, deux volumes, 368 p. et 160 F. chacun.

★ FRANCIS PONGE, *Cahiers de l'Herne*, 615 p., 290 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### ESSAIS

● Albert Hirschman : *Vers une économie politique élargie*. — Les leçons données en 1986 au Collège de France par l'économiste américain Albert Hirschman sont ici regroupées : plus philosophe de l'économie politique que technicien, l'auteur reprend de manière synthétique les thèses de ses précédents ouvrages. (Ed. de Minuit, collection « Le sens commun », 112 p., 65 F.)

### POLITIQUE

● Ouvrage collectif : *Dictionnaire des œuvres politiques*. — François Châtelet, Olivier Duhamel et Evelynne Plesier ont réuni leurs compétences pour diriger l'élaboration d'un dictionnaire des œuvres politiques qui vient de paraître aux Presses universitaires de France. Cet ouvrage rassemble des notes explicatives et critiques sur cent vingt-cinq textes sélectionnés dans l'histoire de la pensée politique. (PUF, 804 p., 320 F.)

### JOURNAL

● James Boswell : *Journal intime d'un mélancolique*. — Auteurs de la *Vie de Samuel Johnson*, ami des célébrités de son temps, correspondant de Rousseau et de Voltaire, James Boswell tint un journal dont Gilles Brocard présente de larges extraits. (Hachette, 245 p., 110 F.)

### HISTOIRE

● Christian Bouyer : *la Grande Mademoiselle*. Anne-Marie Louise d'Orléans, duchesse de Montpensier, connue sous le nom de la Grande Mademoiselle, a laissé derrière elle, outre le souvenir de ses aventures militaires lors de la Fronde, une importante œuvre littéraire. Mémoires, portraits précieux, œuvres spirituelles sont l'objet de la biographie minutieuse de Christian Bouyer. (Albin Michel, 320 p., 98 F.)

### BIOGRAPHIE

● Jean-Jacques Thierry : *André Gide*. Dans cette biographie fort classique d'André Gide, qui va des « prémices » à l'âge de la « sérénité », Jean-Jacques Thierry pose la question de la postérité de celui qui fut un des maîtres à penser des jeunes d'avant-guerre. (Hachette, 207 p., 89 F.)

### CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Ouvrage collectif : *le Symbolisme stendhalien*. Actes d'un colloque à l'université de Nantes. A l'occasion du bicentenaire de la naissance de Stendhal, en 1883, et sous l'autorité de Jean-Claude Rioux, des universitaires se sont penchés sur le symbolisme stendhalien. Avec la participation, entre autres, de Pierre Barbéris, Béatrice Didier et André Guyon. (Éditions ACL, 279 p., 150 F., 43, rue de la Montagne, 44100 Nantes.)

### MÉMOIRES

● Saint-Simon : *Mémoires*. Yves Coirault poursuit, avec la publication de ce volume VI des *Mémoires* de Saint-Simon, sa minutieuse édition. On y trouvera notamment, outre les *Mémoires* qui vont de 1716 à 1718, les additions au *Journal de Dangeau*. (Gallimard, La Pléiade, 1458 p., prix de souscription jusqu'au 30 septembre : 280 F, et après 330 F.)

مكتبة الأستاذ



هكذا امتحان

Nouveau

# 3 books for only 29F\*

## 3 livres reliés pour 29F\*

PLUS FREE et gratuitement

 <p>2</p> <p>Un dictionnaire extrêmement utile et clairement présenté pour la compréhension et l'usage de la langue anglaise.</p>	 <p>3</p> <p>Washington Irving, Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike... quelques auteurs les plus célèbres dont les œuvres apparaissent dans cette anthologie merveilleuse.</p>	 <p>4</p> <p>Les origines des anglais dont le "Times" dit "Un livre remarquable, très bien illustré." Une abondance d'informations diverses.</p>	 <p>5</p> <p>190 photographes en couleur qui capturent la splendeur sauvage des gorges... le charme de la Nouvelle Angleterre... et la pollution de New York.</p>	 <p>6</p> <p>Incertitude sur un point précis de la grammaire anglaise, le sens d'un mot, ou sa prononciation? Vérifier sans hésiter dans le guide FOWLER, pour une bonne utilisation de la langue anglaise.</p>	 <p>7</p> <p>The Time Machine, The Island of Dr. Moreau, The Invisible Man, The First Men in the Moon, The Forest of the Goblins, In the Days of the Comet, The War of the Worlds. Plus de 800 pages.</p>
 <p>8</p> <p>Au royaume de la sexualité. Depuis les tabous des temps anciens, jusqu'au sexe de l'an 2000... fascinant, éperouvant. Illustré, une vue panoramique sur la sexualité humaine.</p>	 <p>9</p> <p>6 romans célèbres: Pride and Prejudice, Northanger Abbey, Persuasion, Sense and Sensibility, Emma, Mansfield Park. Fiction d'amour, jeunesse et romance. 1000 pages.</p>	 <p>10</p> <p>Surprenant, bizarre, merveilleux. Les spectacles de la nature présentés en photographies superbes et texte vif. 1000 pages.</p>	 <p>11</p> <p>La collection complète des récits classiques de terreur, par le maître incontesté dans ce domaine, y compris son unique nouvelle "The Narrative of Arthur Gordon Pym of Nantucket" (704 pages).</p>	 <p>12</p> <p>Plus de 7.000 entrées. Résumés de milliers de romans, contes et pièces. Tout ce qu'il faut savoir de la littérature anglaise.</p>	 <p>13</p> <p>Out of Africa: une histoire de vie, une histoire d'amour, une histoire vraie par Karen Blixen de sa liaison d'amour avec l'Africain. Bone People: le gagnant de The Booker Prize, (Penguin Books).</p>
 <p>14</p> <p>Toutes les œuvres de William Shakespeare présentées dans un superbe volume relié en cuir. 37 pièces dramatiques, 5 longs poèmes. 154 sonnets de perfection. 1120 pages.</p>	 <p>15</p> <p>Nouvelle édition de ce beau livre qui présente non seulement le monde en cartes détaillées et graphiques, mais également une image vivante avec des photographies en couleur choissies.</p>	 <p>16</p> <p>Cet excellent livre broché et cassette forme un cours désigné à améliorer la connaissance de la langue parlée et idiomatique anglaise.</p>	 <p>17</p> <p>The Day of the Triffids, The Kraken Wakes, The Chrysalids, The Stone of Time, The Midwich Cuckoos, The Seeds of Time.</p>	 <p>18</p> <p>De Thé au Temps qu'il fait, un livre humoristique et incisif sur le caractère et la personnalité des anglais, écrit par George Milnes, natif de Hongrie.</p>	 <p>19</p> <p>5 des plus grandes œuvres de Steinbeck, complètes et intégrées en un volume. Des œuvres exceptionnelles qui lui ont gagné les prix Nobel et Pulitzer et le National Book Award. 990 pages.</p>

Venez rejoindre Le Nouvel English Bookclub... dès aujourd'hui

Oui, vous pouvez choisir 3 titres parmi ces livres séduisants pour moins de 10 F chacun ET vous pouvez acquérir GRATUITEMENT le magnifique "Oxford Guide to the English Language", une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par l'English Bookclub.

**Comment fonctionne The English Bookclub**  
The English Bookclub fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande - et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres français de l'English Bookclub pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

**Grand Choix** En tant que membre, nous vous offrons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés

rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne. Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à l'English Bookclub, nous baissons les prix, jamais la qualité.

**Magazine Gratuit** Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

**10 jours d'examen gratuit**  
Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Economie et Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de l'English Bookclub.

Agissez maintenant! Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.

PLUS FREE MEMBER'S WALLET et gratuitement Dossier d'Adhérents

**the english bookclub**  
87 Newman Street, London W1P 4EN, England.

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française: The English Bookclub, 60329 Compiegne cedex. Oui, je désire devenir membre de The English Bookclub, Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que 29 F pour l'ensemble des 3 livres étant entendu que je recevrai aussi gratuitement "The Oxford Guide to the English Language", plus seulement 19 F d'envoi et de conditionnement. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit "Bookshop". Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Éditeur, décrits dans le "Bookshop". Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum d'un an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis. Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Cette offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Ecrire en majuscules SVP)

M. \_\_\_\_\_ Mme/Non \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

LM601

## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

## Savinio journaliste

ANDREA DE CHIRICO était le cadet de la famille. Le père, baron de Chirico, construisait des voies ferrées en Grèce, où Andrea naquit en 1891, trois ans après son frère Giorgio, le peintre des « intérieurs métaphysiques » qu'admiraient, un temps, Breton et les surréalistes. Andrea n'était pas moins admirable, mais, de son vivant, seuls ses amis le savaient. Il était peintre, composait de la musique, faisait des décors de théâtre, écrivait. Des romans, des essais, des critiques littéraires ou musicales, des pièces de théâtre, des souvenirs...

Dès qu'il avait commencé à écrire, il avait choisi un nom bien à lui, un pseudonyme traduit d'un nom français : Albert Savinio. Alberto Savinio. Et c'est ainsi qu'il signe quand Apollinaire le fera collaborer à ses *Soirées de Paris*, où il publiera, en 1914, son premier texte, les *Chants de la mort*. Ce sont ces articles publiés entre la fin des années 20 et le début des années 30 (lors que les deux frères se trouvaient à Paris) qui viennent d'être traduits en français sous le titre de *Savinio*.

Ces pages constituent mes écrits les plus « journalistiques », précise Savinio dans sa préface, non seulement parce qu'elles ont été au fur et à mesure envoyées à des journaux, mais parce qu'elles ont le côté pénétrant, « destructif », propre au journalisme. Dans le fond, le journalisme n'a d'autre dessein que celui, maléfique, de détruire ce que le jour construit. Une trentaine de textes, courts, éblouissants d'intelligence perspi-

cace, de culture et d'ironie, qui évoquent le Paris de l'entre-deux-guerres avec l'insolence d'un œil étranger.

## L'esprit supérieur des hommes « allégés »

La manière de raconter étonne et retient à chaque phrase, et ces souvenirs d'Alberto Savinio sont un émerveillement : il démolit l'Opéra « ministère d'un luxe qui n'a plus cours (et) ne survit plus que grâce à ces incroyables spectacles montés de temps en temps en l'honneur du bey de Tunis, de l'empereur d'Annam, du sultan du Maroc » ; il se rend sur la tombe de Landru ; il évoque les célèbres de Neully, Mata-Hari, Abel Gance et Isadora Duncan (« Isadora », ou encore son ami Max Jacob (dont Nina Frank a si bien parlé) : il relève le caractère « surréaliste » de l'assassinat du président Doumer, déjeune avec Colette « volumineuse et pyramidale », se gausse de Marcel Proust « l'homme aux phrases longues et aux idées courtes », évoque René Clair « l'esprit français » et conte la désopilante (?) histoire de Fragon « le fils de la grenouille », chanteur comique (Marguerite donne-moi ton cœur) assumé par son papa. Et, dans un petit chef-d'œuvre, il se rend dans l'« entre d'Orphée », décrivant Jean Cocteau « prêtre tibétain vêtu de laine immaculée, lequel, tout en m'accueillant avec de hautes manifestations d'estime, de louange et d'affection, agit et fait papillonner en



Les frères de Chirico vus par Giorgio (1924) : Andrea est au second plan.

l'air ses mains décharnées, avec le geste de la Duse des dames qui, voulant garder parfaite la blancheur de ses appendices précieuses de leur joli corps, les bannent haut afin de les vider de leur sang ».

« Ennemis de la profondeur, Savinio a su tout élever à la surface : avec humour, avec ironie, avec l'esprit supérieur des hommes « allégés », écrit juste-

ment dans une postface Jean-Noël Schifano à propos de ce surréaliste d'avant-garde découvert trente ans après sa mort. Et toujours d'avant-garde.

NICOLE ZAND.

★ SOUVENIRS, d'Alberto Savinio, traduit de l'italien par Jean-Marie Lachet, Fayard, 235 p., 89 F.

## Deux histoires de la fin des temps

Guido Morselli et Marlen Haushofer, ou l'expérience de la solitude absolue

Le lecteur distrait ne doit pas se laisser tromper par le titre d'un bref roman de Guido Morselli, *Dissipatio* : ce n'est pas en effet de quelque ludi-que dissipation qu'il s'agit ici, mais, plus gravement, de la *Dissipatio Humani Generis*, dont l'auteur a emprunté la formulation au philosophe néoplatonicien Jamblique, cité au détour d'une page.

En d'autres termes, il est question ici de la disparition du genre humain, de son évanescent, tel que le constate le narrateur de cette histoire. Parti un soir pour se suicider dans une grotte de montagne, il renonce à son projet et c'est à son retour qu'il s'aperçoit que tous les autres gens ont disparu. Les lieux, les objets, les maisons d'une ville qui s'appelle Chrysopolis et qui ressemble à Zurich sont déserts, vides : cet homme est seul au monde. Tout, pourtant, fonctionne normalement, mais de façon parfaitement machinale, comme le héros peut s'en convaincre en essayant de téléphoner ou d'écouter la radio ; il y a bien encore des réponses, mais plus personne au bout du fil.

Cela pourrait être drôle, sinistrement. C'est, au contraire, vertigineux. Morselli décrit cet univers familier et vide de sens depuis qu'il est privé de toute présence humaine, mais il parle en fait d'autre chose : de la solitude, précisément, de la vie, de la mort, et au fond il ne fait que reprendre la méditation qui précède sa tentative de suicide, et qui devait en être une justification. Cela accentue l'effet de désarroi et l'angoisse suscitée par un roman dont on mesure mieux la portée réelle si l'on sait que Guido Morselli s'est lui-même suicidé peu après l'avoir écrit. *Dissipatio* fut publié posthume, comme six ou sept autres romans qui font de cette œuvre l'un des « cas » les plus singuliers et les plus originaux de la littérature italienne d'après 1970.

## Ecrire afin d'apprivoiser le désastre

Curieusement, le roman de Morselli rejoint un autre livre, également traduit en français cette année, *Le Mur invisible*, de la romancière autrichienne Marlen Haushofer. C'est, là encore, une variation sur le thème de la fin de l'humanité, évoquée dans les carnets d'une femme qui s'est retrouvée seule, dans une chalet de montagne — qu'une mystérieuse paroi transparente a isolé du reste du monde. Au-delà, toute vie s'est, semble-t-il, interrompue. Dans le domaine préservé où survit la narratrice, les plantes continuent à pousser et la vache à donner du lait : il faut donc que cette femme se mette à jouer les Robinson afin de subsister.

Les perspectives ne sont pas les mêmes dans les deux cas, ni les modalités de cette double expé-

rience de la solitude absolue. Reste la question qui est posée, cette interrogation sur la fin de l'espèce qui n'apparaît sans doute pas par hasard dans ces deux livres, datant, l'un et l'autre, des années 60. On peut, certes, évoquer à ce sujet la célèbre page finale de la *Conscience de Zeno* (1923), mais en constatant que cette hypothèse encore utopique chez Svevo a, de nos jours, pris un caractère singulièrement vraisemblable. Et c'est bien cette vraisemblance fœtale ainsi que la modulation du ton qui viennent, dans ces deux romans, apprivoiser des situations cauchemardesques. Ecrire afin d'apprivoiser le désastre, fût-il virtuel, la recette n'est pas neuve. Elle n'a, de toute évidence, pas fini de servir.

MARIO FUSCO.

★ DISSIPATIO, de Guido Morselli, trad. de Philippe Gauthier, Desclée, 155 p., 66 F.

★ LE MUR INVISIBLE, de Marlen Haushofer, trad. de Liselotte Bode et Jacqueline Chambon, Actes Sud, 280 p., 98 F.

— Les éditions Actes Sud viennent de publier un autre récit de Marlen Haushofer : *Now we are the Stone* (trad. de l'allemand par Jean-Marie Lachet et Maryvonne Litzi, 88 p., 69 F.). Et l'âge d'homme annonce un autre texte de Guido Morselli : *Dissipatio* 1989.

## Surprenante Italie

L'ITALIE contemporaine se révèle plus diverse que ne le veut l'idée générale, et plus riche — sur le plan sentimental et intellectuel — que nous ne le supposions. Des écrivains comme Italo Calvino, Andrea Zanzotto ou Sergio Segni, tous auteurs qui nous étaient inconnus jusqu'à une date récente, illustrent la variété du ton et la fragmentation nationale qui sont le propre de ce pays voisin.

On peut en dire autant de Lucio Saffaro. Né à Trieste, il débute, depuis plus de vingt ans, une œuvre qui ne s'apparente à aucune autre dans le courant contemporain et qui, lorsqu'elle sera achevée, aura pour titre le *Disputa ciclos*. De cette somme, on vient de traduire quelques pages, *Théorie de la poursuite*, précédées par le philosophe Paul Ricoeur. Il s'agit d'un roman, mais à l'intérieur de la pensée. Ou mieux encore : dans le sein d'une pensée qui s'acharnait sur elle-même. Bref ! *Théorie de la poursuite* n'est rien d'autre qu'un fabuleux voyage métaphysique dont le paysage et les décors ne sont pas sans rapport avec le lecteur les toiles de la période dite « métaphysique » de Giorgio De Chirico : statues, colonnes, ombres tranchées, places désertes, inscriptions énigmatiques. C'est une œuvre qui se soucie peu de livrer ses idées, et qu'il faut lire deux fois : d'abord, d'abord, minutieusement ensuite.

Et puis il y a Attilio Bertolucci et son *Voyage d'hiver*. Cet auteur est né non loin de Parme, et l'Emilie est devenue le décor naturel de son travail poétique. On remarquera que son fils, le cinéaste Bernardo Bertolucci, privilégie ces mêmes lieux. Il suffit de songer à 1900 !

L'œuvre d'Attilio Bertolucci est faite de poèmes familiers (on devrait même écrire familiaris) à la musique très personnelle. Son dernier recueil donne libre cours à sa tendance naturelle : le long poème discursif, voire narratif. « Aujourd'hui je ne prendrai pas la route qui mène à Rians/Redonnet taillée dans le tardo flanc de la montagne/sanglante de hêtres, larmoyante d'essu-bambines/aujourd'hui je ne prendrai pas la nouvelle route, encore/inachevée. »

Surprenante Italie, en vérité ! La littérature n'y a pas de capitale. Et c'est tant mieux !

HUBERT JURN.

★ THÉORIE DE LA POUR-SUITE, de Lucio Saffaro, traduit de Paul Ricoeur, traduit par Georges Zagar, L'Alphée, 100 p., 70 F.

★ VOYAGE D'HIVER ET AUTRES POÈMES, d'Attilio Bertolucci, traduit par Philippe Renaud, Obélisque, 40 p., 39 F.

## ● HISTOIRE

## Une introuvable révolution bourgeoise

Marie-Claire Bergère explore les années 1910-1930 en Chine et montre ainsi comment la République de Deng Xiaoping renoue avec une part de son passé

Il paraît actuellement beaucoup de livres sur la Chine, mais celui que Marie-Claire Bergère vient de consacrer à l'étude de la bourgeoisie chinoise dans le premier tiers de ce siècle retient tout particulièrement l'attention par le sérieux de l'analyse et la richesse de la documentation. On n'en saurait trop recommander la lecture.

Il y a déjà plus de vingt ans que l'auteur se penche sur cette période historique, et la plupart de ses livres ou articles publiés dans des revues spécialisées portent sur la révolution de 1911 et sur le rôle de la bourgeoisie dans le développement économique de la Chine moderne. La contribution de Marie-Claire Bergère au tome II de l'*Histoire de la Chine*, publié en 1972 sous la direction de Jean Chesneaux (1), avait aussi pour objet la marche de la révolution dans la première décennie de ce siècle et le passage de la République à la dictature de Yuan Shi-Kai.

A vrai dire, l'ouvrage actuel se présente dans une certaine mesure comme le remaniement d'une thèse de doctorat d'Etat datant de 1975. Dans son prologue, l'historienne ne cache pas que c'est le cours nouveau imposé par Deng Xiaoping à l'organisation économique de la République populaire qui l'a incitée à reprendre, sur le fondement d'une réflexion mûrie, l'examen de son livre antérieur. Dès lors que la Chine, revenue à l'ordre après les trépidations de la révolution culturelle, accorde la primauté à sa modernisation sur la révolution, procède à la décollectivisation agricole et à la réforme de sa gestion industrielle, faisant appel à ses propres entrepreneurs et à l'élite de ses experts, recourant à l'initiative privée et, plus que jamais, à la coopération financière et technologique avec les pays avancés, l'occasion a paru opportune à Marie-Claire Bergère d'exposer dans quels domaines la République nouvelle renoue, après de brutales ruptures, avec une part de son passé. L'étranou-

issement de la classe bourgeoise dans son « âge d'or » des années 1910-1920 n'est pas à cet égard un phénomène sans conséquence. « L'expérience de l'âge d'or, précise l'auteur, continue à servir de référence : elle se révèle même comme l'un des fondements essentiels de la modernité chinoise. »

## La poussée de Shanghai

Même si l'histoire est la science des faits « qui ne se répètent pas », force est de noter certaines constantes dans le cours de la Chine moderne. Le problème de l'arrélation du pays demeure aussi grave aujourd'hui qu'au début du siècle, aussi grave celui de la subsistance d'une énorme population, aussi essentiel celui du comblement du retard technologique. Aujourd'hui comme hier, le sous-développement de la Chine intérieure et des campagnes par rapport à la zone côtière (qui fut le site privilégié des apports de capitaux et de techniques modernes) constitue un facteur inquiétant de déséquilibre.

Aujourd'hui comme au début du siècle, la Chine marque de manière persévérante sa volonté de rattraper son retard, avec une vitalité désespérément impuissante à l'époque de l'âge d'or (tel est le sujet principal du livre), par des démarches volontaristes à l'époque des désastreuses expériences maoïstes, maintenant avec un vigoureux pragmatisme soutenu par cette puissance de l'Etat qui faisait défaut naguère. Il y a, dans cet acharnement à forcer le cours de l'histoire, un aspect qui suscite la réflexion morale, si l'on songe à la responsabilité qui fut celle de l'impérialisme européen, suivi du Japon, dans la stagnation du développement chinois (l'ouvrage contient à ce sujet des pages cruellement lucides).

« Bourgeoisie nationale » : que recouvre l'expression ? Ce n'est pas le moindre mérite de Marie-Claire Bergère que de se refuser à

jongler avec des abstractions qui ont si souvent servi de support mythique à des élucubrations sociologiques et à des querelles doctrinales et politiques (notamment à un marxisme de pacotille). Ici, le concept est analysé avec minutie dans sa compréhension. La notion est examinée dans sa diversité, bourgeoisie compradore, bourgeoisie bureaucratique, bourgeoisie proprement nationale, elle-même vouée à des contradictions internes. Sa formation, son développement et ses manifestations donnent lieu à une élucidation fouillée, et jusque sur le terrain : les pages consacrées par exemple à Shanghai, avec sa poussée urbaine, ses hommes d'affaires, ses industries, ses chambres de commerce et ses syndicats, foisonnent d'une multitude de faits précis qui soutiennent le raisonnement.

## La mutation du régime communiste

Il n'est pas possible, dans un bref article, de résumer le fond de l'ouvrage. Qu'on sache seulement qu'il s'efforce de proposer une réponse appropriée à quelques vrais problèmes. L'un des principaux est le suivant : pourquoi l'essor de la bourgeoisie nationale n'a-t-il pas conduit en Chine, comme au Japon, à un *Meiji* (2) ? Pourquoi (on trouvait la même interrogation il y a une vingtaine d'années chez Etienne Balazs, puis chez Joseph Needham) aucune forme de capitalisme comparable à celle de l'Occident ne s'est produite dans ce pays de haute civilisation ? Est-ce la bourgeoisie qui a manqué à la mission qui fut la sienne dans nos pays de l'Ouest et, cantonnant son action dans la voie de la modernisation économique, a dilapidé sa force autonome devant l'emprise de la bureaucratie ?

Est-ce l'Etat qui a manqué, coincé entre le radicalisme croissant de l'opposition et le retour en force de la pression de l'impérialisme étranger ? Un Yuan Shi-Kai, accédant à la dictature, n'est

fort qu'en apparence. Il ne gouverne qu'une Chine affaiblie, sur l'ensemble de son territoire, par des forces centrifuges et soumises aux traités inégaux. « Un *Meiji* raté », écrit Marie-Claire Bergère, qui intitule l'un de ses chapitres « L'introuvable révolution bourgeoise ». Restera pour l'avenir, après l'échec de la modernisation « par le haut », à forger la synthèse des forces nationales pour la modification des structures d'un Etat dont la carence a encouragé l'ingérence étrangère. Le double combat de la Chine sur elle-même et contre la pression extérieure qui lui est imposée va prendre, à partir des années 20, la forme d'une alliance entre le socialisme et le nationalisme.

Le prologue et l'épilogue du livre avancent une prudente réponse à certaines questions que les observateurs se posent quant à l'évolution récente du pays. Le recours nouveau que Deng Xiaoping fait aux entrepreneurs et à l'initiative privée pour rationaliser l'infrastructure économique ne revient pas, rappelle-t-on, à passer le main et à céder le contrôle de l'expérience. Sans doute y aurait-il naïveté à croire que la Chine s'achemine vers le retour au capitalisme. Mais, s'il est difficile en effet de penser qu'un régime communiste accepte le suicide, du moins peut-on constater que celui-ci, pressé par la contrainte des faits, s'efforce dans une large mesure à forger sa propre mutation.

ÉTIENNE MANACH (\*)

(\*) Ambassadeur de France à Pékin de 1969 à 1975, Etienne Manach est l'auteur de *Mémoires d'Extrême-Orient* (Fayard, 1983).

★ L'ÂGE D'OR DE LA BOURGEOISIE CHINOISE, 1911-1937, de Marie-Claire Bergère, Flammarion, 370 p., 140 F.

(1) Hatier, collection « Histoire contemporaine ».

(2) Le mot désigne, dans le Japon de la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième, la période du « gouvernement éclairé » : réformes des structures féodales, industrialisation du pays et recours aux techniques occidentales.

مكتبة التراث



EXPOSITIONS

«Eva und die Zukunft»

A la recherche d'Eve dans Hambourg désert

A Hambourg dans la torpeur de l'été, une exposition consacrée à «L'image de la femme dans la peinture depuis la Révolution française», fait accourir une partie de l'Allemagne.

Hambourg, ville opulente, ne respire pas la gaieté. Les rideaux d'arbres plantés le long des avenues masquent en partie la médiocre architecture d'après-guerre. La flèche noire de la cathédrale — seul vestige de l'édifice — rappelle que la cité fut rasée à 80 % en 1943.

A la mi-août, c'est un désert. Les magasins sont fermés, les rues vides et les immeubles parcs, silencieux. Pour trouver un semblant d'animation il faut aller près de l'Elbe. Quelques promeneurs déambulent le long des quais, ou s'attardent dans les vedettes qui font visiter le port. Une merveille comme la plupart de ses semblables. Les petits bateaux vivraient le long des bords hérissés de grues géantes et de ponts roulants, contourneraient les raf-

neries flottantes aux tubulures compliquées, évitent les carcasses rouillées des cargos au radoub, et franchissent les écluses automatiques pendant que le clocheton assure l'entretien de son intarissable commentaire.

Retour sur la Gros Elbstrasse, toujours aussi paisible. Derrière elle, Saint-Pauli, le quartier réputé chaud, somnole également. Les sex-shops et autres peep-show sont bien entretenus. Mais c'est par habitude. Quelques rares filles sont assises dans les bars, sans conviction, en attendant un problème client.

Paradoxalement, le seul endroit de la ville actuellement saturé de présence féminine est le Musée des beaux-arts. Une foule dense piétine devant le Kunsthalle pour visiter la grande exposition organisée autour du thème d'Eve. C'est un événement en Allemagne fédérale. L'hebdomadaire Stern lui a consacré sa couverture. Il a demandé à une douzaine de femmes, de toutes les professions, de tous les âges, de poser devant une œuvre particulière et d'expliquer leur choix par rapport à leur condition. L'exposition ne s'intitule-t-elle pas : «Eva und die Zukunft» (Eve et sa destinée) ?

Les 374 œuvres — peintures, sculptures, gravures, dessins, affiches et photos — rassemblées ont été sélectionnées en fonction de thèmes et regroupées par affinités : complexité, sexualité, mères et madones, femmes fatales, allégories, travail, homosexualité. Hélas, en multipliant les sections, les organisateurs ont privilégié l'anecdote au détriment de la qualité. Et chacun sait que la mauvaise peinture, à toutes les époques, se complait dans l'anecdote. Si on n'en n'était pas convaincu, l'exposition d'Hambourg en ferait la démonstration.

Le meilleur et le pire

Les salles qui traitent du travail féminin et de leurs luttes, nous proposent toute une théorie de ravisseurs de filles, d'épaves de femmes à la mine et de militantes emprisonnées, totalement insipide, avant de nous montrer deux vrais morceaux de peinture : une *Femelle endormie*, de Pissarro et une *Reposseuse*, de Degas penchée comme et tout à fait étonnante.

A vouloir faire coexister les œuvres sous prétexte d'illustrer un

même thème, on arrive à des catastrophes. On comprend d'autant moins ce parti pris que le catalogue de l'exposition, qui réunit un bronze monumental de Maillo, l'Eve de Rodin, une savoureuse *Olympia* de Dufay, un groupe d'Henri Laurens, la *Femme aux allumettes* de Picabia et un beau Picasso, se tient. Mais, des salles suivantes, ça se gâte. L'accrochage devient une cacophonie de styles et de genres. Gustave Moreau est en face de Munch : normal, l'un traite de Mesalliance et l'autre de Charlotte Corday.

Côté «femmes fatales», la *Nana* de Manet voltige avec une farouche *Salomé* pomprière de Louis Corin. Les *Ponts de la Seine* de Chagall, où l'on distingue des étreintes dans le ciel (anges ? vierges ?), figure en compagnie de *Faim, folie, crime*, d'Antoine Wiertz, un peintre du XIX<sup>e</sup>, admiré de Lacan : une dame d'un air égaré, fait contre une muraille, un membre de l'enfant qu'elle tient sur ses genoux. Evident, nous sommes à la station «Mères et Madones». Dans la même section, une *Maternité* de Carrière, dont les flous fulgurants faisaient dire à Degas : «Les enfants ont trop fumé

dans l'atelier», n'est pas loin d'une puissante *Gitanes* de Max Beckmann.

Au rayon les-femmes-vont-toujours-par-trois, — trois grâces, trois sorcières, trois Parques, — on a simultanément : *Trois fillettes sur un pont*, l'un des plus beaux tableaux de Munch, un *Jugement de Paris*, énorme et calamiteux de Max Klinger, et un subtil *Sérénade*, *Trois Bretonnes dans un pré*. Ailleurs, on tombe sur la *Naissance de Vénus*, de Gervex ou cette *Entrée de Charles Quint à Anvers*, — 50 mm — où l'empereur est, comme il se doit, accueilli par une cohorte de jeunes femmes dévotées. Le choix des peintures contemporaines n'est pas plus heureux. Un expressionnisme de seconde main, brutal et criard, y domine largement.

Décidément, l'exposition présente tout de pire à côté du meilleur, renvoie tant aux académismes les plus fossilisés, qu'on en oublie la femme.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Eva und die Zukunft, l'image de la femme dans la peinture depuis la Révolution française : Kunsthalle de Hambourg, jusqu'au 14 septembre.

CROQUIS



C'est déjà la rentrée et elles n'ont plus rien à se mettre.

CINÉMA

Locarno découvre Keisuke Kinoshita

Un Japon imprévu et familier

Après Ozu et Naruse, le Festival de Locarno a choisi de nous révéler un cinéaste peu connu en Europe, contemporain d'Akira Kurosawa, Keisuke Kinoshita. La surprise est de taille.

Locarno est sans égal quand il s'agit d'organiser une rétrospective. Pour Kinoshita, pas moins de vingt et un films seront projetés, du dimanche matin, dans le plus grand cinéma de la ville, pour un public fidèle qui suit la manifestation avec assiduité.

Keisuke Kinoshita était là en personne, soixante-troize ans, toujours actif à la télévision et capable de nous montrer son tout dernier film de cinéma, sorti en 1986, *Le Temps de la joie, le temps du chagrin*. Haut comme trois pommes, alerte et drôle, celui qui fut le contemporain d'Ozu et de la Schochika et qui compta les plus extraordinaires succès commerciaux, a vécu le cinéma comme une passion. Ses parents épiciers — ils possèdent une petite chaîne de magasins — lui font assez confiance pour le laisser tout jeune — il n'a que huit ans — plonger dans la caisse et prendre l'argent nécessaire pour voir deux fois par semaine un triple programme au cinéclub voisin : chaque fois un film récent, un ancien, plus une œuvre étrangère. A ce rythme, il a acquis une culture cinématographique sans égale et rêvera d'entrer un plus tôt dans la carrière. Ses parents ne s'y opposent pas.

Dès l'âge de dix-neuf ans, en 1931, il fréquente les studios de la Schochika. Il apprend la photographie, se familiarise avec la techni-

que du scénario, et commence à écrire des histoires. Il fait ses premiers pas de réalisateur en 1943, il n'a que treize ans. Il vient de se faire réformer de l'armée après avoir brièvement tiré du front, en Chine. Son tout premier film, *Le Port en fleurs*, est une surprise. Dans le climat de guerre totale qui prévaut alors, il laisse deviner quelques-uns des traits qui vont marquer toute une œuvre et sa morale : s'aimer les uns les autres. Deux filons venant exploiter la crédulité des habitants d'un petit port perdu laisseront au clou leurs mauvaises intentions, attendris par les beaux yeux d'une jeune fille et la gentillesse ambiante. *Armée* (1944) gêne davantage, et pourtant, dans le dernier des trois épisodes qui constituent ce récit à trois, le metteur en scène réussit à renverser la vapeur.

Le fil part pour la guerre, un peu comme dans la *Grande Parade* de King Vidor, que Kinoshita a admiré. Les conscripts défilent au pas cadencé avant de s'embarquer sous les vivats de la foule en liesse. La mère (jouée par Kinuyo Tanaka, qui sera huit ans plus tard l'admirable interprète de la *Vie de Oshichi*, *femme galante*, de Mizoguchi), fend la foule en un long travelling pour suivre l'étreinte qu'elle veut, la gorge serrée, accompagner jusqu'à la dernière seconde.

L'émotion toujours déborde : Kinoshita n'est jamais un observateur neutre. Le Japon est à genoux, la capitulation est signée en août 1945, les Américains contrôlent tout le pays : le cinéaste se remet immédiatement au travail et reprend le thème d'*Armée* par un autre biais : ce sera une *Aube nouvelle* pour la famille Osono, sorti le 21 février

1946. Kinoshita nous révèle ce qui sera sa préoccupation majeure, la famille et sa désintégration. La mère, non consentante mais résignée, porte sur ses épaules toute la misère du monde, cependant que l'oncle, vieille baderne de militaire, exalte les vertus guerrières tout en coulant une vie douce. A partir de cette date, le réalisateur, prolifique, va tourner — à raison de deux ou trois par an — des films que l'on qualifierait militants, s'ils ne visaient avant toute chose à plaire à un public, d'abord féminin, qui va en masse s'identifier aux peines et aux chagrins de leurs héroïnes.

En 1951 puis 1952, Keisuke Kinoshita présente deux œuvres légèrement parodiques qui constitueraient l'ingrédient idéal d'un feuilleton : *Carmen revient au pays natal*, puis *Le Pur Amour de Carmen*, où joue pour la première fois son actrice favorite, Hideko Takamine. Et puis soudain, après un voyage de six mois en France, en 1952, où il rencontre René Clair, Julien Duvivier, Gérard Philipe, en même temps qu'il se redécouvre une passion toute neuve pour son pays, sa culture, le réalisateur va tourner d'une seule traite quatre œuvres majeures, où il remet en perspective la société japonaise : une *Tragédie japonaise* (1953), ou comment une mère de famille étève dans les pires circonstances ses deux enfants, qui l'abandonneront. Dans une scène saisissante, elle se suicide en se jetant sous un train : le *Jardin des femmes* (1954), sur l'éducation inhumaine offerte par un collège de jeunes filles, cependant que la révolte gronde, qu'on lutte pour la paix, les droits de la femme, le tout scandé par des images d'actualité : *Vingt-quatre heures* (1954), ou la vie d'une institutrice au fil de

l'histoire du Japon, de 1928 à l'après-guerre, «film national», aime à rappeler le cinéaste, et qui a bouleversé toute une nation : et puis *Comme une fleur des champs*, élogie sur un amour gléché par les préjugés et l'éducation.

En 1956, enfin, vient le chef-d'œuvre, sur des données en partie autobiographiques : *Naguer au crépuscule*, qui conte le destin d'une famille de petits commerçants rive à la tâche. La fille aînée cherche le mariage riche qui l'éloignera de la poissonnerie familiale, cependant que son cadet, après la mort du père, met au clou ses rêves d'évasion et se résigne à exercer le métier de son père. Mais Kinoshita n'abandonne pas pour autant la veine comique avec *Philaret une chandelle dans le vent* (1957), histoire d'une famille possédée par le démon de l'argent. Il découvre la tragédie historique avec une première version de la *Ballade de Narayama* (1958), ultra-stylisée, entièrement tournée en studio, puis le *Fleuve Fushiki-gawa* (1960), sur la futilité de la guerre au seizième siècle, vue à hauteur d'homme.

Keisuke Kinoshita désacralise le Japon hiératique admiré chez Ozu et Kurosawa ; dit la jeunesse déboussolée et les vieux qu'on met au placard, la nécessité de se battre pour les justes causes ; il le fait sans illusion et selon les règles du seul spectacle. Il est peut-être le cinéaste le plus populaire de sa génération.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Festival de Locarno publie une brochure de 234 pages, abondamment illustrée, *Kinoshita*, indispensable pour en savoir davantage sur le réalisateur. Prix : 30 francs suisses.

Le film de comédie à Vevey

La canne de Chaplin

Patientement, Vevey impose son style. Au palmarès 86, un film allemand, Manner, mais aussi Maine Océan et Black Mic-Mac.

Vevey, cité du lac Léman, a si bien gardé le souvenir de Charles Chaplin (qui vécut près de vingt-cinq ans avec sa famille au manoir de Ban, à Corsier) que le Festival international du film de comédie, créé en 1981, festival compétitif, donne à ses prix le nom de «Canne d'Or». C'est la badine de Charlie anoblie.

Cette année, le jury international a décerné cette Canne d'Or à *Manner*, film allemand de Doris Dörrie, et la Canne d'Or d'interprétation à Bernard Menez pour son rôle de contrôleur de la SNCF dans *Maine Océan* de Jacques Rozier. La Canne d'Or pour le prix du public est allée à *Black Mic-Mac* de Thomas Gilton (lauréat en 1984 d'un prix pour un court métrage, la *Comédie de la grève*). La fondation Cointreau, l'un des sponsors du festival, a attribué un Ferret d'Or de la meilleure pour s'en sortir.

première comédie à *Coming up roses* de Stephen Bayly.

On ne saurait comparer le festival de Vevey à celui, plus large, plus suivi, de Locarno. Mais son particularisme, soutenu par la passion de sa directrice Iris Brose, de son équipe et, maintenant, par l'Association des amis du Festival international l'impose un peu plus chaque année comme un banc d'essai de la distribution en Suisse et ailleurs.

Si le tiers-monde n'était guère représenté dans la sélection 1986 (mais il est difficile de trouver, dans le genre, des films originaux et, si possible, inédits), l'Europe offrait une assez grande variété. La réalisatrice de *Manner* semble se placer à l'école satirique de Billy Wilder. Doris Dörrie égratigne, jusqu'au sang, les conformismes sociaux de la RFA et fait rire de l'univers des «jules» déboussolés. *Coming up roses* est une perle rare : un film gallois, où l'on découvre l'humour d'un pays pauvre, marqué par le chômage et l'esprit d'entreprise de gens démunis mais jamais à court d'idées pour s'en sortir.

C'est aussi l'instinct de survie et celui du rêve qu'exalte *Eat the Peach*, de Peter Ormrod, film irlandais malheureusement hors concours, inspiré de l'histoire vraie de deux hommes, deux beaux-frères, passionnés de mots, construisant, en pleine campagne, un «mur de la mort» pour des numéros acrobatiques, c'est une œuvre humoristique et tendre avec des points d'émotion où l'on voit comment se pratique la contrebasse à la frontière des deux Irlandes, comment le député magouille, comment les perdants prennent des visages de héros.

Ni le jury ni le public n'ont apprécié la *Corte de Faraon*, de José-Luis García Sánchez, énorme farce espagnole sur une comédie musicale d'après *Joseph vendu par ses frères*, interdite par Franco pour ses allusions politiques, anticléricales, érotiques, etc. Rafael Azcona le corréol a collaboré au scénario de Vaudeville grinçant et volontiers obscène dans lequel est intégrée une parodie très réussie de «zarzuela».

JACQUES SICLER.

PHOTO

Atget : un monument

Permettre de prendre la mesure de son œuvre, définir son unité et tracer sa postérité, tels étaient les enjeux d'un colloque international consacré à Eugène Atget qui s'est tenu, à l'initiative de la direction du patrimoine, dans le cadre du Collège de France, et dont les actes ont été publiés dans un numéro hors série de la revue *Photographies*.

L'événement se veut d'importance tant par la qualité des vingt et un intervenants — de l'historienne tchèque Anna Farova à John Szarkowski, directeur du département de la photo au Musée d'art moderne de New-York, — que par la diversité des points de vue qui tous concourent à faire de cet ancien acteur raté, mort en 1927, absolument inconnu de ses contemporains, non seulement un repère pour l'histoire de la photographie mais un des pères de la photographie moderne.

Posant la question de sa double identité — documentaliste ou artiste ? — le débat se nourrit principalement autour du sens qu'il faut accorder à cette œuvre abondante et multiforme. Reconnu pour être l'archiviste des rues, des intérieurs et des petits métiers parisiens, Atget était aussi un auteur dont le sens du mystère, la prescience ironique de l'éphémère et du meurtre enchanter les surréalistes, qui furent les premiers à le comprendre.

Si la nomenclature de l'œuvre, sa nature mercantile ou ses équivalents à New-York, Londres ou Copenhague sont méthodiquement et parfois laborieusement décryptés, la partie la plus active concerne un rapprochement avec Man Ray, une analyse pertinente de son influence aux Etats-Unis sur des opérateurs comme Walker Evans et Friedlander.

Mais curieusement, si les épithètes pour le qualifier d'«admirable imagier» ou de «pur moraliste pictural» ne manquent pas, on s'étonnera de ne pas trouver la moindre réflexion sur les «Nas et mai-

sons closes» exposés récemment. Philosophie, archéologie, collectionneur ou primitif, malgré la reconnaissance posthume, Atget semble devoir demeurer fidèle à son rôle d'éternel marginal inclassable. Cette livraison d'intérêt en apporte la preuve.

PATRICK ROEGIERS.

★ Colloque Atget/Actes du colloque, Collège de France, 14-15 juin 1985, numéro hors série, 127 p., revue *Photographies*, 70 F.

JAZZ

Les festivals de Chantenay-Villedieu et de Mulhouse

Derniers feux de l'été

A Chantenay-Villedieu, dans la Sarthe, Bofat Achary vient en contrebandier sur les sentiers de la musique improvisée. A Mulhouse, au même moment, Pierre Chariol, noteur de carton pour orgue mécaniques, manifeste un des talents les plus originaux du jazz aujourd'hui. Il transcrit les grands compositeurs, sauf Monk qui encore l'intimide, phrasé et accoutumés comme. Chantenay ou Mulhouse, les derniers feux de l'été. Les tournées sont parties. Télévisions et radios ont plié bagage. A Paris, on tire les pous-sières des clubs pour la rentrée, et les diners s'organisent où se décident les programmes des grands festivals de l'automne (Paris justement, Berlin, etc.). A côté, Chantenay et Mulhouse ont un goût de vendange et de dernière pêche que l'on caillote à l'arbre.

Mulhouse : grîs africains, chanteuses brésiliennes, groupes régionaux se joignent à Pierre Chariol, au Klezmerim, à Stecker Tubapack et à Elizabeth Caumont, cette étoile tombée sur la planète du jazz. Autour d'Achary, Chantenay réunit tout ce que le Japon, l'Amérique et l'Europe comptent de singuliers d'«avergure» : Mishiro Sato, George Lewis, Kenny Wheeler, Philippe Deschepper, Raymond Boni, Deunick Lacro, Tony Coe, etc. Les

moins connus ne sont pas les moins intéressants. Nombre de musiciens présents ici ou là le seront, dans quelque temps, sur des scènes plus riches et plus chères. Pour la plupart, ils auront alors perdu la fraîcheur de leur tempérament, développé jusqu'à l'usure trois stéréotypes et seront parfois changés en leur caricature. Alors la télévision les prendra comme pour les achever (l'exemple de Keith Jarrett est très éloquent). Seuls les génies insolents grandissent à l'épreuve (Miles Davis). Mulhouse et Chantenay-Villedieu offrent encore, et quel que soit leur âge, la chance des artistes à l'état naissant.

FRANÇOIS MARMANDE.

★ Chantenay-Villedieu, 29-31 août. Reins : 43-95-99-82.

★ Festival de Mulhouse, jusqu'au 31 août. Reins : 89-32-58-58.

● Rectificatif. — Dans «Le Rentrée du Métronome» (*Le Monde* du 28 août 1986), nous indiquions qu'une représentation des deux opéras d'égale de Britten était prévue à Fontevraud le 30 août ; elle est annulée. Les représentations prévues dans la capitale auront bien lieu à la Sôphistère, entre le 3 et le 10 septembre.

un histoires  
la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps

de l'histoire de la fin des temps











هكذا امتحان

# Rentrée des classes. Apprenez-lui déjà à compter.

**70 F**

**COBUS**  
Tableau noir 120 x 80

**ASPIRANT**  
Bibliothèque haute,  
panneaux de particule  
laqué blanc  
L 75 P 23,5 H 176  
4 étagères

**SAC A DOS**  
Tôle imperméable  
plusieurs coloris

**POPP**  
Fence documents  
**15 F**

**POPP**  
Lot de 3  
range-journaux.

**PARANT**  
Horloge à quartz  
**55 F**

**195 F**

**KENTRA**  
Chaise junior  
pivotante réglable,  
structure métal laqué  
époxy,  
dosier et siège plastique,  
différents coloris

**AMON ET NICKE**  
Plateau panneaux de fibre  
laqué rouge 120 x 80  
tréteaux pin  
laqué rouge

**CORBEILLE A PAPIER**  
25 litres tôle laquée,  
plusieurs coloris

**345 F**

**169 F**

**JÄRVI**  
Chaise coque plastique,  
piéd tube acier chromé,  
blanc rouge ou noir

**45 F**

**PLUS**  
Lampe de travail,  
métal avec fixations,  
plusieurs coloris

**390 F**

**BONGO**  
Sous-main  
plastique 60 x 50  
plusieurs coloris

**ROBIN**  
Bureau junior  
blanc, 1 saison  
118 x 58

Un petit bureau, une petite chaise, un petit meuble de rangement, une petite lampe, ça fait quoi chez IKEA ?... Des petits prix... Que tous ceux qui ont trouvé lèvent le doigt : on leur décerne un diplôme de économies.

Les autres, les cancres, accrochez-vous bien au radiateur. Des petits prix comme ça, vous n'en verrez pas beaucoup ailleurs. Même à 6 ans, on peut calculer la différence à un roudoudou près. Et puis c'est plus rigolo d'apprendre à compter chez IKEA : on prend un plateau, on ajoute des tréteaux, on additionne et on retranche presque rien tellement c'est pas cher. En plus c'est solide comme tout, on peut dérapier avec les crayons de couleur, ça se nettoie en crachant

dessus... Mais non, avec une éponge humide, petits dégoûtants!

Bon, c'est bien de penser au travail mais il n'y a pas que ça dans la vie. Chez IKEA, on trouve aussi des petits lits qui grandissent avec le temps, des lits superposés qui donnent envie de s'élever au-dessus des autres et des tas de choses sympa-pas-chères pour se remettre à neuf.

Comme on dit chez IKEA, la rentrée, c'est pas le moment de les sortir...



Ils sont fous ces Suédois

Prix valables jusqu'au 21 Septembre 86 dans la limite des stocks disponibles.

**IKEA PARIS NORD II** : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.83.20.25 - MAR. : 11-20 H - MER. JEU VEN. : 11-22 H - SAM. ET DIM. : 10-20 H - FERME LE LUNDI

**IKEA EVRY LISSES** : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENECY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. : 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H. DIM. 10-19 H

**IKEA LYON** : CITE GIAL DU GRAND VIRE VAILLÉ EN VELIN TEL. 78.79.23.25 - **IKEA VITROLLES** : EN LES QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Journal du Monde

N DANS Le Monde

Le Monde  
SANS VISE  
nouveau cahier du week-end

# Economie

## REPÈRES

### Assurance maladie : hausse des dépenses

Le taux de croissance annuelle des dépenses d'assurance-maladie du régime général a continué d'augmenter à fin juillet : 7,6 % contre 7,3 % à fin juin, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. Les soins de santé, à l'exception des prestations en espèces, ont augmenté de 7,9 % (7,6 % à fin juin) et les honoraires privés de 9,4 % (10,5 % à fin juin). Le rythme de croissance annuelle des honoraires médicaux s'établit à 10,6 % (11,8 % à fin juin) et s'explique par la diminution des jours ouvrés ainsi que par la baisse du rythme de progression des consultations de 1,7 point. Le mouvement de hausse des versements aux établissements hospitaliers se poursuit : 6 % contre 4,8 % à fin juin. Cela correspond à une augmentation de 1,6 point du rythme pour les hôpitaux publics et à une diminution de 1 point pour les établissements privés. Les prescriptions sont toujours en hausse (0,9 point), ainsi que les prestations en espèces (+ 3,5 % contre 3,6 %).

### Balance des paiements courants :

#### excédent de 12 millions de livres en Grande-Bretagne

Les analystes s'attendaient à un déficit d'une centaine de millions de livres. C'est un excédent de 12 millions que de la balance des paiements courants que le ministère du commerce et de l'industrie a pu annoncer le 27 août. La baisse des cours du pétrole sur les exportations de produits énergétiques a malgré tout beaucoup joué. L'excédent était de 77 millions de livres en juin dernier et de 344 millions en juillet 1986.

### Productivité :

#### baisse de 0,5 % aux Etats-Unis

En rythme annuel, la productivité a baissé de 0,5 % aux Etats-Unis durant le deuxième trimestre, la première diminution enregistrée depuis la récession de 1981-1982, indique le département du travail. Une évolution qui recouvre une réduction de 0,3 %, toujours en rythme annuel, de la production non agricole et l'augmentation de 0,2 % du nombre d'heures travaillées. Autrement dit, les Américains travaillent plus longtemps pour de moindres résultats. Les statistiques, révisées en baisse du département du travail s'accompagnent d'une évaluation de la hausse des coûts salariaux de 2,8 % durant le deuxième trimestre.

### Taxe professionnelle :

#### dégrèvements possibles

La taxe professionnelle devrait être allégée de 4,5 ou 5 milliards de francs l'année prochaine, cette somme, prise en charge par le budget de 1987, s'ajoutant à la vingtaine de milliards de francs déjà supportés par l'Etat sur un total de 76 milliards de francs rapportés en 1985 aux collectivités locales.

Pour 1986, le paiement de la taxe professionnelle va faire l'objet de nouvelles facilités. Le ministère de l'économie et des finances va mettre en place, à la rentrée, des comités départementaux qui examineront cas par cas les demandes d'allègement qui leur seront soumises. Ces comités pourront décider des dégrèvements ou attribuer des délais de paiement lorsque la situation financière et sociale de l'entreprise le justifiera ou lorsque l'augmentation de la taxe par rapport à 1985 aura été excessive. Mais la mesure n'est pas prise en compte de quel pourcentage la progression de la taxe sera considérée comme excessive.

## CONJONCTURE

### La baisse des prélèvements obligatoires

#### Un combat difficile

En annonçant, il y a deux jours (1), que les prélèvements obligatoires — impôts et cotisations sociales — baisseront d'un demi-point cette année et resteront stables l'année prochaine, l'équipe de M. Balladur a-t-elle remis en question les grandes espérances de M. Chirac ?

On se souvient peut-être qu'au cours de sa conférence de presse du 21 juillet, le premier ministre interrogé sur le poids des prélèvements obligatoires en 1987 avait déclaré qu'il ne fallait jamais prendre d'engagements dans ce domaine, « car on risque d'être démenti par l'évolution de la conjoncture ». Mais M. Chirac avait immédiatement ajouté que son objectif était une baisse de 1 % par an de ces prélèvements par rapport à la richesse nationale (exprimée en terme de produit intérieur brut). Evoquant le budget de 1987, le premier ministre avait parlé d'une réduction des prélèvements d'Etat, soulignant qu'il s'agissait d'un « acte de rupture » avec les années passées et évoquant le temps — « dans cinq ans, huit ans ou dix ans » — où les prélèvements obligatoires seront revenus « aux alentours de 35 %, ce qui est naturel et normal dans une société de liberté responsable, dynamique ».

Or que constate-t-on ? Les prélèvements obligatoires n'ont cessé de grimper jusqu'en 1985 pour atteindre cette année — selon les dernières estimations — 45,6 % du PIB, après 45,5 % en 1984, 44,6 % en 1983, 43,8 % en 1982. La commission des comptes de la nation avait, dès la fin du mois de juin, prévu une baisse des prélèvements cette année et une stabilisation l'année prochaine. Les pourcentages qui avaient alors été retenus étaient de 44,9 % en 1986 et

1987, soit une baisse de 0,7 point par rapport à 1985.

Les prévisions associées au projet de loi de finances qui sera discuté à partir de l'automne au Parlement sont un peu différentes, la baisse des prélèvements n'étant plus, on l'a dit, que d'un demi-point cette année. M. Chirac ne pouvait en tout cas ignorer fin juillet — lors de sa conférence de presse — les calculs effectués par le ministère des finances. Ce qui explique probablement sa prudence concernant 1987. Il est plus difficile de comprendre pourquoi le premier ministre a pu se fixer des objectifs aussi ambitieux et probablement irréalisables d'une baisse d'un point des prélèvements obligatoires chaque année et de dix points en « cinq, huit ou dix ans ».

Quant à la réduction des déficits publics, autre priorité gouvernementale, les choses n'ont pas aussi facilement suivi. L'Etat et la Sécurité sociale — à l'exception de la baisse d'un point des prélèvements officiels — à 2,8 % cette année et retrouverait seulement l'année prochaine son niveau de 1985.

Il est vrai que les recettes tirées de la privatisation, qui sont considérées comme des opérations en capital, ne sont pas prises en compte par la comptabilité nationale dans l'amélioration des besoins de financement.

On est rigoureux ou on ne l'est pas.

AL V.

(1) Le Monde du 27 août.

● **Précision.** — L'écart d'inflation entre la France et les huit plus grands pays industrialisés occidentaux (le Monde du 28 août, page 17) a été de 0,3 point en avril, 0,2 point en mai, 0,3 point en juin et 0,4 point en juillet, selon les statistiques du ministère de l'économie et des finances dans lesquelles le poids des pays étrangers est fonction de leur importance dans le commerce extérieur de la France. D'après l'INSEE, qui calcule une autre série (le poids des six plus grands pays occidentaux est fonction de leurs exportations vers le reste du monde), l'écart est le suivant : 0,8 point en avril, 0,7 en mai, juin et juillet.

● **Participation :** compromis sur le gel de la réserve spéciale ? — Le ministère de l'économie et le ministère des affaires sociales pourraient se retrouver sur un compromis à propos du projet d'ordonnance sur la participation financière : la période de blocage de la réserve spéciale de participation pourrait être ramenée de cinq à trois ans, une nouvelle incitation fiscale restant à trouver. Pour sa part, la CFTC a demandé la présence de cinq représentants des salariés dans les conseils d'administration de quinze membres, « présentés selon les règles en vigueur dans les élections précédentes aux conseils d'administration ».

## Selon un sondage BVA

# La moitié des chômeurs non indemnisés n'espèrent plus retrouver un emploi stable

Un sondage BVA a permis de savoir qui sont les chômeurs non indemnisés (1,1 million en 1985). Pourtant peu exigeants en ce qui concerne leur emploi, ils ne se font pas d'illusions. Pour retrouver une activité, leurs handicaps sont nombreux, difficiles à surmonter. Quant à leur mode de vie, il est financièrement perturbé. Fort heureusement, la solidarité familiale est là pour compenser.

Avec une enquête réalisée à partir d'un sondage demandé à BVA (1) par le ministère des affaires sociales, on connaît désormais un peu mieux les chômeurs non indemnisés, dont l'existence et le nombre avaient auparavant fait l'objet d'ardentes polémiques.

Pour cette étude, trois catégories ont été retenues, au comportement et aux caractéristiques différents : les chômeurs n'ayant jamais eu accès à une indemnisation quelconque, soit par ignorance, soit par rejet de leur dossier ; les chômeurs sortis d'une indemnisation courte, principalement les jeunes et les femmes ; les chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation et qui ont été licenciés après une longue période d'activité.

Au total, la population des non-indemnisés est plus féminine et plus jeune que la moyenne des chômeurs, le système d'indemnisation étant plus favorable aux salariés âgés possédant de longues références de travail. Le niveau d'instruction et de

qualification est relativement faible, puisque 58 % d'entre eux sont manœuvres, OS ou employés non qualifiés, et que 38 % n'ont pas dépassé l'école primaire.

Cependant, leur expérience professionnelle est ou lointaine ou inexistante, 41 % n'ont jamais travaillé, et les deux tiers n'ont pas occupé un emploi au cours des deux dernières années. Leur période d'activité la plus récente traduit une grande instabilité, avec de fréquents passages dans des emplois précaires et peu qualifiés. Dans les cinq dernières années, 42 % ont occupé au moins deux emplois successifs et 43 % ont connu les contrats à durée déterminée, l'intérim, les vacations, les « pipes » ou les « cachets ». Non seulement leur dernier emploi était non qualifié (63 %), mais la durée en a été de moins d'un an (55 %).

Deux grands groupes se dégagent. On trouve d'un côté les jeunes et les femmes et, de l'autre, « des chômeurs en fin de droits qui ont basculé de l'emploi vers un chômage de longue durée », auxquels il faut adjoindre les chômeurs répétitifs (30 %), des hommes âgés de vingt-cinq ans à trente-neuf ans légèrement plus qualifiés que la moyenne mais handicapés, pour 21 % d'entre eux, par leur état de santé.

Les uns et les autres ne se font plus d'illusions sur leur chance. La moitié d'entre eux pensent ne pas pouvoir retrouver un emploi stable à temps plein, et le quart ne croient même pas en trouver un. Scrupuleux, 39 % disent qu'ils obtiendraient

« peut-être » un travail. Pourtant, ils ne se montrent pas difficiles ; 75 % accepteraient un emploi non qualifié et se résoudraient à une déqualification importante. En moyenne, le salaire qu'ils demandent (4 700 F) n'est que légèrement supérieur au SMIC. Ils formulent peu d'exigences : 95 % accepteraient un travail à mi-temps, 88 % un travail précaire, et même des postes réputés pénibles. Seules restrictions : la moitié refuseraient de déménager ou ne toléreraient pas un temps de transport supérieur à une demi-heure.

Pour cette recherche d'un emploi, les chômeurs non indemnisés font confiance à l'ANPE (22 %), aux petites annonces (19 %), à la famille ou aux relations (16 %). Leur éloignement du marché du travail les empêche d'avoir recours à des méthodes plus directes et, inspirés par leur expérience, ils manifestent un certain découragement. Ces chômeurs hésitent à renouveler leurs efforts, ayant sans succès employé tous les moyens. Les trois quarts ont fait des démarches, mais 13 % seulement ont reçu des propositions, sans suite. Dans 62 % des cas, ils n'ont obtenu aucune entrevue avec un employeur, et 19 % ont bénéficié d'un seul rendez-vous. Pour expliquer ces échecs, ils mettent en avant des insuffisances personnelles (39 %) ou la concurrence (20 %). Leurs exigences, et pour cause, n'apparaissent pas comme un obstacle à l'emploi, sauf peut-être en ce qui concerne le salaire proposé, de 4 200 F en moyenne.

Rares également sont ceux qui ont suivi un stage (14 %) bien que 41 % aient déposé une demande. Là encore, la formation ne leur paraît pas être une issue, et ils s'en persuadent en invoquant leurs propres difficultés pour justifier les nombreux refus subis par leur dossier (50 %).

Dans cette population, les chômeurs de longue durée occupent une place particulière. Ils sont moins jeunes, moins qualifiés, moins instruits, et, pour 20 % d'entre eux, ont été licenciés. Ils ont davantage de problèmes de santé, le quart des inscrits au chômage depuis plus de six ans étant affecté d'un handicap. Relativement plus exigeants pour un emploi éventuel, ils présentent des traits accentués par rapport aux autres. Ils sont plus pessimistes sur leurs perspectives d'emploi (30 % n'y comptent plus), déposent moins de demandes de stage et subissent plus de refus. Leurs relations professionnelles sont moins nombreuses, et ils sont moins bien placés à l'égard du travail au noir.

ALAIN LEBEAUX.

(1) L'enquête par sondage a été effectuée en juillet 1985 auprès d'un échantillon représentatif de chômeurs non indemnisés. L'analyse a été réalisée par Mireille Elbaum et Philippe Faure, et publiée dans la revue *Travail et emploi* de juin 1986, éditée par le ministère des affaires sociales et de l'emploi. D'après les estimations de l'INEDIC, les chômeurs non indemnisés étaient 1 118 000 au 31 décembre 1984 et représentaient alors 41 % des demandeurs d'emploi. L'enquête a porté sur 75 % de cette population.

## AFFAIRES

### Revirement dans la politique textile

# Sous-traiter à l'étranger pour sauver l'industrie française

Le décret supprimant l'obligation de marquage d'origine des produits textiles est paru au *Journal officiel* du 27 août. Une mesure qui s'imposait dès lors que l'industrie de la confection française mise désormais sur l'exportation de sa production.

La mode est aujourd'hui à la délocalisation. Ettonnant revirement du secteur de l'habillement, qui jusqu'à se montrait plutôt réticent devant la sous-traitance à l'étranger. Même évolution de la part des pouvoirs publics qui multiplient aujourd'hui les mesures pour faciliter la tâche aux industriels. Hier on accusait le travail à l'étranger de supprimer des emplois à l'intérieur de l'Hexagone. Aujourd'hui on se demande si la France n'a pas plus perdu que gagné à avoir voulu à tout prix employer ses nationaux.

Les Français ont relativement peu utilisé la facilité accordée aux industriels européens désireux de délocaliser leur production, le trafic de perfectionnement passif (TPP), institué par un règlement communautaire en 1982. Par ce règlement, un industriel peut exporter temporairement des tissus et réimporter les produits finis dans la limite des « quotas TPP ». Ceux-ci, loin d'être des obstacles, sont en fait des avantages donnés aux fabricants européens. Ils leur permettent d'échapper à d'autres contingents, ceux imposés aux exportations des pays en développement dans le cadre de l'accord multilatéral (AMF), un accord international de protectionnisme textile.

Le TPP n'est pas d'un usage facile. La délocalisation impose des investissements (fraîs de prospection à l'étranger, maintien de contrôleurs de production sur place, transport), et n'est rentable que sur les longues séries de vêtements, pour lesquelles l'importance relative du temps de piquage (coûteux en main-d'œuvre) est la plus grande.

En France, les procédures administratives nécessaires (dépot d'un dossier par le producteur européen, comparution le contrat de sous-traitance passé avec le fabricant étranger) sont particulièrement lourdes, difficilement compatibles avec les exigences du marché changeant de la mode, féminine en particulier. De plus, la France a longtemps limité ses quotas TPP aux seuls pays préférentiels (pays méditerranéens avec lesquels elle entretient des relations privilégiées). Autant de motifs qui ont contribué à maintenir la part des TPP dans les importations à un taux bas, inférieur à 10 % en 1985. Même en incluant le travail à façon hors TPP, le niveau de délocalisation de la production en France (17 %) n'atteint pas le tiers du niveau ouest-allemand, de 60 % en 1985.

### La carte de la délocalisation

Mais freiner le travail à façon à l'étranger a eu ses revers. Si la délocalisation des effectifs de l'industrie a peut-être été amortie, cela n'a pas empêché la dégradation de la compétitivité de l'habillement français, spécialité du pays. Alors que la France exportait en 1975 deux fois plus de vêtements qu'elle en importait, dix ans plus tard elle équilibre juste ses échanges. Cette évolution tient en partie à la montée en puissance de concurrents, telle l'industrie de la mode italienne. Mais la France a également beaucoup souffert de l'utilisation du TPP, notamment par la République fédérale d'Allemagne. Les industriels ouest-allemands, ayant très tôt joué la carte de la délocalisation, ont inondé les marchés traditionnels de la France de produits fabriqués en Extrême-Orient, ou dans les pays de l'Europe de l'Est. Ce sont d'ailleurs eux qui ont les premiers — dès 1975 — élaboré une réglementation favorable au travail à façon à l'étranger.

Pour rester compétitifs, les industriels français voient désormais dans

la sous-traitance à l'étranger le moyen de garder une production nationale : délocaliser une partie de l'activité permet d'opérer une pré-traitance entre les bas coûts de main-d'œuvre des pays en développement et les coûts de production élevés en France.

Soutenus par la profession, le gouvernement se décide aujourd'hui à favoriser le TPP, qui présente l'avantage de prévoir des garde-fous pour éviter les délocalisations excessives. Seuls sont autorisés à y participer les industriels qui conservent une production suffisante dans leur pays d'origine. Et obligation leur est faite d'utiliser exclusivement des tissus communautaires (à moins de pouvoir prouver que la production de ce tissu est insuffisante dans la CEE), afin de protéger aussi l'industrie d'appoint, le textile.

« Nous ferons tout pour encourager le TPP », insiste un fonctionnaire au ministère de l'industrie : procédure administrative accélérée, et surtout multiplication des quotas TPP obtenus au prix de vives négociations à Bruxelles. Ceux-ci ne sont en effet pas distribués à l'intérieur de la Communauté selon une clé de répartition, comme les quotas AMF, mais à l'occasion d'une « foire aux quotas », selon la formule d'un parti-

cipant. Longtemps, les Allemands ont été les plus bousinés. Mais cette année la France a réussi à « rattraper » une part importante du nouveau trafic, notamment en tiers des nouveaux quotas de pantalons sur la Yougoslavie. Elle demande l'ouverture de négociations sur d'autres pays d'Europe de l'Est.

« La délocalisation donne l'impression que l'on retire du travail à nos ouvriers, pour le donner ailleurs. Au contraire, on peut prouver que, dans le prêt-à-porter masculin, les entreprises qui la pratiquent ont continué à embaucher », déclare M. Claude Misery, président de la Fédération du vêtement masculin, qui préfère néanmoins la pudique formule de « canalisation des importations » à celle de « délocalisation ».

Cette constatation, valable sur le long terme, n'empêche pas que l'adaptation de l'outil industriel sera, dans un premier temps, douloureuse en termes d'emploi. Les pouvoirs publics sont désormais convaincus que seule cette solution « permettra à certaines entreprises d'être encore présentes » dans l'avenir.

DOMINIK BAROUC.

## ENTREPRISES

### Thomson dans les émetteurs TV aux Etats-Unis

Thomson-LGT, société du groupe national qui fabrique des émetteurs de radio et de télévision, avec huit cents personnes, va acquérir 100 % de la société américaine Comark Communications Inc. Numéro deux aux Etats-Unis des émetteurs TV UHF, avec 20 % du marché, Comark réalise un chiffre d'affaires de 12 millions de dollars. Cette acquisition va offrir au groupe français une entrée aux Etats-Unis et épaule Comark vis-à-vis des grandes chaînes de TV câblées (CBS, NBC...). L'ensemble fusionné représentera, en 1986, un chiffre d'affaires de 127 millions de dollars et donne à Thomson, présent dans une centaine de pays, 30 % du marché mondial de ce secteur.

### General Motors et Suzuki s'associent pour produire des voitures au Canada

L'américain General Motors et le japonais Suzuki (dont GM détient 8,3 %) ont annoncé le 27 août un accord pour la production conjointe de véhicules au Canada. Ce projet, estimé à 360 millions de dollars, permettra l'assemblage de 200 000 véhicules par an (120 000 petites voitures et 80 000 camionnettes), à Ingersoll, dans l'Ontario. La production débutera en 1989 et entraînera la création d'au moins 2 000 emplois directs. Les associés s'engagent à respecter le pacte automobile américain-canadien de 1985 qui prévoit, notamment, 80 % d'intégration locale. Les véhicules produits seront vendus au Canada et aux Etats-Unis. Cet accord porte à près de 3 milliards de dollars américains les investissements annoncés depuis dix-huit mois dans l'industrie automobile au Canada.

### Air Inter crée Inter Cargo

D'ici la fin de l'année, Air Inter créera avec la compagnie Europe Aero Service (EAS) une filiale spécia-

lisée dans le transport du fret le nuit entre le nord et le sud de la France. Cette société sera dénommée Inter Cargo. Son capital appartiendra, dans un premier temps, pour 70 % à Air Inter et pour 30 % à EAS, un troisième partenaire pouvant les rejoindre. Inter Cargo utilisera deux quadri-turbopropulseurs Vickers Vanguard. Elle devrait conclure un contrat de service avec TAT-Express.

### L'américain Gould se sépare de son électronique militaire

Le groupe américain Gould a l'intention de vendre ses activités d'électronique militaire, qui représentent un quart de son chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars et cinq mille salariés. Gould fabrique des équipements électroniques et de lutte anti-sous-marine et des matériels de communication. L'opération, qui lui rapporterait de 650 à 825 millions de dollars, selon son président M. Mc Donald, permettrait de concentrer le groupe sur l'électronique industrielle et l'informatique civile.

هناك املاط



(Publicité)



## La mutualité scolaire : au service des familles

Traditionnellement, la rentrée scolaire réveille un débat, souvent transformé en controverses animées, voire en polémiques, à propos des assurances. Selon certains, elles constitueraient un marché captif où régneraient les Mutuelles assurances élèves bénéficiant d'un monopole utilisé pour drainer vers une organisation syndicale d'enseignants, vers une association de parents d'élèves et même vers certain parti politique, des sommes fabuleuses ainsi détournées de leur véritable destina-

tion. La préparation des élections du 16 mars a conduit les adversaires systématiques de l'école publique jusqu'au paroxysme de l'agression et de la calomnie.

Tout aussi traditionnellement dans le passé, une à deux semaines après la rentrée, la fièvre retombait. Les MAE se consacraient à leur tâche de réparation des accidents au compte des presque six millions d'élèves dont les parents avaient fait confiance à la mutualité scolaire.

### Une règle d'exception

La prochaine rentrée connaîtra à cet égard une tension accrue. Par le moyen d'une « note de service » récente, le ministre de l'Éducation nationale vient d'interdire aux enseignants la distribution des documents d'assurance autres que ceux présentés par les associations de

parents. De fait, cette mesure, assortie de la menace des sanctions afférentes à une faute de service, constitue une règle d'exception, puisque, sans les nommer, elle ne s'appliquera par ce biais qu'aux seules MAE.

### Pour 20 centimes par jour

Dès la naissance de l'école laïque, les instituteurs ont conçu et mis en œuvre un dispositif mutualiste de protection de leurs élèves. Les MAE, du plus petit au plus grave dommage corporel ou matériel, assurent une couverture dont les familles apprécient l'étendue et le niveau, pour une cotisation qui n'atteint pas 20 centimes par jour. Ces cotisations sont d'ailleurs in-

changées depuis 1983. Dans le premier degré, les instituteurs et les directeurs d'école assurent naturellement, depuis plus de cinquante ans, la distribution des documents des MAE. Les familles font ensuite leur choix entre ces propositions et celles émanant de telle ou telle organisation de parents, également diffusées à l'école.

### La liberté mutilée

En invoquant la liberté de choix des familles, le ministre la mutilé. En même temps, il risque de priver un nombre important d'écopiers de leur protection mutualiste actuelle, puisqu'il octroie un choix exclusif aux deux seules associations de parents, alors qu'elles ne sont nullement implantées dans toutes les

écoles. La tâche accomplie par les instituteurs prend ici toute sa valeur.

Aussi, les millions de familles qui font confiance aux MAE admettront difficilement une mesure dont les véritables motivations leur paraîtront étrangères à leur intérêt, voire antagonistes.

### Une mise en cause sans fondement

La directive ministérielle intervient donc au moment où se déchaîne, avec plus de violence, une campagne de dénigrement des MAE accusées de « racket » selon la formule de M. Schleret, président jusqu'au printemps dernier de la PEEP, une des associations de parents d'élèves.

Le ministre donne du crédit à ces accusations, en affirmant dans une interview : « les parents doivent savoir qu'en souscrivant à un tel contrat d'assurance, ils s'affilient — même s'ils n'adhèrent pas à elle

— à tel syndicat d'enseignant ou à telle fédération de parents d'élèves liées à lui par une idéologie particulière ».

L'amalgame qui s'opère ainsi devient proprement calomnieux. Il ne suffit pas d'affirmer, il faut prouver.

Les comptes des MAE sont clairs et régulièrement contrôlés par deux autorités de tutelle : le ministère des finances par sa direction des assurances et le ministère des affaires sociales pour l'activité mutualiste.

### Accuser n'est pas prouver

S'ils sont sûrs de leur fait, les accusateurs, quels qu'ils soient, doivent aller jusqu'au bout de leur logique et contribuer à faire réprimer les manquements à la loi et à l'honnêteté. Sinon leurs accusations se détruisent d'elles-mêmes et leurs au-

teurs se déconsidèrent. Les MAE ne sont l'appendice ou le satellite d'aucune organisation. Elles ne rient pas pour autant le système de valeurs, inséparable de leur conception de la laïcité qui inspire leur action.

### Une double ambition

Ouvertes à tous les élèves de l'école publique, sans aucune distinction d'appartenance associative, religieuse ou philosophique, elles sont animées d'une double ambition.

Elles prétendent assurer au meilleur prix la meilleure protection. De ce point de vue, elles ne craignent aucune comparaison.

Elles veulent aussi participer à la prise de conscience de l'indispen-

sable solidarité dépouillée des égoïsmes, en insérant dans l'acte éducatif la pratique mutualiste.

Dans cet esprit, les Mutuelles assurances élèves développent, depuis un an, une action pédagogique dans les classes de cours moyen à partir de l'exploitation d'une bande dessinée. Elle a pour objet la prévention des accidents et l'éducation mutualiste. Elle se prolongera durant l'année 1986-1987.

### École et mutualité

En développant les assurances scolaires, parallèlement et même antérieurement à la création de leur propre réseau d'œuvres mutualistes, en donnant à leur enseignement la dimension supérieure de la solidarité, les instituteurs bannissent l'égoïsme corporatiste et ils traduisent dans leurs actes scolaires ce « sens élevé de leur mission » auquel le ministre fait référence à travers une vision personnelle qui le conduit à des dé-

cisions néfastes et à des appréciations injustes.

Parti pris ou information unilatérale ? Par refus de pratiquer le procès d'intention, nous ne voulons pas en juger. Nous regrettons cependant que, malgré des demandes d'audience répétées, M. Monory n'ait pas estimé utile d'entendre les responsables des MAE, comme l'ont fait dans le passé ses prédécesseurs.

### Les enfants seraient les victimes

Nous craignons que, par la suite, ne naisse un dangereux malentendu. Il atteindrait peut-être les enseignants, qui seraient, selon lui, depuis des décennies, en état de « faute de service ». Ils sont armés pour se défendre.

Mais il léserait plus gravement les millions de familles attachées à l'action des MAE, à leurs yeux inséparable en même temps du contenu éducatif de l'école publique et des valeurs qu'illustre le mouvement mutualiste.

On nous a contraints à nous exprimer publiquement en sortant d'une réserve dont nous nous sommes fait une règle, parce que nous refusons d'exploiter le malheur et la détresse à des fins de publicité et de propagande à coloration politique. Seul l'enjeu du moment, efficacité dans la protection mutualiste des élèves et dignité des animateurs des Mutuelles assurances élèves, nous y conduit.

Chacun a pris ses responsabilités.

Le bureau national des  
MUTUELLES  
ASSURANCES ÉLÈVES



les mutuelles assurances élèves

UNION MUTUALISTE UNIVERSITAIRE - ASSURANCE MUTUELLE UNIVERSITAIRE  
15, PLACE DU GÉNÉRAL-CATROUX, 75017 PARIS. Tél. : 47-66-04-30





## 27 AOUT

- o : coupon détaché
- o : offert
- o : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- \* : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La conférence des non-alignés à Harare. 4 Les pays du Golfe appellent l'Iran à « mettre fin à ses actions illicites ». 5 RFA : des mesures pour enrayer l'efflux des immigrés. - Le voyage de M. Bariani en Amérique centrale.	6 Les critiques contre le projet de découpage électoral. - Point de vue : « La suprématie présidentielle », par Bernard Riebau. <b>DÉBATS</b> 2 La polémique sur le Conseil constitutionnel.	8 MM. Pasqua et Pandraud à l'université d'été du RPR. - La conférence de Vienne sur Tchernobyl. - Les projets de M. Monory. 9 Sports : tennis et athlétisme. - Communication. 10 Echecs : le douzième partie.	17 L'exposition « Eva und die Zukunft », à Hambourg. - Le Festival de Locarno découvre Katsushika Kurosawa.	22 La moitié des chômeurs non indemnisés n'espèrent plus retrouver un emploi. - Revirement dans la politique textile. 24 Le montage du crédit-relais du Mexique a été mis au point. 24-25 Marchés financiers.	Radio-Télévision ..... 19 Annonces classées ..... 24 Météorologie ..... 19 Mots croisés ..... 20 Carnet ..... 19 Loto, Loterie ..... 20 Programmes des spectacles .. 18

## Le voyage de M. Chirac à Nouméa

## Le gouvernement met l'accent sur la relance économique

NOUMÉA  
de notre correspondant

Un kiosque à musique, des joueurs de boules et du gazon vert où se prélassent les lycéens : le cadre respire une délicate quiétude. Mais la place des Cocotiers sait aussi devenir en quelques instants un décor de fibre. Avec son balcon de marbre qui surplombe une esplanade où peuvent se rassembler des milliers de personnes, l'endroit s'est imposé comme le haut lieu de l'espace politique local.

En s'adressant à eux Nouméens vendredi 29 août en fin d'après-midi, M. Jacques Chirac sacrifiera à cette tradition. Venu sur le « caillou » rassurer une population inquiète, le premier ministre trouvera un territoire calme. Certes, l'inconnu du référendum prévu en 1987 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie nourrit bien des craintes, mais pour l'heure les règles du jeu fixées par le statut transitoire de M. Pons, fortement corrigé par le Sénat, font l'objet d'un consensus.

Côté RPRC, on est bien sûr satisfait du langage de M. Pons et du plan de relance économique et sociale mis au point par le gouvernement afin de remettre à flot une « économie sinistrée ». Cet effort financier de l'Etat devrait se chiffrer à plus de 10 milliards CFP (570 millions de francs français), dont la moitié servira à combler le déficit du budget territorial. Des signes encourageants sont nettement perceptibles dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Pour le mouvement de M. Jacques Lafleur, ce dispositif de relance est surtout un pari politique : une vigoureuse reprise économique ne pourrait, selon lui, qu'affaiblir l'influence indépendantiste, surtout chez les jeunes touchés par le chômage.

Ce qui intéresse, en revanche, les indépendantistes dans la visite de M. Chirac, c'est qu'elle corresponde au véritable démarrage de la régionalisation. Alors que, dans une ver-

sion initiale du « statut Pons », les trois régions étaient vidées de leur substance, elles vont, après l'intervention du Sénat, pouvoir fonctionner dans de meilleures conditions que celles qui avaient été prévues par MM. Fabius et Pisani.

D'un côté, l'Etat s'est engagé à compenser le manque à gagner budgétaire induit par la nouvelle loi ; c'est ce qui a motivé la décision du dernier congrès du FLNKS, qui contrôle les trois régions, de poursuivre cette expérience institutionnelle. Mais surtout les régions indépendantistes ont réussi à associer dans des sociétés d'économie mixte (dont elles détiennent 51 % du capital) des partenaires privés réticents ou hostiles à la régionalisation tant que celle-ci était l'œuvre de M. Pisani.

Le cadre régional permet donc aux indépendantistes de prendre pied dans des secteurs comme l'agro-alimentaire, le tourisme, l'exploitation de la mer et de la forêt. Cet enracinement économique pourra être opportunément converti en atout politique au moment du scrutin d'autodétermination, pense M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file des indépendantistes calédoniens.

Dans cette course de vitesse pré-référendaire, l'arbitre est M. Jean Montpezat. Le nouveau haut-commissaire est un homme de compromis et multiplie les contacts avec les partisans de M. Lafleur comme avec les indépendantistes. Aux uns, il assure que « la France ne laissera pas reculer le désordre ou s'installer à nouveau la violence ». Aux autres, il déclare « reconnaître le fait institutionnel de la région ».

Directeur des affaires politiques au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM lorsque M. Dijoud était en fonction, il avait été violemment critiqué par le RPRC pour avoir lancé la réforme foncière. Ce précédent le rend peu suspect d'infatigable aux intérêts locaux. Reste l'intérêt de l'Etat : M. Chirac en définit le nouveau contenu place des Cocotiers.

FRÉDÉRIC BOSCH.

## L'élection législative partielle en Haute-Garonne

## M. Dominique Baudis conduira la liste UDF-RPR

TOULOUSE  
de notre correspondant

« Je n'ai pas l'habitude de me dérober. Je conduirai donc la liste d'union pour la Haute-Garonne. » Ainsi que nous le laissons entendre (le Monde du 28 août), M. Dominique Baudis est revenu sur sa déclaration du 11 juillet dernier, dans laquelle il affirmait vouloir figurer « de façon symbolique à la huitième place » sur la liste UDF-RPR pour l'élection législative partielle du 28 septembre prochain en Haute-Garonne.

Dans une brève déclaration lue à la presse le jeudi matin 28 août, le maire de Toulouse, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, a d'autre part précisé : « Je m'efforcerai au profit de mes concitoyens et resterai parmi vous au service de Toulouse, de la Haute-Garonne et de Midi-Pyrénées. » Clairement dit, il se démettra une deuxième fois de son mandat national.

Pour justifier sa stratégie, M. Dominique Baudis invoque trois raisons : il entend, en occupant la première place, « dénoncer les irrégularités commises par le pouvoir socialiste, ses machinations (...) qui portent atteinte à la réputation de notre département » ; il veut aussi relever le défi Joseph « élevant une nouvelle fois contre ce « parachutage » qui, selon lui, fait

de la Haute-Garonne « un territoire à coloniser ». Enfin, M. Dominique Baudis veut s'opposer à la tactique du PS « qui cherche à déstabiliser la majorité et le gouvernement en transformant la Haute-Garonne en champ de bataille ».

On peut penser que ces trois thèmes constitueront les axes principaux de la campagne majoritaire, une campagne qui ne devrait pas être marquée par de grandes initiatives médiatiques. M. Dominique Baudis estimant qu'il n'a ni le temps ni les moyens de faire « du grand spectacle » à la mesure, dit-il, de celui que le Parti socialiste se promet de mettre en place. Seul M. Jacques Chaban-Delmas, « en voisin et ami », devrait venir épauler le maire de Toulouse, qui affirme « qu'il n'a pas été élu pour battre les estrades ».

« J'avais pris ma décision dès la fin juillet », a encore précisé M. Dominique Baudis, qui n'a pas souhaité prendre d'initiative trop tôt, « ne voulant pas lancer la campagne en août ». L'objectif du maire de Toulouse est la réélection des quatre députés sortants. M. Jean-Paul Séguela (RPR) est en deuxième position ; suivent MM. Pierre Montastruc (Parti radical), Jean Diebold (exclu du RPR) et Pierre Baudis (UDF).

GÉRARD VALLÈS.

## Jean Dutourd quitte « France-Soir »

Après seize ans de chronique quotidienne dans les colonnes de France-Soir — qui le virent passer peu à peu de la dernière page à la une — Jean Dutourd quitte le journal de la rue Réaumur. Dans sa dernière chronique parue ce jeudi 28 août, intitulée « Un bon souvenir ? », l'auteur de *Au bon beurre* (Prix Interallié 1952) et d'une trentaine d'autres ouvrages, fait ses adieux. L'académicien indique toutefois qu'il pourrait reprendre occasionnellement la plume, « pour le plaisir de revoir ses petites plaisanteries imprimées dans le journal ».

« France-Soir me prenait beaucoup de temps, nous a expliqué Jean Dutourd. Et lorsque j'ai fait paraître mon dernier livre, *Contre les dégâts de la vie, je me suis rendu compte que mon « truc » était la littérature pure, c'était d'écrire, plutôt que de me mettre au grain de sel sur les « couillonnades » de la vie politique ».*

Pour la direction de France-Soir, ce départ n'a rien d'étonnant : « Le choix de Jean Dutourd fait partie d'un accord. Un choix qui pourrait porter un rude coup au journal, dont la diffusion s'effrite, la chronique de l'écrivain étant l'un des rendez-vous les plus appréciés des lecteurs. »

Y.-M. L.

## Quatre recrues importantes pour RMC

Quatre recrues importantes viendront chaque jour, dès la rentrée prochaine, renforcer l'équipe de Radio Monte-Carlo : Patrick Sébastien pour le rire (de 12 heures à 12 h 30, avant les informations avancées d'une demi-heure) ; Eddy Mitchell pour l'actualité cinématographique ; Balcon et orchestre « de 18 heures à 18 h 30 » ; Jean-Claude Bourret pour « Des histoires de notre temps » (à 13 heures après le journal) ; Philippe Bauchard, enfin, connu également des téléspectateurs de TF 1, qui ajoutera une chronique économique quotidienne (7 h 55) à celle d'Albert du Roy (7 h 45) pour renforcer la session d'informations du matin.

Ces « nouveaux » prendront place aux côtés des vedettes de la station, Jean-Pierre Foucault, Yves Mourousi, Françoise Hardy ou Dick Rivers, et contribueront à faire de RMC, estime M. Jean-Pierre Hoss, directeur général, « une station chaleureuse, moderne, rythmée, enracinée dans son terroir, attentive aux préoccupations concrètes de ses auditeurs ».

Éthiopie  
Un cessez-le-feu... pour lutter contre les sauterelles ?

Frankfort. — Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL-Érythréen) a proposé un cessez-le-feu au gouvernement éthiopien, afin de combattre les nuées de sauterelles qui affectent quatre des huit provinces d'Erythrée, a indiqué, mercredi 27 août, à Frankfort, l'annexe du FPL chargée de l'assistance économique.

Un porte-parole a indiqué que la poursuite des combats entre l'armée éthiopienne et les rebelles érythréens empêchait une action efficace, qui doit être conduite par des moyens aériens, contre les sauterelles qui détruisent les moissons, car le commandement de l'aviation éthiopienne ne tolère aucun survol des régions contrôlées par le FPL. Les moyens à la disposition de celui-ci sont loin d'être suffisants pour venir à bout de la calamité, a-t-il ajouté.

L'antenne économique du FPL demande aux organisations internationales et aux Etats d'intervenir pour que le gouvernement d'Addis-Abeba accepte le cessez-le-feu. Elle souligne encore qu'une nouvelle aide humanitaire est requise d'urgence pour éviter que la reprise des activités agricoles ne soit compromise par les nuées de sauterelles. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : l'habilleuse de Nancy Reagan inculpée. — L'habilleuse de Nancy Reagan, M<sup>lle</sup> Anita Sanabria Castelo, a été inculpée mercredi 27 août par une chambre de mise en accusation de contrebande de munitions vers le Paraguay, avec trois autres personnes. Elle aurait, avec M. Silva, acheté des balles de calibre 22. Ces munitions auraient été remises à deux ressortissants paraguayens, MM. Duarte et Baz Acosta, qui les ont transportées au Paraguay à bord d'un cargo. M<sup>lle</sup> Castelo, MM. Silva et Acosta, ont été laissés en liberté sous caution, alors qu'un mandat d'arrêt est lancé contre M. Duarte. — (AFP.)

A B C D E F G

## Remis à la police espagnole

## Deux réfugiés basques sont expulsés par la France

BAYONNE  
de notre correspondant

Alors que la Chambre d'accusation de Pau vient de fixer au 17 septembre l'examen de la demande d'extradition présentée par l'Espagne contre le réfugié politique basque Txema Berceciaria, deux de ses compatriotes ont été remis entre les mains de la police espagnole.

Selon la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. Pedro Guridi Iriarte, arrêté à Bayonne et reconduit à la frontière dans la nuit du 26 au 27 août (nos dernières éditions du 27 août), a été expulsé en application d'un arrêté ministériel de janvier 1984, date à laquelle plusieurs réfugiés basques avaient été expatriés en Amérique du Sud « en raison, selon les déclarations du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Franchet, du climat d'insécurité régnant sur la Côte basque à cause des attentats du GAL ». A l'époque, M. Guridi, soupçonné d'appartenir aux commandos autonomes antikapitalistes, organisation clandestine basque aujourd'hui disparue, n'avait pu être interpellé. Il est, aujourd'hui, accusé « d'appartenir à un groupe organisé et armé qui se livre à des actions terroristes ».

Le deuxième expulsé est M. Fernando Eguiluz, quarante-six ans, qui s'était réfugié en France, en 1970. Marié, père de trois enfants de nationalité française, il avait, à la suite de l'amnistie décrétée en Espagne en 1977, obtenu un passeport

espagnol. Il y a deux ans, il avait créé à Anglet, une fabrique d'appareillage pour salles de gymnastique et employait quatre salariés. Il y a peu, il avait obtenu le renouvellement, pour dix ans, d'une carte de séjour et d'une carte de commerçant. Il n'avait jamais eu maille à partir avec la police jusqu'au mois de juillet 1985, date à laquelle il avait découvert sous son véhicule un engin explosif comportant un système de mise à feu télécommandée à distance.

Selon la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. Eguiluz serait « un militant actif d'un groupe armé ayant commis ou susceptible de commettre à nouveau des attentats par explosif : il constitue donc une menace particulièrement grave pour la sécurité publique ».

Pour son avocat, M. Jean-Claude Abederry, il s'agit là d'une violation de procédure : « La police s'est bien gardée de l'interpellation à son domicile ; elle l'a arrêté devant chez lui, au milieu de ses enfants et n'a procédé à aucune perquisition ; le procureur de la République n'a pas été avisé. En fait, la police française semble, aujourd'hui, aux ordres de son homologue espagnol, ce qui constitue un abandon de souveraineté de la part des autorités françaises ».

Ces deux expulsions portent à sept le nombre de Basques remis, au cours des deux derniers mois, à la police espagnole.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

## Incidents et attentats en Espagne

Saint-Sebastien (AFP). — Des heurts ont opposé, mercredi soir 27 août, la police à des centaines de manifestants qui protestaient contre les nouvelles expulsions par la France de militants basques. Les principaux incidents se sont produits à Saint-Sebastien et à Renteria (province de Guipuzcoa). Un véhicule français a été incendié et totalement détruit par les manifestants.

Dans un communiqué adressé à la presse basque, l'ETA militaire a fait savoir mercredi qu'elle « sauvera » à la nouvelle politique du gouvernement français de collaboration avec Madrid dans la lutte contre les activistes basques. Elle réaffirme que la seule solution au problème basque passe par « une négociation politique » avec le pouvoir central espagnol.

## Le décret d'extradition des deux ravisseurs présumés de M. Heineken a été signé par M. Chandon

Willem Holleeder, vingt-six ans, et Cornelis Van Hout, vingt-sept ans, les deux ravisseurs présumés de M. Freddy Heineken, enlevé le 23 novembre 1983 à Amsterdam, pourraient être extradés dans les jours qui viennent vers leur pays d'origine, les Pays-Bas.

M. Albin Chandon, ministre de la justice a en effet signé, le 22 août, le décret d'extradition qui est en cours de notification aux deux hommes détenus à Fleury-Mérogis (Essonne). Ils peuvent, toutefois, contester cette décision devant le Conseil d'Etat, mais le recours n'est en principe pas suspensif.

Les deux Néerlandais avaient été arrêtés à Paris en février 1984. Après plusieurs épisodes judiciaires, ils avaient été libérés de la prison de la Santé à Paris le 5 décembre 1985 et assignés à résidence dans un hôtel de Beauvais (Oise), puis à Cergy, pour être enfin transférés à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et enfin sur l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, avant de revenir à Evry le 20 février 1986, puis de regagner Fleury-Mérogis le 19 mai.

Entre-temps, le 10 février, la France avait signé la Convention européenne d'extradition, qui prévoit explicitement le délit d'enlèvement, ce qui n'était pas le cas auparavant. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a pu, alors, répondre favorablement, le 9 juillet 1986, à la requête néerlandaise. Il ne restait plus au ministre de la justice qu'à signer le décret d'extradition.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 août

## Echec au record

La Bourse de Paris n'a pas réussi, jeudi matin 28 août, à défendre ses plus hauts niveaux historiques atteints la veille. Au cours de la session préliminaire, la baisse était au rendez-vous, succédant à treize séances consécutives de hausse. Le repli s'est accéléré. Cédant 0,49 % à l'ouverture, l'indice instantané accusait finalement une perte de 0,92 %.

Recul de Docks de France (- 2,5 %), Valeo (- 2,4 %), Générale des eaux (- 2,1 %), Téléme-canique (- 2,1 %), L'Air liquide (- 1,9 %), CSF (- 1,7 %), ELF (- 1,7 %). Le nombre de hausses a été ramené à la portion congrue (4).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Amor	478	478	472
Amor-Haut	1815	1800	1808
Alc	790	795	795
Alcatel	380	370	375
Banque Paribas	1385	1385	1385
Banque	2045	2045	2055
Bouygues	1459	1459	1440
B.S.M.	4250	4250	4251
Carrefour	3235	3455	3400
Changiers S.A.	1381	1379	1380
Club Méditerranée	847	847	840
Danone	1595	1532	1540
Euro (G&L)	1314	1325	1315
ELF-Agip	351	350	345
Esso	3250	3240	3240
Leclerc	1440	1440	1425
Lafayette-Capital	3585	3550	3550
Michelin	1762	1768	1740
Midi-Hennessy	2315	2315	2310
Novel-Matras	1240	1240	1220
Orléans (L)	1738	1728	1680
Parrot-Hennessy	1085	1085	1080
Procter & Gamble	1250	1248	1235
Santel	738	738	735
Sauvage Paribas	780	775	777
Télécoms	3320	3300	3250
Thomson-CSF	1750	1730	1720
Tout-CFP	477 50	478	475
T.S.T.	3120	3120	3120
Valeo	541	534	528

## BAC-87

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

Par classe de 15 élèves. 9 h à 19 h en 1/2 pension. U.P.A. 1, bd M.-Bertheaux, SAINT-MAUR. Tél. 48-83-26-58.

سكنى الناحية